

fill
Boston Public Library
Boston, MA 02116

No. _____



E184
.F8S58

NOUVELLE SERIE: VOL. XI

1965

BULLETIN

de la

Société Historique Franco-Américaine

BOSTON, MASSACHUSETTS



Imprimerie Ballard Frères
Manchester, New Hampshire
1966







NOUVELLE SERIE: VOL. XI

1965

BULLETIN

de la

Société Historique Franco-Américaine

BOSTON, MASSACHUSETTS



Imprimerie Ballard Frères
Manchester, New Hampshire

1966

Les amis du bulletin

Le Conseil de la Vie Française en Amérique

Le Comité de Vie Franco-Américaine

L'Association Canado-Américaine

L'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique

La Société des Artisans

Mgr Stephen Grenier, P.D.

Mgr William Drapeau, P.D.

Mgr Alfred Julien, P.D.

Mgr Elie Hévey, P.D.

Mgr Eugène Guérin, P.D.

Mgr Adrien Verrette, P.D.

Mgr Hector Benoit, D.D., P.D.

Abbé Camille Blain

Dr Ulysse Forget, M.D.

Dr Albert Poirier, M.D.

Juge Fernand Despins

M. Donat Corriveau

Dr Antoine Dumouchel, M.D.

M. William Aubuchon

M. Antoine Clément

M. Gérald Robert

Présentation

Le 11e bulletin de la société se présente encore avec le compte rendu de ses activités et un tour d'horizon de la vie française.

Il continue fidèlement la rédaction de nos faits et gestes afin d'encourager les membres et les compatriotes à enrichir notre commun héritage.

Avis important

Afin d'assurer son oeuvre, La Société Historique Franco-Américaine a établi son Fonds de Réserve ou "Fiducie" (Endowment Fund). Ce fonds est administré par trois fiduciaires de la société. Plusieurs ont déjà répondu à l'invitation.

Les sommes versées ainsi à la société, d'après une déclaration officielle de la Trésorerie d'Etat à Washington, sont exemptes de la loi "Inheritance Tax". De plus ces montants peuvent être déduits de l'Impôt sur le revenu (Income Tax).

Nous demandons aux membres de songer sérieusement à ce moyen pratique en préparant leurs dispositions testamentaires. Quel appui! Si seulement on y avait songé il y a cinquante ans. Il n'est jamais trop tard. . . .

Comme formule testamentaire nous suggérons la suivante:

TO THE TRUSTEES OF THE ENDOWMENT FUND
OF LA SOCIETE HISTORIQUE FRANCO-AMERICAINE
A CORPORATION UNDER MASSACHUSETTS LAW,
THE SUM F (DOLLARS)
IN TRUST FOR THE PURPOSES OF THE SOCIETE.

Bulletin de

La Société Historique Franco-Américaine

Fondée le 4 septembre 1899

Administration: Président: Mgr Adrien Verrette, Manchester, N. H.

Secrétaire-Trésorier: Gérard Robert

52, rue Concord, Manchester, N. H.

BOSTON, MASSACHUSETTS NOUVELLE SERIE: VOL. XI ANNEE 1965

I

Réunions de la Société

Réunion du Bureau

3 avril 1965

Hôtel Lenox

Boston, Massachusetts

Les sociétés d'histoire existent par centaines au pays. Plusieurs sont de grande envergure, logées dans d'imposants immeubles avec musée. Nombre de villes et de villages possèdent la leur et sont fiers de conserver les fastes de leur histoire locale ou régionale. C'est que l'histoire a toujours intéressé les hommes et avec les techniques modernes, les universités et les collèges ont à leur disposition d'importants laboratoires d'histoire pour servir la nation.

Notre société compte bientôt 66 ans d'existence. Elle n'est pas la plus jeune au pays. Elle répondait à un besoin au début du siècle. Les initiateurs n'étaient certainement pas des historiens mais ils voulaient qu'un organisme s'occupât de faire valoir la présence française au sein de la nation à une époque où le prestige des franco-américains n'était pas encore trop brillant malgré leurs oeuvres.

La société a eu des débuts très modestes. Elle ne peut pas rêver à un trop grand rayonnement malgré son importance. Hélas on n'a pas songé au début à l'asseoir sur des bases financières soli-

des et à cette date trop peu des nôtres en saisissaient le besoin. Ses archives heureusement sont logées dans les salles de l'Institut Canado-Américain (filiale de l'ACA), à Manchester et la grande ambition de ses administrateurs consiste à alimenter sa fiducie pour assurer son fonctionnement.

A la réunion du 3 avril, les officiers Verrette, Robert, Goguen, Perreault et Lacerte étaient présents. Le président insistait encore sur l'importance du recrutement pour assurer les cadres de la société. Il est entendu que le succès de toute société sérieuse dépend sur le dévouement de quelques officiers. Ce travail toujours bénévole, la plupart du temps, taxe les énergies de personnes qui sont déjà débordées par leurs occupations de chaque jour. Dans les sociétés bien structurées financièrement, les officiers salariés assurent le travail. Notre société veut maintenir la publication de son bulletin annuel. Les frais d'impression augmentent continuellement. Il faudrait compter au moins 500 membres pour assurer l'administration.

Le secrétaire trésorier déclare un actif de \$325.00 jusqu'à date sans compter les cotisations de l'année qui sont versées à partir de mai. La fiducie atteint \$3,484.20 au 1er avril. Cinq deuils ont visité la société, M. le Juge Harold Dubord, de Waterville, M. Lauré-B. Lussier, de Manville, Mme J.-B. Danis, de Millbury, Mass., Abbé Albert Burque, de Dover, N. H. et Philippe-Armand Lajoie, de Fall River. Le secrétaire se charge de trouver des membres qui prononceront les éloges de ces collègues disparus.

Le bureau accepte l'invitation de participer au 7e congrès de la Fédération Féminine Franco-Américaine qui sera tenu les 21 et 22 mai à l'hôtel Sheraton-Plaza. Me Pierre Belliveau dirigera un voyage historique dans la ville de Boston pour les déléguées du congrès.

Les officiers choisissent la date du 8 mai pour la réunion annuelle de la société à la Bibliothèque Française, 53 rue Marlboro, Boston à 2 heures de l'après midi. Après la séance d'affaires, il y aura vin d'honneur et le président remettra la médaille "*Grand Prix*" à MM. Jean Savelli, consul général de France et Claude Chatillon, consul du Canada, comme marque de reconnaissance à l'occasion de leur départ pour la sympathie et l'encouragement qu'ils ont témoignés à notre groupe durant leur stage à Boston.

66e Réunion Annuelle

French Center

Boston, Massachusetts

8 mai 1965

La journée avait été bien choisie, la température charmante avec les jardins en fleurs dans le parc public tout à côté, l'endroit accueillant mais des événements soudains empêchèrent plusieurs membres d'assister à la réunion, qui, par ailleurs fut intéressante.

Dans son bref message, le président, l'abbé Adrien Verrette disait:

"La société termine ce soir son 66e exercice avec une satisfaction bien légitime, c'est qu'elle se maintient toujours vigoureuse au milieu de tant de fléchissements au sein de nos oeuvres.

Le fait de garder son équilibre en face de tant d'inconséquences atteste que la société a une place de grande importance dans le rayonnement de la vie française en Nouvelle Angleterre et tous nous devrions être de ceux qui travaillent arduement à son accroissement.

"L'année écoulée a eu ses succès. Elle a continué son travail dans le meilleur esprit. C'est qu'un élément sage et sérieux de notre peuple croit sincèrement à la conservation de nos valeurs culturelles et historiques. Nous devons nous en réjouir.

"Je fais encore appel au dévouement des membres pour doubler l'effectif de la société afin de la rendre libre de tout souci de permanence. La publication de notre bulletin est la préoccupation primordiale de vos officiers. Notre fonds de fiducie est la formule désignée pour en assurer la parution. Je le redis souvent, si seulement nous avions songé à cet appui dès le début. C'est pourquoi nous invitons nos membres à songer à notre oeuvre dans leurs dispositions testamentaires. Plusieurs nous ont promis de le faire. Nous aurions alors une société assurée de son avenir.

"Je n'ai jamais perdu confiance dans l'appui des Franco-Américains lorsqu'on sait leur présenter un problème qui demande une solution.

“En vous accueillant très cordialement à cette réunion, je tiens à vous remercier au nom de mes collègues pour la confiance que vous vous témoignez en nous permettant de servir la société bénévolement.

“M. Gérard Robert est retenu aujourd’hui à Manchester par les funérailles de Me Ernest D’Amours, l’un de nos membres et président de l’Association Canado-Américaine dont M. Robert est le secrétaire général.

“Son rapport paraîtra dans le bulletin au courant de l’année. Il nous dit que la société est en excellente santé et que l’actif dépasse \$1,200.00 avec tous les comptes payés. Les membres sont invités à verser leur cotisation au plus tôt possible. Le fonds de fiducie s’élève à date à \$3,534.20.”

Deuils

Il y a un article au programme de la réunion annuelle que nous exécutons toujours avec douleur, c’est le rappel de nos collègues disparus durant l’année. Il arrive souvent que ces éloges sont prononcés durant l’exercice de l’année suivante. Cette année nous ajouterons donc les éloges de ceux qui nous ont quittés durant l’année courante. Etant donné que le bulletin 1965 sera publié en 1966, il est préférable de procéder ainsi.

La société vient d’être éprouvée par la disparition de deux de ses membres distingués. Mercredi, nous assistions à Lowell aux funérailles imposantes du regretté juge Arthur-L. Eno, décédé à l’âge des 74ans. Il était le 2e membre aîné de la société et l’avait servie durant plusieurs années comme trésorier et fiduciaire au moment de son décès. La société ne connut pas de meilleur serviteur et nous lui rendons un hommage ému et reconnaissant avec nos sympathies empressées à sa famille.

Ce matin, M. Robert assistait aux funérailles de Me Ernest D’Amours à Manchester, ancien procureur du New Hampshire et président de l’Association Canado Américaine depuis septembre dernier, décédé mardi à l’âge de 61 ans. Il était membre depuis plusieurs années. A sa famille éprouvée et à l’Association Canado-Américaine nous exprimons nos sympathies empressées.

Nous écouterons les hommages de quatre de nos collègues disparus et nous lirons dans le bulletin, au chapitre II, les éloges suivants: M. le juge Harold Dubord, de la Cour Suprême du Maine, de Waterville, M. Lauré-B. Lussier, de Manville, R. I., Mme J.-B. Danis, de Millbury, Mass., M. Philippe-Armand Lajoie, journaliste, de Fall River, l'abbé Albert Burque, de Dover, N. H., M. le juge Arthur Eno, de Lowell, Me Ernest D'Amours, de Manchester, M. le juge Raoul Boudreau, de Belmont, Mass., M. Aimée-A. Lavallée, industriel, de Springfield, et le R.P. Marcelin Parent, A.A., de Worcester.

Après la réunion d'affaires au cours de laquelle les membres apprenaient avec satisfaction le travail de l'année, le Comité des Nominations, composé de MM. Jean Picher, J.-B. Danis et Denis Basque présentait son rapport pour le choix des officiers pour l'exercice 1965-1966. Sur demande de Me Henri-T. Lexoux appuyée à l'unanimité les officiers suivants furent élus: M. l'abbé Adrien Verrette, de Manchester, président, M. le docteur Louis-B. Amyot, D.D.S., de Schenectady, N. Y., vice président, M. Gérald Robert, de Manchester, Secrétaire trésorier, M. Jean Picher, de Woonsocket, R.I., fiduciaire. Les directeurs déjà élus: M. le juge Alfred-J. Chrétien, de Manchester, M. William Aubuchon, de Fitchburg, Mass., M. Damase Brochu, de Boston (1 an); M. Henri Goguen, de Leominster, Mass., M. Antonio Prince, de Woonsocket et M. Roger Lacerte, de Lowell (2 ans). Les nouveaux directeurs pour un mandat de 3 ans: M. Adélar Janelle, de Lewiston, M. Aimée Gauthier, de Salem, Mass., et M. Denis Basque, d'Athol, Mass.

Après avoir remercié les membres au nom de ses collègues, le président procédait ensuite à la remise de la médaille "*Grand Prix*" à MM. les consuls Jean Savelli et Claude Chatillon, qui doivent quitter Boston prochainement, l'un pour le Quai d'Orsay à Paris et l'autre pour Madrid, en Espagne. La société tenait à rendre hommage à ces deux personnalités dont l'amitié demeure chère à tous les Franco-Américains.

M. Jean Savelli

Depuis plusieurs années déjà, les relations de la Société Historique avec le Consulat français à Boston ont été des plus amicales. Nous avons toujours été accueillis avec chaleur et affection, ce qui explique cette sympathie mutuelle que nous entretenons.

Dans la maison de France à Boston, les Franco-Américains ont toujours senti qu'ils étaient de la famille. Et comment pouvait-il en être autrement puisque nous chérissons les mêmes innétés culturelles comme un trésor irremplaçable que nos devanciers nous ont confié.

Depuis trois ans environ, c'est M. Jean Savelli qui nous a versé l'affection de sa patrie et nous lui sommes très reconnaissants.

En combien d'occasions, M. le Consul, vous nous avez rappelé avec votre chaude sympathie tout ce que vous ressentiez d'intérêt pour ce groupement unique au pays qui vit toujours de l'esprit et de la pensée français.

Et vous nous confiez parfois combien vous trouviez étrange que trop des nôtres n'appréciaient pas la valeur de notre patrimoine culturel au sein de la patrie américaine.

Comme vos prédécesseurs, vous avez donc été pour nous un très bon et précieux ami et il est regrettable que votre prochain départ vient briser ces relations très amicales et profitables que nous échangeons, car quitter le consultat de Boston, ce n'est plus revenir au sein de la franco-américanie que par le souvenir. Le destin des événements le veut ainsi.

Afin de conserver votre souvenir dans nos archives nous voulons inscrire quelques détails de votre biographie.

Vous êtes né le 8 juillet 1915 à l'Ile-Rousse, en Corse. Vos études brillantes vous obtiennent un doctorat en droit, un certificat d'Etudes supérieures de Lettres et un diplôme de l'Ecole des Sciences politiques de Paris.

La guerre mondiale vous trouve en service dès le début et vous y recevrez la Croix de la Légion d'honneur.

Depuis votre entrée dans la carrière diplomatique vous avez successivement occupé des postes soit au Ministère des Affaires Etrangères et encore à Berne, à Buenos-Aires, à New York et à Boston avec aussi le titre de Conseiller d'Ambassade. Vous retournez au Quai d'Orsay.

Votre séjour au milieu de nous a donc été très heureux et vous nous avez témoigné un vif intérêt sans négliger vos responsabilités de représentant officiel de la France pour cette partie de la Nouvelle Angleterre.

Nous ne pouvions pas vous laisser partir sans vous dire notre reconnaissance. Cette affection, la Société veut la traduire dans cette médaille "Grand Prix" et elle vous prie de l'accepter avec ses vœux de succès pour votre avenir. Elle associe également ses respectueux hommages à madame, votre très digne et charmante épouse.

M Claude Châtillon

La carrière diplomatique est faite de déplacements et il faut bien s'y résigner, nous qui demeurons. Encore un autre départ que nous devons souligner avec regret. Et pourtant durant votre trop court séjour parmi nous, nous avons déjà appris à vous estimer profondément cher M. Châtillon.

Votre présence à nos réunions et congrès nous réconfortait car vous y apportiez toujours un message de sympathie et de compréhension.

Franco-Ontarien d'origine, il vous était donc très facile de comprendre la mystique franco-américaine. Vos propos nous étaient toujours très agréables.

Votre gouvernement vous envoie à Madrid. C'est une autre civilisation que vous allez servir et nous ne doutons pas que votre séjour là-bas vous sera profitable.

Né à Ottawa, la capitale du Canada, le 29 décembre 1917 pendant la première guerre mondiale, vous gûterez aux âffres du deuxième conflit en Angleterre, en Italie et en Afrique du Nord pour être licencié en 1945 avec grade de lieutenant.

Vos fortes études à l'université d'Ottawa et votre travail dans le journalisme vous préparaient bien à la carrière diplomatique au ministères des Affaires extérieures soit à New York, en Nouvelle-Delhi, à Paris, à Seattle et à Boston depuis 1962.

La société a voulu vous associer à votre collègue M. Savelli pour vous adresser ses hommages et vœux de succès pour votre avenir.

Ce double départ nous cause un double regret puisque nous vous comptons comme de très précieux appuis.

Pour fixer votre présence chez les Franco-Américains, la Société ét vous présente donc sa médaille "Grand Prix" qui devra aussi nous conserver à votre souvenir.

A cet hommage bien cordial nous ajoutons nos sentiments les plus respectueux à votre charmante épouse et à tous deux nous disons santé, bonheur et succès.

Merci des titulaires

M. Savelli, de sa voix chaude et sympathique avouait sa peine de quitter Boston après un séjour aussi agréable alors qu'il lui avait été donné de visiter tous les îlots de la franco-américanie. Chaque fois il s'était efforcé d'apporter un message d'encouragement et d'admiration au nom de sa patrie. Parfois, il lui arrivait de déplorer l'attitude de tant des nôtres qui négligent d'enrichir ce patrimoine précieux qui unit les coeurs français de chaque côté de l'océan. Il ajoutait sa profonde reconnaissance pour l'amitié que lui ont toujours manifestée les Franco-Américains. Il souhaite à nos oeuvres un plein rayonnement et promet de s'intéresser à nous dans son travail au Quai d'Orsay. Il dit enfin sa joie de posséder cette magnifique médaille qui lui rappellera ces années heureuses de sa carrière diplomatique.

M. Chatillon résume sa pensée dans les lignes suivantes:

"Merci, M. le président, de cette magnifique médaille que j'apprécie d'autant plus que j'en ai *peu souvent* mérité au cours de mes jeunes années—au grand désespoir de mes parents . . .

Je ne suis pas convaincu que j'ai mérité ce témoignage d'appréciation—car le mérite suppose l'effort—et mon séjour parmi vous a comporté beaucoup plus de *satisfaction* que *d'effort*, et il m'a apporté *beaucoup plus* qu'il n'a *exigé de moi*. Mes trois dernières années en Nouvelle-Angleterre m'ont permis de vous mieux con-

naître, de m'associer à vos activités, et cela a été pour moi *un grand enrichissement*. Et je ne vous cache pas *que mes rapports avec la franco-américanie engagent mes convictions sans réserve*.

Ces convictions sont bien simples elles sont faites d'amour pour la langue française et de passion pour sa survivance. *Notre langue commune* a connu des oscillements dans le passé—comme tout mouvement de la pensée humaine; mais pour nous qui en sommes les légataires et les témoins, *l'important c'est* que nous la vivions, et *l'essentiel*, c'est qu'elle nous dépasse. Ce qui revient à dire qu'il ne suffit pas *de louer son passé par notre présence*, mais *d'agir pour en assurer l'avenir*.

Une seconde observation, en appui à la première, c'est que la langue et la culture françaises ne sont plus désormais le privilège d'un peuple, ni d'une époque ou d'une civilisation—pas plus que la logique, l'harmonie ni la beauté; elles sont plutôt *un héritage* légué à toute l'humanité.

Ici, en terre d'Amérique, nous en sommes *les gardiens et les responsables*. Nous le sommes *dans la mesure de nos moyens*. Il existe toutefois parmi nous *de ces hommes remarquables qui dépassent l'effort de la moyenne et qui s'imposent même à l'étranger—des hommes qui s'oublient pour se donner entièrement à la cause qu'ils ont choisi de servir*. Ces hommes sont nombreux en Nouvelle-Angleterre, mais je voudrais aujourd'hui rendre un témoignage particulier à M. l'abbé Verrette, le Président de votre Société, qui sert *en même temps et la langue et l'histoire*, et dont le *dévouement, le courage, sont une inspiration, et un modèle à émuler*. Hélas, mon gouvernement n'accorde pas de décoration et c'est bien dommage, car il y a longtemps que vous auriez été décoré, M. l'abbé Verrette. Puisque je n'ai ni décoration à vous offrir, ni médaille à vous présenter, je voudrais tout de même *vous redire toute mon admiration, et vous assurer, vous et tous les membres de votre société, de mon amitié qui ne se terminera pas avec mon départ de Boston*. Je continuerai à suivre de loin vos activités—et je suis convaincu que mon successeur, M. Guy Choquette, les suivra de près, et les appuiera avec autant de sincérité que moi.

Merci encore, M. le président, de votre amitié et de cette belle médaille que *je me réjouis de faire voir à mes enfants*, et que je conserverai précieusement en souvenir des *années heureuses passées dans votre beau pays*."

Un vin d'honneur fut ensuite servi à MM. les consuls et aux invités avec des échanges et propos d'amitié pour terminer cette réunion annuelle qui continue fidèlement les gestes de la société.

Réunion du Bureau

Hôtel Lenox

Boston, Massachusetts

9 octobre 1965

Les officiers étudient le mouvement démographique de nos populations qui se rendent en plusieurs centres éloignés ce qui les sépare fatalement de leurs compatriotes en Nouvelle Angleterre. Des milliers de Franco-Américains n'ont plus de relations suivies avec nous à cause de ces déplacements. Il y aurait une formule à trouver pour les repérer. La société pourrait servir de lien dans ce travail. Le bulletin leur apporterait une information précieuse.

Sont présents à la réunion les officiers Verrette, Robert, Picher, Basque, Gauthier et Lacerte. Le bureau fixe la date du 67^e gala annuel au 7 novembre, au Harvard Club à Boston alors que le ministre Pierre Laporte du gouvernement provincial de Québec sera le conférencier invité. La société lui présentera sa médaille "Grand Prix". MM. les consuls Jacques Massenet et Guy Choquette seront invités.

Le bureau accepte de participer au VIII^e Congrès des Franco-Américains qui sera tenu du 15 au 17 octobre, à l'hôtel Sheraton-Carpenter de Manchester sous l'égide de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire. Ces assises sont dirigées par le Comité de Vie Franco-Américaine. Les autres congrès ont eu lieu en 1949 à Worcester, 1951 à Lewiston, 1954 à Manchester, 1957 à Woonsocket, 1959 à Fall River, 1961 à Hartford, 1963 à Springfield. Le thème du congrès portera sur "*La crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales.*"

67^e Réunion Gala

Harvard Club

Boston, Massachusetts

7 novembre 1965

Les membres et les invités se réunissaient dans les salons pour la réception. Le repas fut servi à 6 heures précisément sous la présidence de l'abbé Adrien Verrette et Mgr Alfred Julien, D.C.L., P.D., bénissait les tables. A la table d'honneur on remarquait encore Me Henri-T. Dedoux, M. le consul et madame Jacques Massenet, M. le consul et madame Guy Choquette, le R.P. Thomas Landry, o.p., Mgr William Drapeau, P.D., M. Archibald Lemieux et M. le ministre et madame Pierre Laporte.

Dans sa présentation, le président s'empressait de saluer la présence de deux membres aînés de la société, Me Henri Ledoux, de Nashua, seul membre fondateur survivant et président d'honneur de la société âgé de 92 ans et M. Archibald Lemieux, industriel de Worcester et bienfaiteur de la société qui vient de sonner allègrement ses 91 ans.

Dans son message le président ajoutait encore:

“La Société Historique Franco-Américaine est encore à la joie ce soir en célébrant son 67^e gala annuel au milieu d'une assistance particulièrement distinguée. Il m'est donc très agréable de souhaiter la plus chaude bienvenue à tous les convives.

“Votre présence nous honore et c'est la coutume à nos agappes de considérer toute l'assistance comme une imposante table d'honneur dont vous êtes. D'ailleurs les salutations que nous avons échangées au cours de la réception vous ont fait connaître nos invités.

“Notre joie est donc profonde parce que nous avons le bonheur d'accueillir un fils très distingué du vieux Québec. Il vient intensifier les liens précieux qui nous unissent toujours à la patrie de nos devanciers.

“Que de fois nous avons été charmés à cette table par des voix éloquentes et sympathiques du Canada français sans oublier la

visite mémorable en 1949 du T.H. Louis St-Laurent, alors premier ministre du Canada. C'était à l'occasion du cinquantenaire de la société.

"Pour la première fois nous saluons la venue parmi nous d'un membre du cabinet provincial du Québec dans la personne de l'honorable Pierre Laporte, ministre des municipalités et ministre des affaires culturelles. Nous lui disons le plus cordial accueil.

"D'ailleurs M. le ministre n'est pas un étranger en franco-américanie. Je me rappelle de l'avoir accompagné en 1949 durant le voyage du Conseil de la Vie Française en Amérique en Nouvelle Angleterre. Cet inoubliable voyage terminait son périple en Acadie.

"De plus M. Laporte a visité tous les groupements français sur le continent ce qui lui a permis de prendre connaissance de leurs problèmes. Ces nombreux articles comme journaliste ont démontré quel attachement il a toujours porté au rayonnement de la vie française. Il était bien désigné pour prendre la direction du ministère des affaires culturelles. Nous n'avons pas oublié la brillante conférence que nous donnait il y a deux ans à pareille date, M. Georges-Henri Dagneau, directeur du Service du Canada Français d'Outre Frontière. Ce soir c'est le message du chef de ce ministère que nous entendrons.

"M. Laporte est un ministériel bien trempé et surtout bien organisé. Je le connais intimement depuis une quinzaine d'années et j'ai suivi avec admiration son ascension dans la vie publique. Né à Montréal le 27 février 1921, fils du docteur René Laporte, il fréquente les collègues Jean Breboeuf et l'Assomption puis se rend à l'université de Montréal pour étudier le droit. Déjà il déploie les prémices de son éloquence en décrochant à deux reprises, le trophée Villeneuve, prix du concours d'éloquence inter-universitaire.

"Admis au barreau de la province de Québec en 1945, il épouse la même année Françoise Brouillet, sa charmante compagne que nous saluons à ses côtés. Ils sont les heureux parents de deux enfants Claire et Jean. Me Laporte est avocat mais il se fera journaliste. Au service du journal "Le Devoir", il sera chroniqueur parlementaire durant plus de 16 ans à l'Assemblée Législative et plus tard au parlement d'Ottawa. C'est là qu'il apprit à connaître les hommes et un peu . . . la politique. Entre temps il est actif au

sein de la Chambre de Commerce des Jeunes de Montréal et comme directeur de "L'Action Nationale" il donnera un regain de vie à cette revue.

"Mais la politique finit toujours par atteindre son homme. Me Laporte est élu pour la première fois à l'Assemblée législative en 1961 lors d'une élection complémentaire. Il fut réélu à l'élection générale de novembre en 1962 et Me Jean Lesage premier ministre de la province lui confie l'important ministère des municipalités. L'an dernier Me Lesage le nommait chef de l'équipe gouvernementale à l'Assemblée législative et un peu plus tard lui confiait un deuxième ministère, celui des Affaires culturelles. C'était reconnaître les qualités éminentes de ce jeune parlementaire à peine dans la quarantaine tout consacré aux intérêts de sa province.

"Voilà donc notre distingué ministre qui vogue désormais en pleine ardeur, pas toujours sur des ondes paisibles au service du Québec. Nous lui souhaitons tout le succès possible et une longue carrière parlementaire. Ce soir nous lui demandons de nous promettre s'il devenait jamais premier ministre du Québec de revenir nous entretenir.

"M. le ministre vous connaissez nos problèmes. Vous savez que nous constituons le groupement français le plus considérable hors du Québec, près de deux millions, mais nous vivons bien dangereusement. C'est le phénomène du frottement du pot de terre contre le pot de fer.

"Depuis plus d'un siècle nous travaillons à conserver les oeuvres qui ont été édifiées au prix de tant de sacrifices avec les adaptations nécessaires que nous devons envisager.

"Vous avez devant vous une belle tranche de l'élite franco-américaine, tous des croyants dans notre comportement culturel. Ils sont venus des quatre coins de la Nouvelle Angleterre pour vous saluer et vous entendre.

"MM., j'ai le bonheur d'inviter l'honorable Pierre Laporte à nous confier son message d'amitié . . ."

M. le ministre prononça sa brillante conférence dont le texte suit. Après l'avoir remercier, le président lui offrait la médaille "Grand Prix" dans les termes suivantes:

M. le Ministre, la Société a une façon toute à elle de remercier les illustres personnages qui la visitent. Elle leur fait remise de sa médaille "*Grand Prix*", oeuvre de notre regretté sculpteur, Lucien Gosselin.

En vous la remettant, la Société veut aussi reconnaître tout le dévouement que vous déployez pour faire rayonner la présence française en Amérique. Vous venez d'en donner une preuve éloquente en préconisant la priorité de la langue française dans le Québec.

Cette médaille vous aidera aussi, nous l'espérons, à conserver un agréable souvenir de votre passage parmi nous tout en vous remerciant pour le réconfort que vous nous avez apporté . . .

M. le ministre se déclara très touché de cet hommage que lui rendaient les Franco-Américains et les assuraient de son indéfectible encouragement.

Pour saluer la venue des nouveaux consuls de France et du Canada à Boston, le président disait:

"Depuis toujours, les consuls de France et du Canada fréquentent la Société Historique. Ils sont de toutes nos fêtes et nous les recevons chaque fois avec joie. Le hasard a voulu que nos deux consuls quittent Boston vers le même temps cette année.

"Nous avons avec nous ce soir leurs distingués successeurs. Nous les accueillons de grand coeur pour la première fois et nous leur souhaitons un heureux stage en Nouvelle-Angleterre au service de leur gouvernement respectif. Nous sommes assurés qu'ils reviendront fidèlement à nos réunions.

"M. le consul général de France est ici avec son épouse que nous saluons. J'invite M. Jacques Massenet à venir vous saluer."

Pour les mêmes raisons d'amitié je demande à M. le consul du Canada qui lui aussi est accompagné de son épouse, M. Guy Choquette de vous saluer.

MM. les consuls s'empressèrent de saluer les convives en des termes de touchante amitié avec l'assurance que leur stage en Nou-

velle Angleterre leur permettrait de mieux connaître et servir les intérêts des franco-américains. Leur présence fut vivement saluée.

Après avoir rappelé le souvenir des membres disparus durant l'année, des pertes toujours sensibles, le président invitait les membres à continuer leur appui indispensable au progrès de notre société, une oeuvre bien à nous, qui, après bien des reculs conservera toujours le témoignage de notre présence au service de l'Eglise et de la Patrie.

Conférence du Ministre Laporte

On peut fixer à près de sept millions le nombre des parlants français en Amérique du nord, sur une population totale de deux cent treize millions, soit une proportion légèrement supérieure à trois pour cent. Pour sa part, le Canada compte approximativement six millions de Canadiens de langue française sur une population de dix-neuf millions, soit vingt-huit pour cent. Aux Etats-Unis, en réunissant les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, les descendants des Acadiens de la Louisiane, les sujets américains nés au Canada et parlant encore le français ainsi que les immigrants belges, français et suisses de langue française, on arrive à un total qui doit se situer entre sept cent cinquante mille et un million de personnes. Comme la population des Etats-Unis s'élève présentement à cent quatre-vingt-treize millions d'habitants, la proportion n'est que de quatre ou cinq millièmes pour cent.

Mais ces quatre ou cinq millièmes pour cent sont aussi nécessaires à la vie de la culture française en Amérique du nord que les vingt-huit pour cent du Canada. C'est d'ailleurs pour cette raison que j'ai accepté avec plaisir votre invitation et que je viens vous apporter le salut fraternel du Québec. Au nom du gouvernement et en mon nom, je vous offre les hommages et les vœux du Canada français tout entier. Des deux côtés de la frontière, les parlants français du continent ont un rôle à jouer. C'est de ce rôle que je viens vous entretenir. Comme nous ne nous rencontrons pas assez souvent et comme nous sommes quasi entre parents, nous n'allons pas consacrer les quelques minutes de cet entretien à des échanges de bons sentiments, si sincères soient-ils!

Jetons plutôt un regard sur ce que le Québec a fait en matière de rayonnement culturel et sur ce qu'il entend faire à l'avenir,

Certains se demandent parfois s'il était bien nécessaire que le Québec s'occupât de son rayonnement culturel, au point d'y affecter tout un ministère? L'effort, le temps et l'argent qu'il y dépense ne seraient-ils pas mieux employés à permettre à la province de regagner le terrain qu'une trop longue période de stagnation lui a fait perdre?

Peut-être êtes-vous étonnés que je soulève pareille question? Vous avez raison: c'est précisément parce que je suis sûr d'avance que personne, parmi vous, ne s'interroge là-dessus, que je m'arrête un instant à cette objection. Car, s'il y a des gens qui auraient eu toutes les raisons du monde de ne pas se préoccuper de la culture française, ce sont bien les Franco-Américains qui, émigrés du Québec où ils avaient des droits linguistiques certains, sont maintenant établis dans un pays où ils n'en ont aucun, mais où ils gardent quand même le parler de leurs ancêtres et où il ne leur vient pas à l'esprit de penser et d'agir autrement. Mais, si votre exemplaire fidélité vous empêche de mettre en doute la nécessité de continuer à parler le français, cela ne veut pas dire que ceux qui s'étonnent de voir le Québec se doter d'un ministère des Affaires culturelles soient nécessairement des lâcheurs ou des indifférents.

Pareille interrogation de leur part signifie plutôt que le rythme du changement en s'accéléralant constamment n'entraîne pas toujours toute la population avec lui. Certains sont donc portés à se dire: nous avons gardé le français pendant trois siècles, sans ministère des Affaires culturelles, pourquoi en faut-il un maintenant?

Mais, justement, les facteurs qui ont permis au Québec de se débrouiller tant bien que mal au point de vue linguistique, dans le passé, ne suffisent plus. Ils ne jouent plus le rôle qu'ils jouaient. Ils n'ont plus l'effet qu'ils avaient autrefois. Je n'entreprendrai pas ici l'analyse de ce changement. Un, seul exemple illustrera l'étendue des transformations qui s'opèrent: il y a un siècle et plus, le français a été sauvé surtout par l'enracinement de notre population le long des rives du Saint-Laurent et par la paroisse, qui a été la cellule de toute activité religieuse, éducative, culturelle et sociale. Parfois même, son influence s'est étendue jusqu'à l'économie, englobant l'agriculture et touchant parfois le commerce et l'industrie. Vous comprenez comme moi que pareille situation ne peut pas se prolonger. D'ailleurs, les autorités religieuses l'ont compris et ont approuvé la nouvelle loi des fabriques; nos paroisses subissent une

évolution conforme aux vues de Rome et du clergé canadien-français. Le rôle spécifiquement religieux de la paroisse est accentué et dégagé de toute autre préoccupation.

Dans la mesure où une force comme la paroisse ne peut plus et ne doit plus jouer le rôle culturel qu'elle jouait, il faut une autre force pour ne pas laisser le vide se créer à la suite de ce changement. Le ministère des Affaires culturelles est un des moyens que le Québec utilise pour assurer son avenir linguistique et son rayonnement. Ce n'est pas le seul. C'en est un entre plusieurs.

Je sais pertinemment que la situation n'est pas la même de ce côté-ci de la frontière. C'est pourquoi, au début, j'ai soigneusement noté que si je soulevais la question, c'était parce qu'on le faisait au Québec et non pas ici. Mon explication a tout simplement pour but de vous faire mieux comprendre le changement qui s'est produit dans la province. Elle ne comporte aucune indication, aucune suggestion relative à ce qui s'est passé, se passe ou se passera chez vous.

Mais, puisque, très sommairement, je vous ai montré pourquoi le Québec a un ministère des Affaires culturelles, je puis maintenant résumer à grands traits ce qu'il a fait. A cette fin, j'attirerai d'abord votre attention sur un point: le Québec n'a pas attendu d'avoir un tel ministère des Affaires culturelles pour s'occuper de culture. On pourrait trouver des initiatives gouvernementales relatives à la culture dès le milieu du XIX^e siècle, même avant la Confédération de 1867. La différence entre ce qui se faisait autrefois, dans ce domaine, et ce qui s'y fait maintenant réside dans les efforts accomplis en vue de coordonner l'activité culturelle du Québec.

La population de la province est trop restreinte, son territoire trop grand et ses ressources trop sollicitées de toutes parts par des besoins urgents et importants pour que la province courre le risque de gaspiller du talent, du temps et de l'argent, que ce soit en sculpture, en musique ou en poésie. La même chose vaut pour le rayonnement culturel à l'extérieur des limites du Québec. Il y a trop de gens de langue française, dispersés à la surface de l'un des plus grands continents du monde, pour qu'une province comme le Québec, avec ses six millions d'habitants, puisse prétendre y faire sentir sa présence ou son influence, sans un plan soigneusement préparé d'avance et sans une exécution prévue selon des

étapes successives. Encourager, par des prix littéraires, nos auteurs à écrire des livres sans s'occuper de savoir s'ils pourront les vendre, c'est inutile. Favoriser la vente des livres sans avoir prévu si l'on n'ouvrira pas un mécanisme en vertu duquel les livres produits à meilleur marché par un autre pays ne viendront pas écraser les nôtres, ce n'est pas de la prévision. Aider par des bourses nos artistes de la scène à acquérir une formation professionnelle sans savoir s'ils bénéficieront de salles dans lesquelles ils pourront plus tard se produire, c'est indigne d'un ministère chargé de prévoir.

A l'intérieur du Québec, il faut donc coordonner l'activité culturelle. A l'extérieur aussi. C'est pourquoi le service du Canada français d'outre-frontières a d'abord effectué l'inventaire des forces en présence, afin de repérer les groupes, d'évaluer leurs besoins et de préparer des suggestions relatifs à la ligne de conduite générale à adopter. Simultanément, le service a cherché à se rendre utile à tous, sans exception, dans la mesure de ses moyens, sans prononcer d'exclusive contre aucun groupe, malgré qu'en certains milieux, au Québec, on ne se gêne pas pour proclamer ouvertement que la province devrait cesser de se préoccuper de telle ou telle minorité, sous prétexte qu'elle est à l'agonie, que le français qu'on y parle est déficient ou que la jeunesse ne veut plus apprendre le français, langue pour laquelle elle ne verrait aucune utilité pratique. Comme ministre des Affaires culturelles, je me suis toujours opposé à une telle attitude: j'ai toujours refusé qu'on abandonne telle ou telle minorité à son sort, parce que numériquement ou linguistiquement, elle serait dans une situation difficile, voire périlleuse. Qui dit rayonnement culturel, dit ouverture sans restriction vis-à-vis de tous ceux qui s'intéressent au français, de quelque origine ethnique qu'ils soient. Verrait-on, par exemple, l'Alliance française refuser l'adhésion de gens qui ne sont pas d'origine française, même s'ils parlent parfaitement le français? Mais, dans telle ville canadienne, le président de l'Alliance française est né en Pologne, ce qui ne l'empêche pas, pour avoir fait ses études de médecine à Paris, de parler un français impeccable. Il en va de même pour le rayonnement du Québec, qui s'adresse à quiconque s'intéresse au français. Naturellement, il va en premier lieu vers ceux qui sont déjà de langue française, c'est-à-dire les groupements canadiens-français ou franco-américains et tant que je serai ministre des Affaires culturelles, c'est bien ainsi que j'entends maintenir la ligne de conduite du ministère, à cet égard.

Vous comprenez facilement maintenant avec quel plaisir j'ai toujours approuvé les mesures d'aide culturelle que le Québec a pu

prendre en faveur de certaines initiatives des Franco-Américains. Sans doute, aimerions-nous pouvoir faire davantage. Mais, outre que le budget n'est pas élastique, il reste que, devant le nombre considérable des Canadiens français dispersés dans au moins huit provinces (Québec et Terre-Neuve étant exceptées), diverses formes d'assistance culturelle, si souhaitables soient-elles en elles-mêmes, deviennent à peu près interdites, à toutes fins pratiques, par suite de facteurs aussi nombreux que divers. Je ne vous en donnerai qu'un exemple. Ainsi, récemment, on a projeté une grande tournée de concerts du grand artiste international, Jean-Pierre Ferland. L'itinéraire original comportait un concert à Manchester, New-Hampshire. Mais soudain, des difficultés d'ordre syndical ont complètement bouleversé les calculs de la société Radio-Canada et celle-ci a dû effacer à regret cette escale de la tournée. Il devenait impossible de franchir la frontière canado-américaine, dans les conditions primitivement établies. Combien d'autres exemples de problèmes imprévisibles qui se dressent souvent entre l'idéal entrevu et sa réalisation pratique!

Mais c'est précisément parce qu'il existe de semblables difficultés que le Québec se rend compte de la nécessité d'une assistance culturelle. Devant l'ampleur des pays en cause, devant les immenses distances à parcourir pour rejoindre les auditoires, il faut une aide de la part de l'Etat.

Aussi, le Québec cherche-t-il à étendre ses relations culturelles à l'aide d'ententes. Deux d'entre elles sont en voie de négociations avec la Louisiane et avec le Vermont. Précisément, parce que les pourparlers sont en cours, je ne saurais vous donner d'autres détails là-dessus. En revanche, je puis vous dire que, pour peu que cette initiative réussisse, elle sera poursuivie, développée et étendue, suivant les leçons que nous donnera l'expérience des premières.

Car, qui dit aide de l'Etat, dit également normes, réglementation, standardisation.

C'est tout à fait normal. Il ne peut pas en être autrement. Pourquoi? Parce que jusqu'ici, dans nombre de cas, les manifestations culturelles se sont confondues avec les manifestations patriotiques et le patriotisme a été laissé quasi entièrement à l'initiative privée. C'est un fait incontestable. Dans la mesure où l'on cherche maintenant à atteindre un niveau culturel apte à soutenir la comparaison avec celui des autres pays et des autres cultures, il est

fatal que l'on sorte de l'ère de la seule initiative privée pour arriver à celle de la coordination des deux éléments, le privé et le public. Il ne s'agit donc pas de condamner quoi que ce soit et encore moins qui que ce soit. Il ne s'agit pas de se conduire comme si tout ce qui a été fait, dans le passé, était inutile. Au contraire, il s'agit de voir en face une situation difficile: pour en sortir, pour surmonter l'obstacle, il faut maintenant pouvoir compter sur un partenaire de plus, qui a ses exigences, semblables à celles de tous les autres organes étatiques.

C'est tellement le cas que le ministère est heureux de profiter de la circonstance pour signaler à l'attention du monde des lettres la magnifique contribution qu'y apportent vos deux grandes sociétés mutuelles, l'Association Canado-américaine et l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique qui, de concert avec votre société historique franco-américaine, ont su préserver les riches archives qu'on peut encore y trouver. Voilà une réalisation dont vous pouvez à juste titre être très fiers. En effet, il y a là une documentation unique, irremplaçable, que l'on doit mettre à la disposition des chercheurs et, dans une certaine mesure, du public.

La formation de vos enseignants du cours primaire paroissial vous préoccupe et a reçu de vos divers groupes une attention spéciale à laquelle le ministère a pu apporter une collaboration concrète.

Puisque nous parlons de la langue française et de son enseignement, vous voudrez, j'en suis sûr, assister le ministère dans la recherche qu'il est à la veille d'entreprendre en vue de faire le recensement complet des concours de français, concours oraux ou écrits, à tous les niveaux et de toutes les formes. Sans doute, faudra-t-il également faire enquête sur la situation des bibliothèques de langue française, tant dans le domaine des adultes que dans celui des enfants.

Lorsqu'il s'agit de théâtre, il faut aussi obtenir les renseignements indispensables afin de savoir quels sont les besoins et quelles sont les possibilités. Le chant chorale est particulièrement développé dans la Nouvelle-Angleterre. Sauf erreur, plusieurs de vos chorales ont déjà participé à des concours organisés par la société Radio-Canada. Heureusement, comme il s'agit de manifestations culturelles mises sur pied par des amateurs et pour des amateurs, aucune difficulté imprévue n'a surgi, comme dans le cas de l'artiste pro-

fessionnel dont je vous ai parlé tout à l'heure. De toute façon, le ministère n'oublie pas qu'une façon de venir en aide à ces groupes consisterait à mettre sur pied une bibliothèque spécialisée leur permettant d'obtenir des pièces nouvelles susceptibles de leur faciliter le renouvellement de leur répertoire.

Enfin, dernier point, mais non le moindre, celui des journaux. Comme vous le savez, la côte est des Etats-Unis et du Canada a été, surtout au siècle dernier, le foyer par excellence d'où sont sortis en plus grand nombre, quotidiens, hebdomadaires et périodiques français de toute nuance, forme et couleur. Un rapide recensement a permis d'en relever une bonne centaine. A l'heure actuelle, de cette centaine, pour l'ensemble du continent américain, (Québec exclus), il en reste une quinzaine. Le gaspillage énorme de forces, d'argent, de talent que représente cette poussée sensationnelle qui n'a pu se soutenir, ne doit pas se renouveler. C'est pourquoi le ministère n'accorde d'aide aux publications de langue française en dehors du Québec qu'à des conditions précises, précédées d'une vérification aussi soigneuse que possible.

Il ne s'agit pas là d'un entêtement tatillon ou mesquin, il s'agit d'une pure et simple précaution d'ordre élémentaire, destinée à favoriser la coordination dont il a été question au début. Jusqu'ici, les initiatives culturelles, y compris celles qui se situaient dans le domaine de la presse, relevaient uniquement de l'initiative privée. Désormais, elles continueront de relever de cette dernière, mais dans la mesure où elles font et feront appel à l'initiative publique, c'est-à-dire à l'Etat, on comprendra que celui-ci se montre prudent et agisse avec une certaine lenteur. C'est d'autant plus explicable que les situations ne sont pas les mêmes partout et que lorsque, par exemple, un incendie se déclare dans un coin, on concentre ses efforts à l'éteindre avant de commencer à lancer un nouveau projet ailleurs. Si le Québec, après enquête et consultation, a jugé bon d'octroyer une subvention de cent mille dollars à "L'Évangéline", de Moncton, au Nouveau-Brunswick, ce n'est pas parce que les choses y allaient trop bien. Mais pareille enquête et pareilles consultations demandent du temps, des soins et de l'attention: pendant qu'un service s'en occupe, il ne peut pas simultanément mener à bien une oeuvre semblable à des centaines de milles de distance, dans un autre contexte constitutionnel, juridique et économique, sans parler des différences sociologiques, psychologiques et culturelles.

Cette différence même constitue d'ailleurs la preuve de la vivacité du sentiment français en Nouvelle-Angleterre. Puisque malgré tant de dissemblances, les Franco-Américains, fidèles à eux-mêmes et à la ligne droite dont ils ne veulent à aucun prix se départir, tiennent tant à rester français, on comprend qu'ils ne veuillent négliger aucun des instruments techniques dont la culture a aujourd'hui besoin pour vivre, se répandre et se développer ainsi qu'en témoignage "Le Travailleur" de notre ami Wilfrid Beaulieu. L'idéal ainsi caressé est trop noble et trop digne d'attention pour que le ministère ferme les yeux là-dessus. C'est pourquoi il attend les résultats de vos sondages et vérifications pour passer ensuite à l'action, dans la mesure de ses moyens et conformément aux normes qu'il s'efforce de préciser et de mettre en pratique.

Monsieur le président, mesdames et messieurs, croyez que j'ai été infiniment sensible à votre invitation et que je vous suis très reconnaissant du magnifique témoignage de fidélité que vous rendez à la culture française, objet de notre travail et de nos soins, de part et d'autre, de la frontière.

II

Eloges des disparus

Lauré-B. Lussier

1900-1964

(Antonio Prince)

C'est bien le cas de dire que je me sens balloté entre deux sentiments bien distincts en ce moment. Je ne puis évidemment pas refouler l'impression de fierté que je ressens du seul fait qu'on m'ait confié l'éloge funèbre d'un compatriote aussi distingué que Lauré Lussier. D'autre part, à mesure que je repasse dans mon esprit le pageant que représente une si belle vie, il m'est donné aussi de mesurer l'étendue de la perte qu'a subie non seulement notre vénérable société mais le bloc franco-américain tout entier.

Et c'est en essayant de me tenir à égale distance de ces deux sentiments extrêmes que j'entends évoquer sous vos yeux l'un des personnages les plus attachants qui aient siégé parmi nous.

Le 20 octobre dernier, M. Lauré-B. Lussier expirait à sa demeure de Manville, R. I. La Franco-Américanie perdait par le fait même un de ses membres les plus militants et l'un de ceux qui lui avaient fait le plus honneur.

Agé de 64 ans seulement, notre distingué compatriote avait été contraint de se retrancher dans une demi-retraite par suite d'une attaque cardiaque.

La carrière de M. Lussier est d'autant plus merveilleuse qu'il devait ses succès à ses propres aptitudes d'abord, n'ayant pas eu comme point de départ une formation classique. L'aîné d'une famille de dix enfants, il fut contraint de se chercher un emploi très tôt dans la vie. Par bonheur, son intelligence avide et pénétrante n'allait pas le laisser végéter longtemps dans des besognes obscures. Il se mit à étudier, à suivre des cours spéciaux, en marge de ses occupations, afin de satisfaire ce désir instinctif qu'il avait pour la culture, aussi bien anglaise que française. De sorte qu'il fut bientôt en mesure de se lever en public et d'entretenir les auditoires les plus variés sur une multitude de sujets. Ses dons naturels d'improvisa-

teur et son esprit d'à-propos ne lui faussèrent jamais compagnie. Ce qui fait qu'il fut recherché sans relâche comme maître de cérémonies, conférencier et orateur de circonstance.

L'œil vif, la mâchoire forte et déterminée, les traits saillants à le voir debout, tassé solidement sur ses deux jambes, on eût dit un personnage taillé à même le tronc d'un chêne. Et lorsque sa voix s'élevait, grave et ferme à la fois, facilement onctueuse, l'impression qu'on avait eue d'abord se gravait dans notre mémoire. C'est qu'il était robuste, en effet, au physique et au moral. Hélas! on ne parcourt pas une distance moyenne de 12,000 milles par année pendant au-delà d'un quart de siècle sans en subir les conséquences néfastes. Car il faut dire que rares sont les centres franco-américains, en Nouvelle-Angleterre, qui n'ont pas vibré à l'unisson de la voix de Lauré Lussier.

Si son moral n'avait pas changé, son physique, lui, s'usait à la tâche. Si tant est qu'il avait à peine soixante-deux ans lorsque sa santé, minée au point de devenir inquiétante, le contraignit de prendre sa retraite.

Sa retraite, il l'avait bien méritée après avoir passé plus de trente-cinq ans au service de son gouvernement, dont seize comme enrégistreur des véhicules moteurs. Mais connaissant notre homme, nous avions l'impression alors qu'il se livrerait, bien que prudemment, à des travaux d'écriture. Il aimait trop la culture française, selon nous, pour s'en séparer à jamais. Du reste, cette culture française lui avait procuré de très grandes consolations. Citons parmi les principales décorations qu'elle lui avait apportées: la Médaille de l'Ordre Académique Honneur et Mérite, de la Société du Bon Parler Français au Canada, et plus tard, la plus haute décoration de cette Société; la Médaille d'Honneur des Affaires Étrangères de la République Française, ainsi qu'un doctorat en Sciences Sociales de l'Université Laval de Québec.

Ainsi donc s'en est allé un vrai fils de chez nous, qui pourrait servir de modèle à plus d'un point de vue. Franco-Américain, donc français des États-Unis, il sut allier parfaitement, dans son civisme intégral, cette dualité qui constitue précisément le caractère biculturel du Franco-Américain authentique, éclairé, qui ne sacrifie absolument rien de ses devoirs de citoyen de cette grande république mais qui, dans le but même de mieux servir sa patrie, sait lui apporter l'hommage de ses antécédents catholiques et français.



Bureau de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire qui organisa le congrès des Franco-Américains à Manchester en octobre 1965: (assis) Germain Lavallée, Dr Robert Beaudoin, président, Armand Verrette, secrétaire, (debout) Josaphat Lavallée, Gérald Robert, Louis Martel et Bruno Therrien.



Banquet de la Fête patronale à Boston, le 23 juin 1965 à l'hôtel Somerset: sous les auspices du Comité de Vie Franco-Américaine. Raymond Marcotte, Mgr Maurice O'Bready, p.d., Gérald Robert, Mgr Paul-Emile Gosselin, p.d., R.P. Thomas-Marie Landry, o.p., Louis Martel, président, abbé Adrien Verrette, Mgr Eugene Guérin, p.d., Ernest Desormeaux et Alphonse Comeau.



Invités au 8e Congrès des Franco-Américains à Manchester en octobre 1965: (assis) M. le consul Guy Choquette du Canada, S.E. le gouverneur John King, Mgr Paul-Emile Gosselin, p.d., M. le consul général Jacques Massenet de France; (debout) Dr Robert Beaudoin, M. Louis-I. Martel, le maire Roland Vallée, Gérald Robert, abbé Adrien Verrette, Antonio Prince et R.P. Thomas-Marie Landry, o.p.



Banquet de clôture du congrès à l'hôtel Sheraton Carpenter.

Son exemple nous touche d'autant plus que nous avons là un compatriote qui a souffert pour ses convictions, qui a été mis à l'épreuve. Messieurs, en ces temps faciles où l'on cherche naturellement l'échappatoire qui vous convient, il est bon parfois de se rappeler qu'il y a eu dans nos rangs de ces artisans qui ont possédé à la fois le courage de risquer les choses qui leur étaient les plus chères et le courage de marcher ensuite sur leur fierté par esprit de soumission à leurs sentiments religieux. Nous nous en voudrions en ce moment solennel de ne pas attirer votre attention sur ces traits saillants de notre compatriote.

Lauré Lussier n'a pas été le seul de cette trempe. Son départ cependant réduit davantage la cohorte restreinte de ces gens d'élite. C'est pourquoi cette perte nous est particulièrement douloureuse. Par ailleurs, nous qui l'avons si bien connu, nous devons trouver dans son départ un appel urgent à poursuivre notre tâche. Une tâche à laquelle il s'était lui-même consacré sans réserve.

Après avoir ainsi compris le sens de son départ, il nous incombe de rendre à Lauré Lussier l'hommage posthume de notre admiration ainsi que l'expression de notre reconnaissance émue, et l'assurance de notre meilleur souvenir.

Abbé Albert Burque

1893-1965

(Mgr Adélard Halde, P.D.)

Le 19 janvier, 1965, s'éteignait à l'hôpital de Dover, N.H., un de nos fervents Franco-Américains et membre de la Société Historique Franco-Américaine, M. l'abbé Albert Burque.

Né à Nashua, N.H., le 27 mars, 1893, il était le neuvième enfant du mariage d'Alphonse Burque et de Marie-Louise Dutilly. Il fut baptisé en l'église Saint Louis de Gonzague de Nashua. C'est aussi dans cette même paroisse qu'il fit ses études primaires.

Ses parents, ne refusant aucun sacrifice pour procurer à leurs enfants une bonne éducation, envoyèrent Albert au collège classique de Sainte Marie Manoir à Marieville et à Saint Laurent de Montréal.

Il fit sa philosophie au Séminaire de Montréal et sa théologie au Séminaire Sainte Marie de Baltimore, Maryland.

C'est dans l'église Sainte Marie de Manchester, N.H., qu'il fut ordonné prêtre par Monseigneur Georges-Albert Guertin, le 31 août, 1919.

Il fut vicaire à Sainte Marie de Claremont, à Saint Charles de Dover, et deux fois à Sainte Marie de Manchester. Il exerça son ministère comme curé des paroisses de Woodsville, de Salmon Falls et de Troy.

En 1960 il résignait sa cure de Troy pour devenir administrateur de la paroisse Saint Charles de Dover, N.H., dont le curé, Monseigneur Charles Burque, son frère, était malade. Il administra cette paroisse pendant cinq ans avec tact et habileté.

Le Père Burque était frère de Henri Burque, juge de la Cours Suprême du New Hampshire, et de Monseigneur Charles Burque, curé de la paroisse Saint Charles de Dover, N.H.

Partout où il a passé, le Père Burque a fait du bien. Il était aimé et admiré pour sa grande bonté et son dévouement inlassable.

Je fus son ami pendant quarante-huit ans. Je n'ai jamais connu un caractère aussi charitable, ni une humeur aussi douce et patiente. Il était l'ami des jeunes séminaristes et des jeunes prêtres. Il aimait à les rencontrer et à leur donner de bons conseils. Souvent même il les aidait financièrement.

Les paroles de Saint Paul, "Je me suis fait tout à tous afin de les gagner à Jésus-Christ" s'appliquent à merveille au Père Albert Burque.

Juge F.-Harold Dubord

1891-1964

(Fernand Despins)

F. Harold Dubord est né à Waterville, Maine, le 14 décembre 1891, le fils de Harry M. Dubord et de Marie Poulin. Dès son jeune

âge il manifestait un goût particulier pour l'étude. Mais ses parents n'étant pas des plus fortunés, et les bourses scolaires plutôt rares dans le temps, le jeune Dubord poussé par une saine et légitime ambition d'obtenir l'éducation qu'il désirait à tout prix, dût la gagner par de longues heures de travail entre les études pour en financer le coût.

Il obtint son diplôme de bachelier du College Colby à Waterville, et quelques années plus tard il terminait ses études à la faculté du droit de l'Université de Boston. Admis au Barreau de l'Etat du Maine, il ne tarda pas à se faire remarquer par ses talents et le soin qu'il apportait dans la préparation des causes qu'il devait plaider.

Dans le domaine civique il fut percepteur des impôts, trésorier de sa municipalité, commissaire des écoles et fut le premier franco-américain élu maire de la ville de Waterville.

Mutualiste convaincu, il était membre de nos sociétés fraternelles et mutuelles. Patriote fervent et zélé, il aimait tout ce qui était franco-américain et ne manquait jamais l'occasion de fournir son appui, son temps et son argent pour aider à l'avancement de ses compatriotes.

Après une longue et brillante carrière au barreau, il fut nommé juge de la Cour Supérieure de l'Etat du Maine où il s'acquitta de ses fonctions avec le même brillant et le même éclat qu'il avait connu comme avocat distingué. Enfin pour couronner une vie bien remplie de succès et d'accomplissements il fut élevé au banc de la Cour Suprême de l'Etat du Maine, le deuxième franco-américain à occuper ce haut poste.

Il est décédé à Waterville le 14 octobre 1964 après une courte maladie. Lui survivent sa veuve, Blanche Letourneau, deux fils Robert-P. Dubord médecin et Richard-J. Dubord avocat, présentement procureur-général de l'Etat du Maine, et une fille madame Elizabeth Goulette.

Encore une autre belle figure franco-américaine qui disparaît de la scène. Son départ laisse un vide qu'il sera difficile de combler.

Juge Arthur-L. Eno**1892-1965***(Antoine Clément)*

M. le juge Arthur-L. Eno, fiduciaire du fonds de fiducie de notre Société Historique et l'un des Francos fort en vue en Nouvelle-Angleterre et bien connu au Québec et en France, est décédé assez soudainement, le 1er mai 1965, sur la fin de l'après-midi, à l'hôpital St-Joseph de Lowell, Massachusetts. C'était le Jour du Droit au pays et le jour du 42e anniversaire de son mariage. Il avait été transporté à l'hôpital trois jours plus tôt, un peu après midi quand il resta inerte dans son fauteuil après une séance de son tribunal, ayant été atteint d'un choc apoplectique.

Ce fut tout un émoi à Lowell où il avait été juge de la cour du district pendant vingt et un ans après avoir été l'adjoint depuis dix-sept ans auparavant. De partout on accourt lui rendre hommage à son joli domicile de la rue Andover où il repose en chapelle ardente au milieu de sa magnifique bibliothèque toute garnie de belles fleurs fraîches. Ses funérailles solennelles en notre église-mère de St-Jean-Baptiste rehausseront le prestige de la Franco-Américanie à la vue de la magistrature de tout l'Etat d'un clergé nombreux et du barreau lowellois dans un service franco-latin de première classe avec retentissant "Star-Spangled Banner" sur les grandes orgues qui remuait l'âme de l'assistance profondément en lui rappelant le service militaire du défunt pour notre patrie américaine.

M. le juge Eno est né le 20 mars 1892 au petit Canada Lowell, fils de William Eno et d'Odile Chenail, à la huitième génération de Pierre Eno dit Canada, originaire de Rouen en Normandie en 1630 et arrivé au Canada en 1676 avec le bataillon de Sorel du célèbre régiment de Carignan. Il grandira au milieu des 20,000 Francos lowellois et fréquentera le collège St-Joseph et l'église St-Jean-Baptiste.

Fils dernier-né de William Eno, qui eut cinq enfants de sa première femme, Joséphine Poirier, et quatre de sa deuxième femme, Odile Chenail, épousée en février 1886, le garçonnet de 9 ans était aux études au collège St-Joseph, quand il devint petit porteur de "L'Etoile", quotidien franco de Lowell dans le quartier du petit Canada avoisinant l'hôtel de ville. En 1906, année du plus grand

défilé patriotique de la St-Jean-Baptiste, il fondait la Garde des Saints-Anges pour la Société de l'Ange Gardien des écoliers de la paroisse. Il fera ses études secondaires à Lowell High, puis sera teneur de livres à l'épicerie Lamontagne, puis commis dans un magasin de thé et de café, avant de passer au bureau d'assurance de la firme Church et de devenir clerc dans l'étude de droit de Me Albert-O. Hamel pour faire ses études de droit. Il ira aussi poursuivre des cours à l'université Harvard. Cette formation jointe à ses multiples associations culturelles en fera un excellent bilingue dans la vie de la cité, de l'Etat et de la nation.

A 20 ans, avec son ami, Rodrigue Jodoin, étudiant en optométrie, par amour pour l'Alma Mater, il fondait en 1912 l'Association des anciens élèves du collège St-Joseph, qui pendant un demi-siècle jouera un rôle éminent chez les Francos de Lowell. En 1934, il y aura fondation de la Fédération des associations de Lowell, Lawrence et Manchester et M. le juge Eno en sera élu président honoraire. Il a si bien aimé les écoles qui l'ont formé qu'on le verra, à un moment donné, jouer un rôle actif chez les Anciens de Lowell High. Et en 1952, il fera le discours sur l'association des Anciens du collège St-Joseph, au Rex, au 40e de sa fondation.

En 1914, un mois avant d'avoir 22 ans, il était admis au barreau du Massachusetts et la même année il devenait membre de notre Société Historique et il eut le plaisir de faire carrière dans les deux pendant un peu plus d'un demi-siècle. On rapporte que son ambition était de devenir juge. A cet effet, il s'occupera activement de sa carrière d'avocat d'abord. Il ouvrira son étude droit à la pièce 219 dans l'immeuble Hildreth à Lowell et il l'occupera pendant 43 ans, sauf la période de guerre 1917-1918.

Il sera admis à la pratique du droit à la cour de district des Etats-Unis en 1915, puis à la Cour Suprême du pays en 1918. Fermant son bureau en 1917 pour aller servir volontairement sa patrie dans le premier grand conflit universel, il servira au quartier-maître en Floride et y sera caporal et sergent, président du club de Lowell et il enseignera le français à ses camarades d'armes. Comme sous-lieutenant, il terminera son service après la fin de la guerre à Washington, D.C. En 1919, il rouvre son étude de droit et le maire Perry D. Thompson le nomme secrétaire membre de la commission de construction de l'Auditorium municipal en mémoire des anciens combattants. A la dédicace en 1922, comme secrétaire il recevra le vice-président Calvin Coolidge venu officier.

En prévision de son mariage, le jeune avocat se fit bâtir, selon ses propres plans, une coquette demeure en brique, dans la rue Andover à la sortie de Lowell, à une lieue du petit Canada de son enfance, sur un bel emplacement dominant la rivière Merrimack à vue d'oeil du Christian Hill sur l'autre falaise de la rivière. Son solarium-bibliothèque sera un vivre agréable et une salle d'étude de tout confort.

C'est là qu'il aura ses pénates pendant juste 42 ans après son mariage à Mlle Claire Lamoureux, fille du Dr et de Mme Joseph Lamoureux, célébré le 1er mai 1923. C'est là qu'il jouira de sa vie familiale, qu'il montera l'une des plus belles bibliothèques familiales de la région, scientifiquement classifiée, et qu'il recevait non seulement ses amis, mais nombre de personnages visitant les Francos de Lowell. Le cardinal Villeneuve et l'ambassadeur André de Laboulaye firent visite à ce foyer remarquable.

Bon archiviste et bon classificateur, son étude de droit était aussi bien organisée que son foyer avec belle bibliothèque de droit. Sous la raison sociale d'Eno et Bourgeois, il eut comme associés Me Raymond-P. Bourgeois, de 1922 à 1928, et son frère, Me Albert-L. Bourgeois, de 1926 à 1928. En 1926, il fut secrétaire du comité des fêtes du Centenaire de fondation de la congrégation des Pères Oblats et il fit le discours sur l'oeuvre des Oblats à Lowell.

Comme jeune avocat et comme ancien combattant, il avait été l'un des quinze fondateurs et avocat-conseil du Poste 87 de Lowell de la Légion Américaine et commandeur de l'Ordre Militaire de la Guerre Universelle. En 1927, il réalisait l'ambition de sa vie, quand le gouverneur Alvan Fuller le nomma juge adjoint de la cour de district de Lowell. Grande réjouissance chez notre population qui lui rendit hommage à un banquet de 700 convives à l'Auditorium Mémorial lowellois. Il continuera sa pratique du droit tout en siégeant à diverses séances du tribunal. Un peu cérémonieux et habile juriste, il s'appliquera à exercer son métier de juge avec impartialité au point d'acquiescer l'apparence des grands magistrats. Sa distinction faisait son autorité et sa grande bonté le rendait toujours sympathique dans l'exercice du droit, même dans sa sévérité contre les récidivistes. Son habileté fut reconnue quand le gouverneur Saltonstall le nomma juge titulaire à plein temps en octobre 1944 pour succéder au juge Reynolds. Les Francos lowellois lui rendirent un bel hommage à un banquet au Rex.

Homme d'ordre, basant son idéal de la vie sur le droit, il ne tardera pas à organiser son tribunal tout comme son foyer et son bureau. Et il fera valoir le code de parole d'honneur dans la réforme des égarés de la société humaine. Dès 1945 il sera désigné au nombre des magistrats de la cour d'appel, et en 1948 il sera nommé à la commission d'administration des cours de district de l'Etat du Massachusetts. A ce titre il aura l'occasion de parcourir tout l'Etat pour étudier les améliorations à apporter à l'administration des tribunaux régionaux et il en profitera pour garder le sien modèle. La cour de district de Lowell est la troisième plus ancienne dans l'Etat et occupe le sixième rang en importance. Même juge à plein temps il pourra encore pratiquer le droit pendant ses loisirs et cela jusqu'au 1er juillet 1957, alors qu'il cédera son bureau à son fils, Arthur-Louis, qui pratiquait déjà le droit dans le bureau voisin depuis 1950.

Le fils hérita de l'excellente bibliothèque de droit du juge et la transportera dans sa nouvelle étude de droit après 1958. Quelques-uns des volumes seront confiés à la bibliothèque de la cour de district de Lowell. Le juge Eno a été magistrat à Lowell pendant 38 ans et juge titulaire pendant plus de vingt ans et demi. A la tâche jusqu'au bout, il venait de terminer sa séance de la matinée du 28 avril, quand foudroyé il resta perclus dans son fauteuil. On le conduisit à l'hôpital, mais c'était pour y mourir trois jours plus tard.

Par une étude assidue de tout ce qui touche à la vie humaine par ses intérêts divers, par ses activités innombrables, par ses associations culturelles nombreuses, M. le juge Eno a travaillé constamment à son enrichissement intellectuel pour servir d'autant mieux son Dieu, sa patrie, ses concitoyens et ses compatriotes. Il aimait son foyer, son bureau et son tribunal et il les fit rayonner de l'idéal de droiture de sa vie.

Dans le domaine social et culturel, ses associations de barreau, les sociétés historiques, entre autres la nôtre, l'Alliance française de Lowell, les Anciens Elèves, le scoutisme, les grands événements paroissiaux et les manifestations publiques ont été au nombre de ses activités préférées.

La 3e Alliance française de Lowell fut fondée à son domicile en novembre 1929 et tant qu'il en restera un membre il sera celui-là. Il en sera président et il préconisera en 1931 le prix de français de Lowell High, qui sera donné en sa mémoire cette année. C'est à la

séance de la fin octobre 1938, à l'Orphelinat Franco-Américain de Lowell que M. le consul François Brière lui remettra la décoration des palmes académiques d'officier d'Académie et en 1944 il recevra le diplôme de l'Alliance française de Paris. Son bureau sera ouvert aux séances du conseil d'administration de l'Alliance et il recevra nombre des conférenciers à Lowell et tantôt chez lui.

A notre Société Historique il sera élu trésorier en 1931 pour succéder au fondateur Guillet et il sera l'artisan de la réorganisation en 1934 après la mort du Dr J.-Armand Bédard, président, et du secrétaire J.-A. Favreau. Il priera Elie Vézina et Adolphe Robert de reprendre place à la société et notre travail historique fut repris. Il insistera sur la publication d'un bulletin, suggérera à l'artiste Gosselin (Lucien) de faire notre médaille Grand Prix à l'effigie de Marianne et de Columbia et favorisera la publication du "Catéchisme d'Histoire Franco-Américaine" de Josaphat-T. Benoit. Il engagera la Société à publier son volume des "Quarante Ans". Il organisera les réceptions au cardinal Villeneuve en mai 1938 et à l'ambassadeur de France, le comte René Doynel de Saint-Quentin en octobre 1938. Il sera notre trésorier jusqu'à la fête de notre cinquantenaire, le 15 décembre 1949 avec réception au très honorable Louis St-Laurent, premier ministre du Canada. A noter que le trésorier de la Société fut de Lowell pendant 55 ans. Depuis quelques années il était fiduciaire de notre fonds de fiducie. Ses excellentes secrétaires, Mlle Germaine Lemire et Mlle Claire Cayer (Sr Louis Richards, g.c.) le secondèrent habilement comme trésorier.

En 1955, président de la commission Champlain qui marqua le 350^e anniversaire de la découverte de la Baye des Isles par Samuel de Champlain en installant une plaque de bronze à l'entrée 16 de l'aérodrome Logan à Boston.

Comme vice-président du comité des fêtes du cinquantenaire des écoles de notre paroisse St-Joseph en novembre 1933, il est président du comité de réception à l'ambassadeur André de Laboulaye et il lit l'adresse de bienvenue au cardinal Villeneuve. En 1936, au cinquantenaire de "L'Etoile" il prépare le fascicule dédié aux biographies des onze avocats franco-américains de Lowell et il en publie une brochure avec clichés et illustrations. Plus tard, en 1940, il fera une conférence à la Lowell Historical Society sur les "French Trails in the United States" et il la publiera en plaquette. Il laisse en manuscrit à la machine un volume relié de tous

ses discours. Le dernier fut fait au 75e de la C.M.A.C. en réponse à la santé des Etats-Unis.

Secrétaire de l'Orphelinat Franco-Américain et de la corporation légale des Pères Oblats pendant nombre d'années, il sera remplacé plus tard quand il se fera le défenseur du principe que les parents ont le premier mot à dire sur l'éducation de leurs enfants, notamment aux études supérieures.

Greffier de l'ancien Board of Trade, directeur de la Chambre de Commerce, syndic de la banque Mechanics, ordonnateur en chef du défilé commercial et industriel de la NRA de Roosevelt en octobre 1933, commissaire de la Province de Québec, directeur de la Franco-American Review, membre de l'Institut Français de Washington, il était encore président honoraire de la Caisse Populaire Jeanne-d'Arc, syndic de la banque Lowell Five, membre de l'Institut Canado-Américain, vice-président des American Friends of La Fayette, membre de l'American Catholic Historical Society de la Catholic Laymen Association, des clubs Yorick et La Fayette et d'autres sociétés franco-américaines.

Il a préparé les demandes de chartes d'Etat avec statuts et règlements à cet effet pour nombre de congrégations religieuses, associations civiques et sociétés commerciales, entres autres pour les Pères Oblats, les Frères Maristes, l'hôpital St-Joseph, la Ligue Civique Franco-Américaine du Massachusetts et le Cercle St-Louis de Centralville, et sa générosité professionnelle fut proverbiale en maints cas. Cette générosité s'étendra à sa parenté, à ses proches selon sa philosophie de vie de plaire aux siens de leur vivant.

Amateur des arts jouissant de tous les dons et de toutes les beautés de la vie, M. le juge Eno avait pour ainsi dire atteint l'idéal du savoir-faire et du savoir-vivre franco-américains. Dans cette noble vie qu'il souhaitait à tous ses semblables, il était non seulement un bibliophile avéré connaissant bien les bouquinistes et les incunables, mais il était aussi voyageur devant l'Eternel. Il visitera les métropoles pour les trésors à y voir qu'il aura bien étudiés d'avance et pour les amis à y revoir ou à rencontrer. Il aura vu New-York à plusieurs reprises, le Québec et les Provinces Maritimes avant de faire un magnifique voyage d'Europe. Il fera le voyage de la Louisiane quinze jours avant sa maladie pour assister aux offices de la Semaine Sainte dans la cathédrale St-Louis

de la Nouvelle-Orléans et voir l'Acadie louisianaise et le sarcophage de son ami, Me André Lafarque.

M. le juge Eno assistera officiellement aux cérémonies d'assermentation de nos gouvernements municipaux. Il sera invité à faire des discours à des réunions d'associations civiques ou franco-américaines paroissiales ou autres, à des déjeuner-communion. Tantôt ce sera à des événements anniversaires. Il a fait sa conférence illustrée sur son voyage d'Europe devant plusieurs groupes, entre autres l'Alliance française de Lowell. Sur son passage dans la vie, il a recueilli quelques décorations bien méritées en outre de celle de chevalier de l'Ordre des palmes académiques. En 1943, l'Université de Montréal lui décernait in honoris causa son doctorat d'université et en 1950, notre Société Historique lui remettait sa médaille Grand Prix pour son oeuvre franco-américaine et pour son long travail pour la Société.

Outre son épouse bien-aimée, deux fils lui survivent: Arthur-Louis, avocat à Lowell, et Paul, ingénieur à West Warwick, R.I., et une fille, Jacqueline, Mme Gérald Sullivan de Concord, N.H., tous trois excellents bilingues comme le juge.

Disons aussi que le juge laissa dix petits-enfants pour le pleurer parce qu'il était habile généalogiste, membre de la Société de Généalogie du Père Godbout. Il se fit faire un arbre généalogique de sa famille à l'Institut Drouin, et par ses recherches il connut plusieurs des ancêtres de la famille en France.

Nous est-il permis d'ajouter que si l'année 1964 a été celle de la disparition de plusieurs de nos journalistes, l'année 1965 semble emporter nos magistrats. Car un bon ami, M. le juge Raoul-H. Beaudreau, de Belmont, à la retraite de la Cour Supérieure du Massachusetts, suivit le juge Eno dans la tombe trois semaines plus tard, soit le dimanche 23 mai.

Sur son cercueil fraîchement clos et déposé au cimetière sous un monceau décoratif de fort belles fleurs, ne craignons pas de déposer l'hommage de notre admiration, de notre reconnaissance et d'un pieux souvenir en priant le Maître et le Juge de l'Audela de le garder aux splendeurs éternelles avec tous ceux qu'il a connus et aimés ici-bas.

Me Ernest-R. D'Amours**1904-1965***(Juge Edouard Lampron)*

La mort a emporté Maître Ernest-R. D'Amours le 4 mai 1965. Cette disparition inopinée a saisi de stupeur les membres de sa famille, ses concitoyens, ses confrères au barreau et le public en général. Il était âgé de 61 ans. C'est dire qu'il aurait pu se dévouer pendant plusieurs années encore aux causes multiples avec lesquelles il s'est identifié.

Né à Holyoke, Massachusetts le 24 avril 1904 il a reçu sa première formation à l'école paroissiale du Précieux-Sang, il la continua au Collège de l'Assomption de Worcester, pour la couronner par un diplôme de Bachelier en Droit de l'Université de Harvard en 1929.

Son stage à Harvard est dû à un geste audacieux de sa part. Cette grande et célèbre Université avait refusé sa demande d'admission parce qu'à son dire le Collège de l'Assomption était encore trop jeune pour être accrédité dans sa Faculté de Droit. Pour démontrer l'erreur de cette position, Ernest offrit de subir des examens sur tous les sujets alors enseignés dans les cours classiques de n'importe quel collège de leur choix. L'Université céda devant cet ultimatum. L'auteur de ces lignes fut un des heureux bénéficiaires de cette démonstration de courage.

A sa sortie de l'Université, il commença à exercer sa profession à Manchester, New Hampshire. En plus de se faire remarquer par sa grande compétence dans la pratique du droit privé, il a détenu plusieurs postes importants dans la vie civique de l'Etat du New Hampshire. Il fut secrétaire de la Commission des Eaux Courantes ainsi que membre du département de l'Instruction publique. En 1940, il fut nommé assistant Procureur Général pour devenir en 1946 Procureur Général de l'Etat, le premier franco-américain à accéder à ce poste élevé du gouvernement d'Etat. A cause de son initiative dans le domaine de l'administration par l'Etat des fonds légués aux oeuvres de charité, il est devenu avantageusement connu par tout le pays. Grâce à ses efforts l'Etat du New Hampshire adopta le premier système de surveillance en ce domaine.

Il en fut le premier administrateur et les résultats qu'il a obtenus provoquèrent l'adoption de telles procédures dans plusieurs Etats de notre pays.

Innombrables sont les mouvements et les causes qui ont bénéficié des lumières et du support qu'il leur accordait généreusement. Il a trouvé le temps de s'adonner aux choses intellectuelles. Comme preuve, ses articles dans la revue *Le Canado-Américain*, ses colonnes dans plusieurs journaux, sa brillante thèse lors du Deuxième Congrès de la Langue Française à Québec en 1937. Deux ans avant sa mort il a présenté un autre travail important devant l'Institut Franco-Américain de Bowdoin College, à Brunswick, Maine, sur l'avenir de la culture française en Nouvelle Angleterre.

Il s'est grandement intéressé aux mouvements mutualistes et cela surtout à l'Association Canado-Américaine. Il est entré à l'emploi de cette dernière en 1939 et en est devenu son président en 1964, poste qu'il occupait à son décès.

Pour résumer sa carrière, disons qu'il a apporté une contribution valable à la vie franco-américaine, à sa profession, et à son Etat. Avec son épouse, ses trois fils et leur familles nous déplorons sa mort tout en s'inclinant devant ce qu'il a accompli durant sa vie.

Edward Billings Ham

1902-1965

Le professeur Ham était franco-américain de sympathie. Sociétaire depuis 25 ans, la distance ne lui permettait pas de se joindre à nous mais il suivait de très près le travail de la société et le bulletin lui fournissait l'information qu'il désirait.

Né à Boston le 7 novembre 1902, la famille habite ensuite à Brunswick, Maine et c'est là qu'il prend contact avec les Franco-Américains. Il obtient son baccalauréat du collège de Bowdoin et sa maîtrise de l'université Harvard en 1923. Il ira ensuite à l'université Oxford en Angleterre comme Bourcier Rhode au Trinity College.

Il commence sa carrière d'enseignement à Harvard pour retourner à Oxford où il obtient son doctorat ès lettres. Il enseignera de nouveau à Harvard pour devenir ensuite professeur de recherche à l'université Yale dans le département des langues romanes. Il obtient en 1934 un "fellowship" du American Council of Learned Societies. De 1934-41, il est professeur adjoint de français à Yale et membre de la faculté Albertus Magnus. De 1941 à 1963 il enseigne à l'université du Michigan, à Ann Arbor pour devenir professeur titulaire en 1958. De 1961-62 il détient un "Guggenheim Fellowship".

C'est en septembre 1963 qu'il se joint à la faculté du California State College à Hayward. Membre de plusieurs sociétés savantes, il était l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la langue française. Au 2e congrès de la langue française en 1937, il avait présenté un travail sur le parler des Franco-Américains. En 1952 son collègue Bowdoin lui décernait un doctorat honoris causa. Il décédait le 30 novembre 1965 à Berkeley, Californie à l'âge de 63 ans. Son épouse Galia Millard et un fils Dr Richard-M. Ham, de Montréal lui survivent.

Antonio Laperrière

1894-1965

Né le 16 décembre 1894 à St. Pierre, Shawinigan, comté St. Maurice, Québec. Fils de Jean-Baptiste Laperrière, cultivateur et de Léontine St. Onge. Il termine ses études chez les Frères de l'Instruction Chrétienne à Shawinigan. En 1919, il épouse Médérise Hill.

En 1923, il s'établit à Manchester pour se lancer dans la construction. Il organisa une entreprise qui ne manqua pas de succès.

Il était le type paisible toujours prêt à rendre service et s'intéressant à nos oeuvres. Il décédait à Manchester le 26 août 1965 à l'âge de 70 ans. Il était membre depuis quelques années.

Romeo Gosselin**1903-1965***(Rosario Pelletier)*

Roméo Gosselin est né à Disraeli, P.Q., Canada, le 26 juin 1903, un des huit enfants de Hubert Gosselin et de Lumina Goulet. Un frère lui survit, Edgar Gosselin de Hartford, Conn.

Après la mort de sa mère, survenue lorsqu'il n'avait que quinze ans, il entreprit le dur labeur de mineur et de routier.

Il émigra aux Etats Unis, à Lewiston, Maine, en 1922 et commença l'étude de l'anglais par des cours du soir.

Les travaux de construction des routes l'amènèrent à Hope et Providence, Rhode Island, où il fit la connaissance de M. Eugène Labrie qui devint pour lui, un ami inséparable. Tous deux s'établirent à Hartford.

En 1928, Roméo épousa, à Lewiston, Maine, Anne-Marie L'Espérance. Leur union fut bénie par la naissance de quatre fils: Maurice, Marcel, Claude et Marc-André.

En 1939, la firme Roger Sherman fut incorporée et M. Gosselin devint trésorier et gérant-général de la nouvelle corporation. M. Labrie fut élu vice-président. Sous leur habile direction, la compagnie prospéra et devint l'institution multi-millionnaire qu'elle est aujourd'hui.

Roméo Gosselin, doué d'une intelligence rare, de caractère ferme et d'une puissance créative qui élève une vie sur un plan d'accomplissements remarquables, a parcouru avec succès, toute la route qui l'a conduit de simple travailleur qu'il était, jusqu'au poste de vice-président et de gérant-général de la Compagnie qu'il avait d'abord servi comme trésorier. Dans son champ d'action, il est devenu le chef, dont l'ingénuité et l'opportunité lui ont valu 37 brevets d'invention, innovations mécaniques qui sont enregistrées en son nom.

Son dévouement à l'église, hérité d'une mère très pieuse et

tenu en éveil par un intérêt actif, dans les affaires du diocèse, de la paroisse Ste-Anne et d'autres institutions démontrait clairement une perspicacité remarquable et un sens aigu des valeurs spirituelles.

Toujours intéressé au bien-être de ses semblables, il a servi comme président du Comité de paroisse dans les campagnes de souscriptions tant pour l'érection de la cathédrale que pour les écoles supérieures catholiques.

Il fut le fondateur de la ligue des retraits Franco-Américains et il s'est montré très actif dans les organisations de ce groupe, servant, sur les comités d'organisation de déjeuners-communions comme maître des cérémonies, conférencier et autres fonctions qu'il serait trop long d'énumérer. Ce dévouement remarquable a reçu son couronnement lorsqu'on lui confia la présidence de la Corporation du Séminaire des Saints Apôtres, pour les vocations tardives.

Pour encourager l'intérêt que témoignait son fils aîné dans le scoutisme, il crut de son devoir de père, de devenir *Scoutmaster*, ceci en 1941. Par la suite, il fut explorateur, conseiller, commissaire du Conseil de scoutisme et toute la gamme des occupations jusqu'à devenir membre du Concile National de Scoutisme et représentant laïc de l'Archevêque auprès de cet organisme. C'est son influence qui a valu à la troupe de la paroisse Sainte Anne de Hartford, d'avoir un terrain pour ses activités dans le scoutisme.

Eminent dans tous les cercles Franco-Américains, son assiduité, sa générosité et son dévouement lui valurent le qualificatif de Franco-Américain par excellence. Elu par trois fois au poste de président de l'Union des Franco-Américains du Connecticut, sa participation s'étendit à toute la Nouvelle-Angleterre et au Canada.

Il faisait partie de nombre de sociétés dont: l'Union St-Jean-Baptiste, l'Association Canado-Américaine, l'Assomption, Le Comité de Vie Franco-Américaine, La Société Historique, la Ligue des retraits, la Société du St Nom de Jésus la Société du Bon Parler Français du Canada, les clubs Francos de Hartford et New Britain, le Club Franam. Il était de plus, marguillier de la paroisse Ste-Anne.

Parmi les honneurs qu'il reçut, il faut mentionner que la France le décora en 1961, il avait auparavant été décoré par la Société du Bon Parler Français du Canada. L'Union des Franco-

Américains du Connecticut lui avait décerné la médaille de Commandeur de l'ordre Patriotique Militant, il avait reçu de nombreuses citations et décorations des Scouts mais le point culminant de cette belle carrière fut le titre qu'il reçut de la sainte Eglise, lorsqu'il fut nommé chevalier de l'ordre de Saint Grégoire le Grand. Il est mort comme il avait vécu puisqu'il a été frappé en plein travail, actif jusqu'au bout.

Que son âme repose en paix.

Le P. Marcelin Parent, A.A.

1903-1965

(J.-Henri Goguen)

Le soldat qui tombe au champ d'honneur, le philanthrope quittant la scène de l'actualité, le départ pour l'autre monde d'un être qui nous est cher, voilà des pertes irréparables. Mais le décès d'un prêtre est une perte encore plus irréparable. Car le prêtre est à la fois un soldat, un héraut du Christ, un philanthrope à sa manière puisqu'il est avant tout un homme de bien, et un être cher à tous ceux qui ont trouvé auprès de lui, aux heures sombres, le confort moral. Ces propos nous amènent à réfléchir sur le départ du Père Marcelin Parent, Augustin de l'Assomption, décédé à Worcester, Massachusetts, le 3 juin 1965.

Le défunt ne fut pas un météore. Il n'a pas laissé derrière lui une traînée lumineuse comme ceux qui se sont fait une grande réputation de théologien, de philosophe ou d'écrivain. Par contre, il a laissé la trace profonde d'un homme qui avait avant tout le souci du devoir. Au fait, ses supérieurs vous diront qu'il a été d'une application consciencieuse à toutes les tâches qui lui ont été assignées. Ainsi le voulait son tempérament. Qu'il s'agisse de l'enseignement, de la direction des sports, de la fonction de curé, c'est toujours l'esprit de fidélité à sa mission qui l'a conduit. Arrêtons-nous un instant à considérer les circonstances qui ont contribué au développement de sa personnalité.

Le Père Parent était un riverain de la baie Apponagansett. En effet, il avait vu le jour à South Dartmouth, au Massachusetts. Il faut croire qu'on n'échappe pas à son climat. Le Père Parent en



Gala Réception au Harvard Club, le 7 novembre 1965, de gauche: Mme Choquette, Me Henri-T. Ledoux, fondateur et président d'honneur de la société, Mme Laporte, l'honorable Pierre Laporte, ministre des Affaires Culturelles et des Municipalités du Québec, le président, R.P. Thomas Landry, o.p., Mme Massenet, M. le consul Jacques Massenet, M. le consul Guy Choquette et Mgr Alfred Julien.



Banquet du Gala réception, le 7 novembre.



Bureau du Conseil de la Vie Française en Amérique: assis: Juge Yves Bernier, trésorier, Armand Godin, vice-président, Juge André-Miville Déchènes, président, abbé Adrien Verrette, chancelier, Alphonse Comeau, vice président, Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire; debout: R.P. Thomas-Marie Landry, o.p., directeur des relations extérieures, Ernest Desormeaux, Gérald Robert, Paul Gouin, R.P. Albert Plante, s.j., Mme Reine Malouin, et Raymond Marcotte, directeurs.



Remise de la Fidélité Française, Québec, septembre 1965. Juge Edouard Lampron, Me Fernand Despins, abbé Doria Desruisseaux, Emile Pepin, le chancelier, le ministre Pierre Laporte, Mgr Eugène Guérin, P.D., titulaire, J.-Henri Gcguen, Gérald Robert, abbé Normand Belisle et Louis Martel.

est un témoignage. Assez court, tassé sur ses jambes, il a l'air taillé en force comme le granit des côtes qui l'ont vu naître. Le regard un peu triste, lui donne cette expression rêveuse particulière aux marins. Au surplus, il semble avoir conservé dans ses veines le sel de la mer. Il n'est pas homme à faire des phrases. Mais ses remarques, dépourvues de tout artifice, sont ordinairement marquées au coin de la plus profonde sagesse. Le Père Parent était ainsi fait. Il était tout d'une pièce et allait droit au but. Mais ses propos étaient d'une sincérité à désarmer ses adversaires les plus chatoilleux.

Du reste, sous des apparences plutôt froides, plutôt sévères, que de bonté, que de charité, que de sentiments généreux et d'une sollicitude sans bornes habitaient ce cœur d'apôtre qui s'est usé, pour ainsi dire, à battre pour les autres. A preuve, comme professeur à l'école préparatoire de l'Assomption, puis au Collège de l'Assomption, il a été appelé à diriger les jeunes gens, à les orienter et, très souvent, à les aider à faire le pas décisif. Comme prédicateur et directeur de retraites, il a sondé les abîmes de l'âme humaine et donné des conseils pouvant changer le cours de toute une vie. Comme curé, on peut dire qu'il fut intimement mêlé à la vie de ses paroissiens, qu'il a entendu leurs aveux, qu'il a essayé de les consoler, qu'il a souffert avec eux, qu'il a tout fait pour laisser ces âmes un peu meilleures qu'au moment où elles lui avaient été confiées. Diversité dans les labeurs, diversité dans les responsabilités, transition soudaine de l'une à l'autre, le Père Marcelin a tout accepté de ses supérieurs sans hésitation. En excellent religieux qu'il était, il aimait sa congrégation et il respectait la volonté de ses supérieurs. Et c'est probablement là le secret du succès de toute sa vie. Car si, apparemment, il n'a rien fait de sensationnel, il a laissé dans son humble sillage la semence du bien; la seule qui vaille en somme. Nous pouvons donc tirer de sa vie une leçon d'obéissance.

Il y a une autre leçon qui se dégage de son existence. C'est celle de l'humilité. En un siècle où la spécialisation bat son plein, en un temps où la course aux grands succès et à la vaine gloire affole tout le monde, à l'heure où chacun souffre du désir de percer au grand jour et de se faire valoir, voici un homme qui ne chercha autre chose qu'à être un bon prêtre et à faire ce que le bon Dieu attendait de lui.

Admettons, chers amis, que le monde serait moins triste si chacun de nous réfléchissait dans son cœur et si, à l'exemple de ce cher défunt, chacun de nous savait mettre un frein à ces élans de vanité. Le Père Marcelin Parent n'a jamais recherché la gloire. Il n'a jamais rien revendiqué pour lui-même. Et pourtant, à titre de prêtre de Jésus-Christ, il avait reçu un pouvoir qui n'a pas été accordé aux anges.

Daigne le Seigneur recevoir dans les demeures éternelles ce bricoleur du grand jardin des âmes; ce soldat qui a combattu pour que le règne de Dieu arrive et que sa volonté soit faite sur la terre comme au ciel.

J.-Aimé Lavallée

1895-1965

(Abbé Gérard Beauregard)

La Société Historique Franco-Américaine insère dans ses annales, cette année, le portrait d'un illustre franco-américain dont le champ d'apostolat embrassa la riante vallée ouest de l'Etat du Massachusetts.

Mettre en relief les couleurs vivantes qui ont animé sa brillante carrière, pour qu'en même temps dominant les ombres bienfaisantes de l'humilité . . . n'est pas tableau facile à tracer pour le pinceau d'un amateur.

Issu de la pittoresque région de Sorel, Province de Québec, J.-Aimé Lavallée voit le jour le 14 décembre 1895. Sa mère, née Cécile Cardin, lui transmet, à part ses beaux traits réguliers, une simplicité qui aime à s'effacer. Du père, Joseph, il hérite une intelligence supérieure au service d'une volonté de fer.

Au Collège Saint-Bernard, en sa ville natale, il fait de solides études marquées de succès constants. Demeuré étroitement lié à son Alma Mater, il deviendra, plus tard, Président de l'Association des Anciens de cette institution . . . aujourd'hui disparue.

La prospérité matérielle des Etats-Unis attire J.-Aimé Lavallée. En 1918 il se dirige vers la Nouvelle Angleterre où Dame Fortune l'attend.

Sa première conquête: la charmante Lucienne Dubuc de Woonsocket, R.I. Il l'épouse le 19 juin 1919. De cette union naîtront deux enfants.

Le monde industriel le fascine. Aussi c'est à pas de géant qu'il s'achemine vers la réalisation de ses rêves . . . si bien qu'en peu d'années il est déjà surintendant à la "Westinghouse Electric Corporation" de Springfield. Et avec une rapidité vertigineuse, ce sont ses propres fondations qui se succèdent et se déploient l'une après l'autre: "Lavallee & Roy, Inc." de Winooski, Vt., manufacturiers d'outils; "Eastern Etching and Manufacturing Co." de Chicopee, dont il fut le président pendant maintes années; "Lavallée & Ide Co.", outilleurs depuis 1940. "J.-A. Realty Co." de Springfield.

Ces prouesses ne sont pas sans attirer l'attention du grand public. L'élite de tous les échelons de la Société le réclame. Et le voilà bientôt mêlé à plusieurs organisations aux buts les plus variés:

"American Society for the Advancement of Science"
 "American Tool Society"
 "Society for Tool Engineers"
 "U.S. Treasury Department"
 "Springfield Safe Deposit and Trust Co." (Trustee)
 "Chicopee Savings Bank" (President)
 "Kiwanis Club of Chicopee" . . . etc.

Que dire de son patriotisme? Il percevait chez ses frères franco-américains les traits de la Mère Patrie, de qui il conservait un souvenir impérissable . . . et à la défense de laquelle il avait pris les armes, lors de la première guerre mondiale, en se rangeant au service de la "Canadian Royal Air Force." Oh! très loyal envers son pays d'adoption. Mais il avait un amour de prédilection pour tout ce qui reflétait la Nouvelle-France. Il levait la tête avec fierté pour saluer l'aiglon américain; mais il la baissait religieusement pour contempler la fleur de lys.

C'est pourquoi il épouse facilement la cause franco-américaine. Ses activités et ses oeuvres le prouvent: membre du Comité Consultatif du Collège de l'Assomption, Worcester, Mass., en 1957 . . . (ce siège des arts lui confère, en guise de reconnaissance, un doctorat "honoris causa" en sciences industrielles); conseiller au Collège Saint-François de Biddeford, Maine; membre de l'Union Saint-

Jean-Baptiste d'Amérique; ancien Président du Club Richelieu—Holyoke, Chicopee et Springfield; membre de la Société du Bon Parler français; membre de la Société Historique Franco-Américaine; membre du Comité de Vie franco-américaine; bienfaiteur insigne de l'Ecole Supérieure Précieux-Sang, Holyoke, Mass. (Au sujet de cette dernière, il faut mentionner que, si un grand nombre d'élèves des villes avoisinantes de Holyoke ont pu poursuivre leurs études en cette institution francophile, c'est parce que Monsieur Lavallée payait de sa poche leur transport par autobus); ami de la jeunesse étudiante franco-américaine! Plusieurs des nôtres, s'ils jouissent de positions enviables aujourd'hui, le doivent à l'intérêt et à la générosité de notre héros.

Les "Chevaliers de Malte", recrutés parmi les gens de mérite et nommés par le Pape, exercent la charité sous toutes ses formes. En 1957, Sa Sainteté le Pape Pie XII, averti par Son Excellence Monseigneur Christopher-J. Weldon, que J.-Aimé Lavallée incarnait la première des béatitudes . . . "Bienheureux ceux que Dieu à béni des biens terrestres et qui font leur large part pour soulager les misères humaines . . ." l'inscrit au catalogue de cet Ordre distingué. En effet, Monsieur Lavallée attire l'attention de l'évêque de Springfield, Massachusetts, lors de l'érection de l'orphelinat "Our Lady of Providence" de Springfield. A partir de ce moment, il se dépense pour toutes les causes de Son Excellence et se montre disponible quand Elle réclame ses services et lumières. Malgré ses multiples occupations, il trouve le temps d'être Président Actif, en sa propre paroisse, Saint-Thomas-d'Aquin de Springfield, lors des Campagnes annuelles en faveur des charités diocésaines. Bien plus, est-il Président du Bureau consultatif de la "Cathedral High School." Mais! . . . c'est tout un fascicule qu'il faudrait pour énumérer les beaux gestes de cet apôtre! Certes, vibrat en lui le coeur d'un laïc que voudrait voir se multiplier le Concile Vatican II.

Le 9 septembre 1965, la mort met fin à une carrière pleine et méritante.

* * *

J.-Aimé Lavallée, sans tambour ni trompette, passait pratiquement inaperçu dans une foule. Mais sa présence commandait le respect. Rien d'affecté chez-lui, cependant il attirait l'attention. D'un physique imposant, toutefois il ne cherchait pas à épanouir sa personnalité. Ses yeux semblaient rire pour les autres et non pas pour lui-même. Sa langue faisait parler un esprit cultivé, un esprit

qui aimait même à se délecter dans des oeuvres comme "La Somme de Saint Thomas d'Aquin". Il ne parlait pas plus souvent qu'à son tour, cependant ses paroles sortaient lentement . . . agréablement . . . pondérément . . . d'une façon réfléchie. Le seul son de sa voix faisait du bien, parce qu'on sentait chez-lui la franchise, l'honnêteté . . . l'humilité. Ses mains étaient généreuses, mais avec discrétion et dans l'ombre. Tout chez-lui respirait la bonté . . . parce que tout chez-lui reflétait la simplicité, l'amabilité, l'humilité.

Il fut un excellent citoyen américain. Mais il n'oublia jamais son pays d'origine. Et son grand plaisir fut de pouvoir, par son exemple et ses largesses, contribuer à la survivance de la culture française dans ce petit coin de la Nouvelle-Angleterre.

Damase Brochu

1894-1965

Sociétaire depuis 1934, Damase Brochu fut toujours un serviteur de la société. Il fut au nombre de ses directeurs et demeurant à Boston, il était toujours utile dans la préparation des réunions et manifestations.

Né le 6 mai 1894, à St-Léon de Standon, Québec, fils de Napoléon Brochu et de Wilhelmine Bélanger. Il fait ses études au collège Ste-Anne-de-la Pocatière.

Dès son jeune âge il s'établit à Boston. Il devient ambauteur licencié en 1935 pour diriger durant plus de 30 ans le Huntington Funeral Home à Boston.

En 1956 il recevait de la France la "*Médaille des Affaires Etrangères*". Il avait été président de la Société de la Prévoyance, Boston et directeur de La Ligue Civique Franco-Américaine, membre-fondateur du Club Richelieu-Boston. Soldat de la première guerre mondiale il était aussi membre de la Légion Américaine et des Vétérans des Guerres étrangères.

Damase Brochu était un compatriote non seulement très serviable mais aussi très intéressé à notre vie. Il aimait à participer à nos manifestations. Décédé le 7 décembre 1965 à Bellingham à

l'âge de 71 ans. Au moment de son décès il était au nombre des directeurs de la société.

Juge Raoul-Henri Beaudreau

1882-1965

Le 19 mai 1957, lors de sa retraite de la judicature, la Société faisait remise de sa "Médaille Grand Prix" à S.H. le juge Raoul-Henri Beaudreau de la cour supérieure du Massachusetts. A cette occasion un éloge était prononcé racontant les principales étapes de la carrière de ce distingué compatriote.

Né à Marlborough le 2 juillet 1882 fils de parents fondateurs de la paroisse Ste-Marie, Evangéliste Beaudreau et Marie Grégoire. La famille était originaire de St-Ours, Québec.

Après ses études à Holy Cross et à la Boston University, Me Beaudreau est admis au barreau du Massachusetts en 1906. Il s'installe à Marlborough pour devenir procureur de la ville et plus tard du comté.

En 1929, il est nommé juge de la Cour Supérieure du Massachusetts poste qu'il occupera avec dignité durant plus de 28 ans. Durant sa judicature il habita Belmont, Mass. Il décédait le 23 mai 1965 à Centerville, Mass. à l'âge de 83 ans.

III

Le Conseil de la Vie Française en Amérique

29e session plénière

14-17 septembre 1965

C'est dans les salons du Conseil, rue d'Auteuil, à Québec que se tenait la 29e session plénière sous la présidence du R.P. Thomas-Marie Landry, o.p., qui terminait son quatrième mandat. Vingt-quatre membres assistaient à l'ouverture des assises, mercredi matin le 15 septembre, une douzaine arriveront durant la journée. La veille avait eu lieu le dîner traditionnel de l'Ordre de la Fidélité Française au Cercle universitaire. Le président, le R.P. Thomas-Marie Landry remettait aussi à Jean-Louis Allard (Ottawa) le prix Champlain 1965 pour son oeuvre "*Le Mathématisme de Descartes*". *Il faut avouer que la session fut l'une des plus sérieuses et intéressantes à cause des problèmes qui furent à l'étude.*

Dans son allocution, le président déclarait "j'espère que cette session sera pour chacun de nous fructueuse, intéressante et pas trop fatigante. L'agenda a été fait, refait, révisé et fait de nouveau par Monseigneur avec un soin et une attention constante.

"Je vous rappelle dès ce premier contact que je renonce cette année à toute candidature qui pourrait me reporter à la présidence du Conseil. Vous m'avez fait l'honneur de la présidence pendant quatre termes consécutifs. Je vous en remercie de tout coeur . . . Je demeurerai à votre service, cependant, dans toute la mesure où vous le désirerez, car plus que jamais, je crois à l'utilité, à l'importance, à la nécessité de l'oeuvre du Conseil de la Vie française en Amérique du Nord."

Dans les discours officiels au conseil, il n'y a pas de place pour la rhétorique. Ils sont succincts. Tous les membres apportent un temps très précieux qu'ils soustraient de leurs occupations pour se livrer à l'étude des problèmes du Conseil.

Le président se devait tout de même au nom du Conseil de rendre hommage à deux membres disparus. De son ami, Lauré-B.

Lussier, de Manville, R.I., membre depuis 1957 et décédé le 20 octobre 1964, il dira: *"Fidélité au passé, loyauté au présent, tels furent les deux rôles de la carrière de Lauré-B. Lussier . . . Fidèle et loyal, aura bien été en lui, le croyant catholique, le patriote américain et le dynamique franco-américain . . ."*

De Raymond Denis, membre depuis 1944, le président ajoutera: *"Décédé le 19 février 1965 dans la 80e année de son âge, mort d'un cancer de la gorge, Raymond Denis, ce français de naissance, devenu très canadiens-français par la suite, ce chrétien farouche, ce patriote ardent des grandes emblures de la Saskatchewan qui devait finir ses jours à Montréal dans la Province de Québec sans réussir pour autant à repatrier tout son cœur de l'ouest canadien."*

Mgr Gosselin écrivait de lui: *"il a toujours été très actif dans nos rangs comme ailleurs et il se plaisait particulièrement dans notre compagnie . . ."* Devant cet homme ennemi du confort et du *"faut pas s'en faire"* devant ce chrétien solide, ce patriote avisé, devant cet ami qu'il pleure, pour reprendre à notre compte ce qu'on écrit de lui ailleurs, le Conseil de la vie française s'incline profondément, reconnaît l'énorme dette de reconnaissance qu'il lui doit et tient à réaffirmer le respect, l'estime, la chaude amitié et l'excellent souvenir que ses membres lui garderont toujours."

Pour les Franco-Américains, Raymond Denis fut un ami et un admirateur. Il avait accepté d'être l'invité de la Société Historique Franco-Américaine afin de communiquer aux Franco-Américains les beautés de la vie française de l'Ouest canadien. Il en devait être autrement. Ce que nous aimons à souligner de M. Denis, ce fut son attachement absolu à la vie française au Canada. Ses années de dévouement en Saskatchewan lui avaient fait saisir tout l'acuité des oppositions qui militent toujours contre notre comportement français. Il avait saisi toutes les inconséquences de certaines autorités. Ame droite il ne pouvait concevoir que des êtres ou citoyens d'une même patrie puissent refuser à leurs concitoyens des devises de vie qu'ils considéraient sacrées pour eux-mêmes.

Au sein du Conseil, M. Denis se fit toujours le protagoniste des groupes français de l'Ouest canadien. Il connaissait leurs besoins et leurs difficultés. Son retour dans l'est du Canada pour des raisons de vie personnelles ne le détachèrent jamais de l'Ouest qu'il avait d'abord aimé en Amérique. Son cœur y demeura rivé.

C'est ainsi qu'il préconisait comme membre du Conseil, l'établissement d'un secrétariat permanent pour les quatre provinces, subventionné par le Conseil, ce qui permettrait à ces groupes de fonctionner et finalement de vivre par eux-mêmes. Le Conseil finira peut-être par reconnaître ce *modus vivendi*, qui empêcherait l'émiettement de générosités particulières qui n'assurent pas la permanence des entreprises provinciales.

A titre de collègue du Conseil, l'abbé Adrien Verrette disait de Raymond Denis: "Le Canada français n'a peut-être jamais connu un apôtre plus consacré que Raymond Denis à notre vie française. Sa parole, ses gestes, ses voyages et ses conférences qui pouvaient parfois paraître longues, son amitié communicative tout le rendait agréable.

"Raymond Denis était une flamme qui communiquait la chaleur et l'amour du dévouement à la race. Lui, il servait avec son cœur. A l'emploi de la Sauvegarde de Montréal durant plusieurs années, il ne manquait jamais de se livrer totalement aux entreprises de ses frères. Il portait notre idéal commun sur ses lèvres et son cœur de patriote ne lui permit jamais de se reposer. Raymond Denis demeure l'un des grands patriotes et serviteurs de notre race en Amérique."

Le Conseil apprenait avec joie la nomination à la cour suprême de l'Alberta du premier franco-albertain dans la personne du juge André Miville-Déchène ainsi que l'élection de Raymond Marcotte à la présidence du Conseil de la Coopération de la Saskatchewan. M. l'abbé Adrien Verrette à son tour devenait "*membre d'honneur*" de l'Association Canado Américaine. Au début de décembre ce dernier était élevé à la prélature romaine. M. Adolphe Robert, de Manchester était fait à cette date Chevalier de Saint-Grégoire le grand. M. le juge Yves Bernier devenait juge de la Cour de l'Amirauté à Ottawa.

M. Henri Blanchard recevait le 11 mai un doctorat honorifique de l'université Saint-Dunston où il fut élève et professeur durant plusieurs années. M. l'inspecteur Alphonse Comeau recevait un doctorat honorifique du Collège Sainte-Anne de la Pointe de l'Eglise.

Le 21 avril, au Cercle Universitaire, le bureau recevait l'honorable Bona Arsenault pour le lancement de ses deux volumes

"Histoire et Généalogie des Acadiens (1118 pages). Mgr le secrétaire présentait l'auteur et le docteur Georges Dumont remerciait M. Arsenault d'avoir contribué cet ouvrage important à l'histoire des Acadiens.

M. Gérald Robert était élu président de l'Association Canado-Américaine pour succéder à Me Ernest D'Amours décédé. Le 17 octobre à Manchester au banquet de 8e Congrès des Franco-Américains, Mgr Gosselin recevait les insignes d'officier de l'Ordre du Mérite Franco-Américain.

Le Conseil accepte avec regret la démission de trois membres, MM. Henri Bergeron (Montréal) et J.-Henri Blanchard (Charlottetown), membre-fondateur et Mgr Maurice O'Bready, P.D. (Sherbrooke), ces deux derniers à cause de leurs services sont nommés "membre d'honneur". Deux nouveaux membres sont admis, MM. J.-Lucien Boulet (Québec) et Armand Leroux (Sherbrooke).

Trois personnalités sont proposées à l'Ordre de la Fidélité Française, le R.P. Zéphirin Bélanger SSS (Vancouver), le docteur Damien St-Pierre (Ottawa) et le docteur Antoine Dumouchel (Rutland, Mass.). Mme Annette Codère (Sherbrooke) et M. Clotaire Denis (St-Denis, Saskatchewan) sont proclamés titulaires de la "médaille d'or" du Conseil.

Mercredi soir, les membres sont reçus à la Maison Montmorency pour le souper. Ils sont les invités du R.P. Antonio Lamarche, o.p. Une séance des commissions suit le repas. Jeudi matin à 9 heures, à la chapelle des jésuites, rue d'Auteuil, messe de la plénière célébrée en langue vivante par le chancelier, l'abbé Adrien Verrette. Le R.P. Thomas-Marie Landry, o.p. prononce l'homélie qu'il rattache à l'apostolat des saints Corneille et Cyprien dont c'est la fête liturgique. Le souper est pris au Manoir Saint-Castin avec présence des dames suivi d'une réunion plénière.

Après l'expédition des vœux traditionnels, le Conseil au cours de ses assises étudie nombre de problèmes dont la trame se résume dans les formules suivantes.

Le Conseil avait demandé au Bureau en 1964 une refonte sérieuse des statuts et règlements. La Commission de la Régie

interne présenta son rapport qui fut accepté et dont l'essence est de faciliter l'administration du Conseil.

Les représentants des différents groupements font rapport de la situation française dans leur milieu avec les progrès et les reculs survenus au cours de l'année. En général les résultats sont réconfortants mais tous sentent qu'un travail constant est nécessaire pour maintenir et améliorer la vie française hors du Québec. D'ailleurs c'est le but du Conseil de favoriser ce développement.

Sur l'initiative de M. Lucien Boulet, pour remplacer le calendrier du Conseil qui répandait une utile propagande depuis 1941, le Conseil avec le concours de la Société St-Jean-Baptiste de Québec, le Conseil des Associations Canadiennes d'Education et les Caisses Populaires fondait les "*Agendas Patriotiques Incorporé*" au profit des groupes français hors du Québec. Cette initiative paraît heureuse.

La Commission d'Etudes présentait son rapport sur le Rapport de la Commission Fowler sur l'avenir de la radio et de la télévision au Canada et aussi sur l'avenir du peuple canadien français autour de la formule Fulton-Favreau. En vue du centenaire de la Confédération et de la modification de la Constitution les esprits sont inquiets. Aucune formule n'a encore rallié les éléments.

Le Conseil avait l'honneur de recevoir la visite de l'honorable Pierre Laporte, ministre des affaires culturelles, depuis toujours un grand ami du Conseil qui voulait lui rendre hommage et lui offrir la collaboration de son ministère dans l'intérêt du rayonnement de la culture française.

Le président Landry l'accueillait avec joie au nom de ses collègues et lui résumait les buts du Conseil. Dans son allocution, M. Laporte fut très sympathique et rappela les précieux services que le Conseil multiplie depuis bientôt 30 ans sur le continent.

En soulignant l'esprit qui anime les deux organismes, l'un privé quoique continental et l'autre politique relevant d'un gouvernement, M. Laporte demande la collaboration entre les deux tout en conservant leur autonomie.

En résumé, M. Laporte se déclare très heureux de cette réunion qui a permis des échanges précis. La rencontre comprenait

aussi la présence de M. Georges Dagneau, directeur du Service d'Outre-frontières et Me Adélarde Savoie, président de l'Acelf.

La rencontre laissa l'espoir qu'une collaboration plus étroite augmenterait sensiblement les secours apportés aux groupements français hors du Québec.

Les officiers élus pour l'exercice 1965-66 sont: M. le juge André Miville-Déchène (Edmonton), président; Mgr Adrien Verrette, P.D. (Manchester), Chancelier; MM. Armand Godin (Montréal) et Alphonse Comeau (Meteghan N.E.), vice-présidents; Mgr Paul-Emile Gosselin, P.D. (Québec), secrétaire; M. le juge Yves Bernier (Québec), trésorier. R.P. Thomas Landry, o.p. (Québec), Directeur des Relations Extérieures). Conseillers: Me Paul Gouin (Montréal, M. Jean-Jacques Tremblay (Québec), M. Gérald Robert (Manchester), M. Ernest Desormeaux (Ottawa), M. Raymond Marcotte (Saskatoon) et M. Lucien Boulet (Québec).

La Semaine de la Vie Française auprès des écoliers du Québec pour l'année 1964 rapporta la somme de \$63,095.00 dont le montant de \$28,000.00 fut versé à l'Acelf. La semaine 1965 se déroulait du 23 au 30 mai.

A un dîner chez Marino à Québec le 25 mai l'honorable Pierre Laporte, ministre des affaires culturelles accompagné de M. Georges Dagneau, directeur des affaires outre-frontière rencontrait les représentants du Conseil et de l'Association d'Éducation de Langue Française.

Le 26 mai 1965 les publications du Conseil étaient enregistrées à Ottawa sous le titre "*Les Editions Ferland*".

Le 9 juin, au Château Frontenac à Québec le Conseil se présentait devant la Commission Royale Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme et le biculturalisme au Canada. La délégation était présidée par Me Paul Gouin et comprenait le R.P. Landry, J.-J. Tremblay, Ernest Desormeaux, Dr Leon Richard, Raymond Marcotte et Mgr Gosselin.

Le Conseil expliquait la teneur de son mémoire devant la commission.

Dans son allocution M. Gouin disait: "le régime de l'Union des deux Canadas, qui avait été conçu pour faire disparaître l'élément français au Canada, a vu la nation canadienne française s'émanciper graduellement. Le présent régime fédératif a pris naissance sous d'heureux auspices pour les deux nations contractantes et cependant la condition faite au peuple canadien-français ne cesse de se détériorer depuis 1867. Je me demande si nous n'aurions pas intérêt à revenir sur ces années qui ont précédé 1867 afin d'étudier les solutions apportées alors aux problèmes qui nous confrontent actuellement.

Le 23 juin, à l'hôtel Somerset, de Boston, le Bureau rencontrait les membres du Comité de Vie Franco-Américaine en vue de discuter leurs problèmes surtout la tenue prochaine du congrès des Franco-Américains à Manchester en octobre et aussi de la situation de la presse franco-américaine. Des échanges furent discutés surtout au sujet de l'enseignement de la langue française dans les écoles de la Nouvelle Angleterre, le thème du congrès.

Le 24 juin, le bureau se rendait dans les salons de l'ACA à Manchester pour tenir son assemblée présidée par le R.P. Thomas Landry. Le dîner traditionnel de la Saint-Jean-Baptiste avait lieu au Wayfarer Motel.

Le 16 juillet 1965, le Conseil se présentait devant le Comité Parlementaire de la Constitution à Québec. Me Paul Gouin présidait la délégation. Il était accompagné du R.P. Thomas Landry, o.p., président, de M. Ernest Desormeaux, de M. Gérald Moreau de Vancouver et de Mgr Gosselin.

Me Gouin expliquait au Comité la teneur du mémoire qui lui avait été présenté et il ajoutait: "au point de vue administratif, le Canada doit être considéré comme un pays bi-ethnique, bilingue et bi-culturel, non comme une confédération de neuf provinces anglaises et d'une province française. Cette vue fondamentale suppose des réformes considérables dans l'administration du pays, principalement en ce qui concerne la langue française et le fonctionnarisme.

Un voyage du président en Louisiane a permis au Conseil de recevoir des renseignements sur l'actualité française en cette région. On fêta à Lafayette les 14 et 15 août le 2e centenaire de l'arrivée

des Acadiens. Le centenaire était dirigé par le professeur Thomas Arseneaux.

S.E. le Cardinal Maurice Roy était l'hôte d'honneur. S.E. Mgr Sexchneider, évêque de Lafayette et M. Wade Martin étaient au nombre des participants. Les fêtes furent émouvantes. Le P. Landry y apportait le message du Conseil. La vie française existe encore dans les centres ruraux. Tous furent d'avis de voir les relations avec le Québec et le Conseil se développer.

Il serait impossible de raconter dans le détail toutes les activités du Conseil durant l'année. Il faudrait un fort volume. Ce bref résumé a pour but de faire connaître d'avantage son travail. Il atteste aussi que depuis près de 30 ans cet organisme a été très actif, vivant et utile à nos populations.

Ses relations constantes avec les groupes, sa participation aux congrès et manifestations des sociétés, ses voyages de liaison, ses communiqués, ses appuis, sa semaine de la pensée française, ses émissions, ses mémoires et représentations auprès des Commissions Royales, ses interventions au services de nos frères, ses bourses, dons, prix et témoignages sont autant de gestes qui démontrent sa nécessité.

Les membres du Conseil sont repartis sur le continent. Ils apportent leur dévouement et leur lumière à ses œuvres toujours dans le but d'améliorer la situation de notre vie française. Notre peuple leur doit une reconnaissance profonde.

IV

L'Ordre de la Fidélité Française

Dix-huitième Promotion

14 septembre 1965

Nous assistons à la 18ème Promotion de l'Ordre de la Fidélité française sous l'égide du Conseil de la Vie française en Amérique. A titre de Chancelier de l'Ordre, j'ai l'aimable tâche de vous transmettre les hommages du Conseil, les salutations empressées de tous les titulaires de l'Ordre et aussi l'honneur de conférer les insignes aux récipiendaires.

L'an dernier, lors de la 17ème Promotion, les remises n'ont pas eu lieu à la séance annuelle du Conseil. Dans ce cas, si le chancelier est incapable de se déplacer, il choisit un délégué qui le remplace.

Aussi c'est le 18 avril 1964, à l'occasion du grand congrès des Franco-Albertains tenu à Edmonton que monsieur le Juge André Miville-Déchêne présidait la remise de l'Ordre à Son Exc. Mgr Joseph-Henri Routhier, o.m.i., vicaire apostolique de Grouard. Le 20 mai suivant, au siège social du Conseil, le président, le Rév. Père Thomas-Marie Landry remettait les insignes à l'honorable Sénateur Cyrille Vaillancourt, de Lévis.

Depuis notre dernière rencontre à cette table, l'Ordre a subi des pertes douloureuses. Les deuils se multiplient au sein de l'Ordre. Son Exc. Mgr Paul Bernier, archevêque-évêque de Gaspé, décédé à Rome durant le Concile, Mgr Hilaire Chartrand, vicaire général du diocèse d'Ottawa, Mgr Oscar Racette, curé de Verner en Ontario, M. Philippe-Armand Lajoie, journaliste, de Fall River, Mass., et tout récemment Mgr Adélar Godbout, P.D., curé de la paroisse St-Jean-Baptiste, Dalhousie, N. B.

Le Conseil perdait, en plus, trois membres d'honneur, M. le docteur Roméo Blanchet, de Québec, ancien président du Conseil, et MM. Antonio de Margerie et Louis De May, tous deux de la Saskatchewan. Enfin, trois membres actifs disparaissaient, M. le Juge J.-S.-A. Plouffe, de North Bay, Ontario, membre-fondateur, Lauré Lussier, de Manville, R.I., et le vaillant apôtre de la Saskatchewan, M. Raymond Denis, de Montréal.

De la 18^{ème} Promotion, c'est M. Ernest Desormeaux, ancien président, qui, le 4 avril, à Gravelbourg, remettait les insignes de l'Ordre à Son Exc. Mgr Aimé Décosse, évêque du diocèse. Le 5 mai, au Château Laurier, d'Ottawa, Mgr Paul-Emile Gosselin, P.D., recteur de l'Ordre, honorait Mme R.-A. Sauvé-Boult des insignes de l'Ordre, à l'occasion du Congrès des Femmes canadiennes-françaises d'Ontario. Le 17 janvier, à Sherbrooke, le chancelier avait remis à Me Léonidas Bachand, la Médaille d'Or du Conseil.

Ce soir, nous terminons les exercices de la 18^{ème} promotion. C'est que l'Ordre de la Fidélité prend de l'âge. Depuis 1948, il a inscrit 69 officiers dont 28 disparus. Il reste que la proclamation de ces apôtres de notre vie française sur le continent demeure un geste de haute reconnaissance qui a toujours été salué avec satisfaction par notre peuple.

En plus de son Ordre de la Fidélité et de son Prix Champlain, le Conseil décerne à l'occasion sa grande '*Médaille d'Or*' à des compatriotes qui se sont distingués particulièrement dans certains secteurs de notre rayonnement français. C'est une autre façon de reconnaître les mérites de ces précieux serviteurs.

Mlle Monique Bureau

C'est une grande éducatrice familiale que le Conseil honore ce soir dans la personne de Mlle Monique Bureau. Depuis plus de 25 ans, comme visiteuse animatrice des Instituts Familiaux du Québec, elle se dépense avec une rare énergie pour *"assister la jeune fille dans son travail de maturation qui lui permettra de s'accomplir en poursuivant, en sa vie de femme, la valeur essentielle qu'est le don de soi au service de son foyer."* A ce titre, elle a bien mérité de l'Eglise et des siens.

Originaire des Trois-Rivières, son père, Sévère Bureau, était marchand et sa mère, Déméris Pothier, était institutrice et très dévouée aux pauvres. C'est dans ce foyer admirable que devait éclore cette belle vocation consacrée aux écoles ménagères. De sérieuses études l'avaient d'ailleurs préparée à cet apostolat avec son amour pour la jeunesse étudiante.

C'est Mgr Albert Tessier qui lui offrait ce poste en 1939. Elle l'a entouré depuis d'un dévouement remarquable et les Instituts fami-

liaux sont devenus un secteur important dans la domaine de l'éducation et Mlle Bureau en a été la principale instigatrice. On a pu dire d'elle: "Après 25 ans, la flamme de sa lampe ne nous apparaît que plus vive, plus éclatante et plus ardente".

Mlle Bureau n'a jamais ménagé son zèle pour donner à son oeuvre une grande valeur au service de la famille. Pour appuyer son travail, elle a mis sur pied deux organismes auxiliaires très précieux, l'Association des Techniciennes en sciences ménagères et l'Association des Instituts familiaux. Rappelons également que depuis plusieurs années, de concert avec le Conseil de la Vie française en Amérique et la générosité des Instituts familiaux, elle a placé, dans les maisons du Québec, plus de 300 boursières acadiennes afin de leur procurer tous les avantages qu'offrent ces Instituts. Cette oeuvre, éminemment utile pour les jeunes Acadiennes, fut créée de toutes pièces par M. François-J. Comeau, de vénérée mémoire avec le concours de M. l'abbé J.-Albert Tessier.

Afin de lui rendre un juste hommage, le bulletin "Ecoles de Bonheur", organe des Instituts familiaux, lui consacrait sa livraison de juin 1964, pour souligner ses 25 années de labeurs. En 1959, le Cardinal Léger, en lui remettant la médaille pontificale 'Bene Merenti', déclarait que Mlle Bureau avait bâti une oeuvre extraordinaire qui marquera les générations futures de la province de Québec. Quel précieux hommage pour une femme qui plaça toujours au-dessus de sa personnalité un ministère éducatif qui allait apporter tant de bonheur et de paix en des milliers de foyers!

Le Conseil de la Vie française se devait d'ajouter son hommage à cette merveilleuse institutrice, et c'est mon privilège de lui offrir sa grande 'Médaille d'Or' avec l'admiration de tout un peuple.

Mlle Laure Gaudreault

Le Conseil de la Vie française veut honorer ici, dans la personne de Mlle Laure Gaudreault, une autre institutrice de grande valeur. Depuis nombre d'années déjà elle consacre son dévouement et ses loisirs mêmes au service des institutrices rurales. On peut dire sans exagération qu'elle a énormément contribué à l'amélioration du status économique des 12,000 institutrices rurales du Québec. Voilà une tâche qui mérite les plus hauts éloges.

Elle rêvait les délices du cloître, mais sa santé frêle ne lui permit pas ce bonheur. Elle choisit alors de se livrer à l'enseignement dans le village des Eboulements et dans sa paroisse natale de La Malbaie.

Désireuse d'étendre son apostolat d'éducatrice par la plume, elle accepte de rédiger, durant plusieurs années, la "Page des Dames" et "Le Coin des Enfants" du journal "Le Progrès du Saguenay", publié à Chicoutimi. Ses articles, chroniques et billets pleins de saveur, signés par "Cousine Laure" et "Tante Cécile" sèment la joie et le bonheur dans le royaume du Saguenay. Sa plume alerte et sensible sait toucher à tout avec délicatesse et jugement, pour faire aimer et rayonner le savoir et le beau au sein de la famille.

Foncièrement consacrée à sa vocation, Mlle Gaudreault ne tarde pas à saisir toutes les implications qui entourent l'existence de la maîtresse rurale, souvent isolée et trop modestement rémunérée. Elle rencontre ses compagnes, écoute leurs propos et doléances avec un sens averti. Elle est vite persuadée que la condition de l'institutrice rurale doit être sensiblement améliorée pour l'honneur de la profession, car enseigner, n'est-ce pas la plus noble mission qui soit tombée des lèvres du Seigneur?

Après de sérieuses consultations auprès d'éducateurs avisés, c'est alors que Mlle Gaudreault décide de fonder un organisme au service des intérêts de l'institutrice rurale. Elle établit la première cellule à La Malbaie, en 1936. Un nouveau matin vient de se lever sur l'existence de la maîtresse d'école rurale.

L'Association grandit, de nouvelles cellules apparaissent, celles de Jonquière, Chicoutimi et Alma. C'est fait, l'oeuvre est lancé! En juillet 1937, 13 cellules tiennent un premier congrès à La Malbaie avec des institutrices venues de plus de 40 comtés. La Fédération catholique des Institutrices rurales est fondée. La presse fait écho au succès du congrès et l'Observatore Romano, à Rome, souligne l'opportunité de l'oeuvre.

Quittant l'enseignement à regret, Mlle Gaudreault accepte la direction du secrétariat de cette fondation syndicale et, pendant 9 ans, elle dirigera son bulletin "La Petite Feuille".

De cette initiative naîtront les Fédérations des Instituteurs ruraux et des Instituteurs et Institutrices des cités. Enfin le mouvement syndical du personnel enseignant laïc atteint tous les secteurs et c'est la Corporation des Instituteurs et Institutrices catholiques

de Québec qui est établie en 1946, et les institutrices rurales en deviennent membres. Mlle Gaudreault rédige alors la "Page de l'Institutrice" et le courrier "Renseignons-nous" dans le journal "L'Enseignement", organe de la corporation.

Notre grande animatrice demeure sur la brèche. Elle est une présence remarquée au sein de l'Association catholique des Educateurs de langue française et elle ne cesse pas de se prodiguer. En 1961, inlassable, elle suscite au sein de la Corporation des Institutrices, l'Association des Instituteurs et Institutrices en retraite du Québec, une autre préoccupation sociale dans le domaine de l'enseignement.

Mais, Mlle Gaudreault malgré son âme généreuse et apostolique n'a pas réussi à cacher la lampe sous le boisseau. Sa carrière est appréciée partout. En 1948, le gouvernement lui remet le parchemin de Commandeur de l'Ordre du Mérite Scolaire de la province. Son Exc. l'Archevêque de Québec lui décerne en 1959 la médaille pontificale "Pro Ecclesia et Pontifice".

Pour couronner une carrière aussi imposante de femme forte, le Conseil de la Vie française en Amérique apporte son hommage officiel. C'est ma joie de présenter à Mlle Laure Gaudreault la grande "Médaille d'Or" du Conseil avec l'admiration et l'affection de tout un peuple reconnaissant.

Monseigneur Eugène Guérin

C'est un authentique franco-américain que nous saluons dans la personne de Mgr Eugène Guérin, curé de la paroisse de Ste-Rose de Lima dans la partie ouest du Massachusetts, diocèse de Springfield.

Issu de l'une des premières familles établies à Gardner, en 1869, les grands-parents et parents sont des fondateurs dévoués de Notre-Dame du Rosaire de l'endroit. Le père Alexis et la mère Lafleur se donnent une belle famille de cinq enfants dont Eugène est le quatrième, né le 20 juin 1900.

La mère, devenue veuve prématurément, convole en secondes noces avec Jean-Baptiste Thibault pour établir son foyer à North Adams, Mass. Eugène Guérin termine ses classes primaires chez

les Soeurs de Ste-Anne et se rend au Séminaire St-Joseph, de Mont-Laurier, Québec, pour ses humanités avec baccalauréat. Il se prépare à la prêtrise au Séminaire de Montréal et est ordonné le 6 juin 1924, à Springfield.

Durant ses années de vicariat dans les différents postes qu'il occupe, l'abbé Guérin laissera partout le souvenir d'un prêtre totalement consacré à son ministère. Il s'occupera intensément de vocations, se fait catéchiste zélé et toujours prêt à répondre aux besoins des âmes. Il s'attire le respect et l'affection de tous.

Le 28 juin 1949, l'abbé Guérin est nommé curé de Ste-Thérèse d'Agawam et, deux ans plus tard, il prend la succession de la paroisse Notre-Dame du Bon Conseil à East Hampton où il améliore la situation sensiblement. C'est en 1953 qu'il devient curé de la paroisse mère des Franco-Américains de Holyoke, le Précieux Sang dont la fondation remonte à 1869.

Le sort des vieilles paroisses c'est que les immeubles portent la marque du temps et qu'il faut constamment restaurer. L'abbé Guérin s'y emploie avec discernement. Il établit une école secondaire, son oeuvre de prédilection, qui compte aujourd'hui plus de 400 élèves sous la direction des Soeurs de Ste-Anne.

Après un pastorat de onze années bien remplies, il quitte Holyoke qui l'affectionne pour se rendre dans sa paroisse actuelle. Ces promotions rapides attestent la confiance que lui portent les autorités. Il est aimé et admiré de tous ses confrères et des populations qui l'ont connu.

Comme tout serviteur de nos institutions, il n'est pas sans reconnaître que la situation franco-américaine se détériore graduellement, mais pour tout cela il ne faut pas renoncer à nous comporter comme de vaillants continuateurs de l'oeuvre centenaire de nos devanciers. C'est pourquoi nous le voyons encourager ses jeunes collègues et les dirigeants de nos oeuvres. Il a le coeur bien trempé et sait toujours apporter le message réconfortant, la parole qui soutient les courages et fait vibrer les dévouements.

D'un tempérament prudent et modéré, il envisage les problèmes dans leur optique respective et ses conseils ne manquent jamais d'orienter les jugements dans la bonne voie. En un mot, Mgr Guérin est un précieux actif au sein de la Franco-Américanie.

Nommé consultant au Synode diocésain, en 1957, il devient consultant diocésain et vicaire forain pour recevoir la prélatrice romaine le 29 janvier 1964 à la grande joie de tous ses compatriotes. C'est que Mgr Guérin est l'une des belles figures de notre clergé en Nouvelle-Angleterre.

Au service de nos oeuvres, Mgr Guérin a toujours été un apôtre sincère et très dévoué. On le trouve à toutes nos manifestations. Il est recherché comme orateur dans nos congrès et célébrations. Comme directeur de la Caisse de l'Ecolier de l'Union St-Jean Baptiste d'Amérique, il veille à la distribution des bourses pour aider notre jeunesse étudiante.

Membre de nos sociétés il est l'animateur d'un brillant soixantenaire de l'Union St-Jean Baptiste à Holyoke et il prête son concours empressé pour le succès du 7ème congrès du Comité de Vie Franco-Américaine tenu à Holyoke, en 1963. Ces occasions lui permettent de manifester son zèle pour la continuation et le maintien de nos oeuvres.

Le Conseil de la Vie française avait donc grandement raison de l'inscrire au nombre des "très méritants" de notre rayonnement culturel. Il ajoute un beau lustre à cette gerbe de distingués titulaires qui honorent les cadres de la Fidélité française.

A titre de Chancelier de l'Ordre et en vertu des pouvoirs qui sont conférés, j'ai l'honneur et la joie de remettre à Mgr Eugène Guérin, prélat de Sa Sainteté, les insignes d'Officier de l'Ordre de la Fidélité française en Amérique et je lui demande de bien vouloir signer le Livre d'Or aux mains du Recteur.

Monsieur Pierre Laporte

Ministre des Affaires Culturelles, l'honorable Pierre Laporte était l'orateur invité et prononça l'allocution suivante sur "*Notre Rayonnement Culturel*".

A titre de ministre des Affaires culturelles, je tiens, dès le début, à joindre mes félicitations à celles qui viennent d'être présentées aux titulaires des diverses décorations et récompenses décernées, ce soir, c'est-à-dire à monseigneur Eugène Guérin, prélat domestique, curé d'Aldenville au Massachusetts, qui a reçu les insignes de l'Ordre de la Fidélité française; à monsieur Jean-Louis Allard, pro-

fesseur de philosophie à l'Université d'Ottawa, qui s'est mérité le prix "Champlain" par son travail philosophique; et à mesdemoiselles Laure Gaudreault et Monique Bureau qui ont reçu, chacune, la médaille dor de la Vie française pour leur dévouement à la cause du français en Amérique.

Je profite également de la circonstance pour offrir au Conseil de la Vie française lui-même les louanges et les hommages dont il se rend digne par sa constance et sa fidélité au service de la culture française sur notre continent.

C'est avec d'autant plus de plaisir que je m'acquitte de cet agréable devoir que le gouvernement que je représente a tenu à ce que les groupements canadiens-français d'en dehors du Québec soient parmi les premiers à bénéficier de son rayonnement culturel outre-frontières. Les préoccupations du gouvernement à cet égard rejoignent donc celles du Conseil, même si un décalage d'environ vingt-cinq ans s'est introduit entre les deux, en faveur du Conseil, bien entendu!

Il n'en reste pas moins que ceux qu'on englobait jusqu'ici sous la désignation traditionnelle de "minorités" ont été parmi les premiers à recevoir l'aide culturelle du Québec. Je n'en veux pour preuves que les nombreux contacts noués par le gouvernement avec les groupements canadiens-français eux-mêmes; les initiatives d'ordre culturel dont ils ont été l'objet; et les ententes culturelles que le Québec est à conclure avec des provinces canadiennes et des états américains.

En ce qui concerne les voyages, celui que le premier ministre s'apprête à entreprendre est, je crois, assez important pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y insister. En tout cas, il a été précédé de tournées peut-être de moins longue durée ou de moins d'envergure géographique, si je puis dire, mais suffisamment nombreuses pour que leur liste soit trop longue pour être introduite ici. En effet, le ministère des Affaires culturelles s'est efforcé d'accepter les invitations qui lui ont été adressées en vue de représenter le Québec aux manifestations culturelles d'importance qui ont eu lieu outre-frontières. Le ministre lui-même ne demanderait pas mieux que de se rendre à chacune d'elles, mais, vous le comprenez, cela n'est pas possible. J'ai quand même tenu à me rendre à Edmonton, en Alberta, l'hiver dernier, et, cet été, je suis allé à Caraquet, au Nouveau-Brunswick. Enfin, de nouveaux projets de voyages s'esquis-

sent pour l'automne qui commence. De toute façon, mon sous-ministre, monsieur Frégault, en fonction depuis les tout débuts du ministère, a pu se rendre dans presque toutes les provinces et dans plusieurs états américains. Ses collègues du ministère ont complété la tâche en assurant la visite de toutes les provinces où il n'avait pas encore eu le temps de passer.

Si l'on ajoute à cela, les visites que plusieurs de mes collègues du cabinet provincial ont accomplies, de leur propre chef, en dehors du Québec, je crois qu'on arrive à un total assez impressionnant qui ne laisse aucun doute sur les intentions du gouvernement et sur sa détermination de les mettre en pratique. Le Québec a vraiment jeté un pont vers les divers groupements canadiens-français du continent.

Par ce pont, le gouvernement entend bien faire passer un échange de relations suivies et constantes. Sans doute, leur volume n'atteint-il pas encore le degré souhaité par chacun de nous. Mais les premiers rapports du ministère montrent assez bien, à mon avis, qu'une aide culturelle a été commencée et qu'elle s'est adressée, en premier lieu, aux groupements canadiens-français des autres provinces canadiennes et de certains états américains.

Cette assistance a revêtu des formes diverses. L'une d'elles consiste certainement dans les renseignements de toutes sortes fournis par le ministère en réponse aux demandes qu'il reçoit constamment. Après les renseignements, viennent les services rendus en envoyant un film, par exemple, pour étoffer le programme d'une manifestation; en établissant le contact entre une association et un conférencier ou un artiste en vue de sa participation éventuelle à un congrès ou à une soirée; en étudiant des projets susceptibles de contribuer au plein épanouissement d'un groupe; en soumettant des suggestions; en recevant à Montréal ou à Québec des visiteurs; en transmettant à la source appropriée des demandes d'aide dépassant la compétence du ministère. Enfin, combien d'autres services semblables, difficiles à réduire en statistiques, ont été rendus par le ministère à divers groupes culturels d'outre-frontières.

Au fur et à mesure que le service du Canada français d'outre-frontières s'organise, cette aide, au début diffuse, tend à se regrouper sous des rubriques déterminées, actuellement fixées au nombre de neuf: l'aide aux associations culturelles; la recherche; les bourses d'études; l'aide aux bibliothèques et aux musées; l'aide aux jour-

naux, revues et périodiques; l'aide au cinéma, à la radio et à la télévision; l'aide au théâtre; l'aide aux autres manifestations d'ordre culturel; et l'aide aux concours de français.

Or, si l'on étudie les rapports que publie le gouvernement, on constate que l'aide culturelle qu'il accorde en dehors de ses frontières passe à peu près entièrement par le service du Canada français d'outre-frontières. Et comme je viens de le dire, l'aide culturelle que ce service a pu, dans les limites de ses moyens, dispenser depuis quelques années, est allée en priorité aux groupements canadiens-français. A titre d'exemple, je me permettrai de signaler que, sans la loi du ministère des Affaires culturelles, qui crée le service du Canada français d'outre-frontières, il aurait été impossible d'accorder une seule bourse d'études à un candidat d'outre-frontières, parce que les lois qui régissent l'octroi des bourses d'études au sein du ministère de l'Éducation, exigent de tout candidat qu'il ait résidé au moins pendant deux ans dans le Québec. C'est d'ailleurs parfaitement normal et justifié: les autres provinces et états font exactement la même chose. N'empêche que cette clause rejette à priori toute les candidatures émanant de groupements canadiens-français d'en dehors du Québec. Le service du Canada français d'outre-frontières est donc le seul canal par lequel elles peuvent arriver jusqu'au gouvernement. Les faits établis par les rapports démontrent que les bourses accordées par cette voie ont été octroyées à des candidats qui méritaient la recommandation des groupements culturels et qui satisfaisaient aux exigences du ministère par leurs dossiers académiques, leurs talents et leur situation de fortune.

Enfin, pour terminer ce chapitre, je vous signalerai les ententes culturelles que le Québec est à conclure avec diverses provinces canadiennes et certains états américains. Naturellement, l'entente en cours de négociation avec Paris retient la vedette, bien entendu, à cause de l'importance de l'autre partie en présence. C'est normal. Mais, on remarquera que le Québec, tout en s'adressant à la France, entamait simultanément des pourparlers avec diverses autres provinces canadiennes et avec quelques états américains. Le Québec, dans ces démarches, ne peut pas entrer en contact direct avec les groupements canadiens-français eux-mêmes, parce que c'est impossible, mais il est bien clair que de telles ententes, si elles sont finalement conclues—et il n'y a présentement aucune raison de douter qu'elles le soient—ne pourront pas ne pas avoir d'heureuses répercussions au profit des communautés de langue française et de leurs sociétés culturelles.

Ce fait que je viens d'établir à vos yeux est d'ailleurs conforme aux grandes lignes de la politique qui est en train de se préciser en matière de rayonnement culturel. Celui-ci s'adresse à tous sans distinction, mais il va en premier lieu, comme c'est normal, à ceux qui sont déjà de langue française.

Pour qu'il continue de s'exercer, les conditions sont simples et déjà connues, puisqu'elles n'ont pas changé: il suffit que les groupements en cause s'aident eux-mêmes. C'est à cette seule condition que le Québec entend poursuivre son oeuvre de rayonnement culturel auprès des groupements de langue française.

Cela s'explique facilement d'ailleurs. En quoi consiste une politique de rayonnement culturel? Essentiellement, dans l'ensemble des mesures qu'adopte un Etat pour mieux faire connaître et apprécier sa culture. Naturellement, une pareille tâche vise en premier lieu les sujets mêmes de ce pays, afin d'assurer le renouvellement et l'enrichissement de cette culture. A cet égard, tous savent que le Québec, pour sa part, ne ménage pas ses efforts.

Mais lorsqu'un pays entend faire rayonner sa culture au delà de ses frontières, il se heurte le plus souvent à la barrière des langues. Aucun rayonnement culturel n'est possible s'il ne s'appuie pas d'abord sur ceux qui savent déjà la langue du pays concerné et s'il ne comporte pas un ensemble de moyens destinés à permettre à ceux que la chose intéresse d'apprendre sa langue ou du moins de s'y initier.

Si nous commençons par analyser le cas de ceux qui ne connaissent pas déjà notre langue, nous constatons qu'une culture aussi riche que la culture française est susceptible d'attirer nombre de Canadiens anglais. Mais ils viendront à l'étude du français ou à l'appréciation de sa culture individuellement ou par petits groupes. On peut donc dire que, même s'il y avait 1,000 individus par ville, dans cent grandes villes du Canada et des Etats-Unis à se mettre au travail pour mieux connaître le français, ça ne ferait quand même que 100,000 personnes en tout. Et chaque fois, il aurait fallu de la part de chacun d'eux une décision positive, une sorte d'adhésion identifiable, indiquant leur volonté d'apprendre le français ou, du moins, de s'y intéresser.

Si nous étudions maintenant le cas des Canadiens ou des Américains qui sont déjà de langue française, nous constatons que nous sommes en présence non plus d'individus, non plus de quel-

ques dizaines, voire de centaines de milliers d'individus, mais bien de plusieurs millions de personnes, vraisemblablement un million au Canada et un autre million outre-quarante-cinquième. Le phénomène est donc tout à fait différent, car en plus du problème du nombre, se pose celui de savoir si la volonté de garder le français comme langue maternelle, de la part de ces groupements d'origine française, est pré-supposée ou prise pour un consentement collectif donné jadis et maintenu en vigueur sans ré-examen.

Le ministère est tout à fait disposé à accepter le présupposé favorable et à croire que ces groupements veulent effectivement continuer de parler le français. Il ne lui semble pas du tout dans ses attributions de jouer le coroner au-dessus d'un supposé cadavre. S'il faut absolument supposer quelque chose, il préfère supposer que la vie existe. En revanche, il lui semble indispensable de procéder au ré-examen du problème. Et l'une des premières questions qu'il pose consiste justement à savoir si les groupements veulent s'aider eux-mêmes. Car, ils ne conserveront la culture française que s'ils adoptent des mesures spéciales à cette fin en vue de préserver leur identité. L'une des meilleures preuves qu'ils pourront donner de leur détermination à cet égard réside précisément dans la décision qu'ils prendront en commun de demeurer français et dans l'adhésion qu'ils apporteront ensemble aux formules finalement mises au point dans ce but. Comment s'y prendront-ils? A quoi feront-ils connaître leur volonté? A chacun des groupements concernés de choisir la façon de trancher le problème en fonction de ses besoins, de ses moyens et de ses perspectives. Mais il paraît déjà indispensable que deux dispositions d'esprit fondamentales accompagnent le geste à poser: le sens de la démocratie et de la coordination.

Au sujet de la démocratie qui doit animer les structures, je n'ai pas à revenir sur des choses qui ont déjà été dites et que vous connaissez aussi bien que moi. D'ailleurs, il ne s'agit nullement, en l'occurrence, de constater une déficience ou une lacune, mais tout simplement d'attirer l'attention de tous sur un danger nouveau, qui n'existait pas autrefois. Il n'y a pas si longtemps encore, il était normal, voire inévitable qu'un petit groupe de gens instruits et dévoués prennent la direction des affaires et parlent au nom de la collectivité. Mais, vous le savez aussi bien que moi, les choses ont changé et il faut maintenant prendre les dispositions voulues, dans n'importe quel mouvement, dans n'importe quel corps constitué, pour consulter le plus d'intéressés possibles avant de parler en leur nom, afin d'être bien sûr de les représenter effectivement.

Pareil changement se produit dans nombre de domaines, entre autres, dans le syndicalisme et dans le parlementarisme.

Quant au sens de la coordination, il s'impose plus que jamais étant donné le défi que les éléments de langue française du continent doivent relever. Mais, ce n'est pas au Conseil que j'apprendrai la nécessité de la coordination puisqu'il est lui-même un organe de coordination et qu'il a sans doute déjà éprouvé les difficultés qui découlent de l'immensité du continent et des voyages qu'il rend nécessaires; du partage parfois abrupt et parfois flou des compétences au sein d'une confédération; et des prolongements inattendus qu'amène l'étude de la base socio-économique de toute vie culturelle.

Devant l'étendue et la complexité des problèmes posés, je suis donc très heureux de confirmer l'acceptation que j'ai fait parvenir au secrétaire du Conseil de vous rencontrer vendredi matin, précisément dans le but de circonscrire le sujet et d'en dégager les priorités. Ce ne sera pas la première fois que le Conseil sera ainsi consulté. Ce ne sera pas la première fois, non plus, qu'il collabore avec le ministère, puisque tout récemment encore, votre secrétaire consentait à agir comme intermédiaire dans l'octroi d'une subvention destinée à permettre à un artiste canadien-français de renommée internationale, Jean-Pierre Ferland, d'entreprendre une tournée de quarante concerts, en dehors du Québec, mais dans le Canada. A cette occasion, la société Radio-Canada enregistrera sur films treize des concerts dans le cadre de la série d'émissions *Jeunesse oblige*, avec une certaine participation de l'auditoire dans chaque cas. Engagé d'abord vis-à-vis du Conseil, je n'ai pas pu accepter l'invitation de Radio-Canada à participer à la manifestation au cours de laquelle la nouvelle de cette tournée, entre autres, sera annoncée ce soir même, à Montréal. Monsieur Dagneau m'y représente et c'est là la raison de son absence ici ce soir.

Je remercie donc le Conseil de sa collaboration et je profite de la circonstance pour rendre hommage à son président, le très révérend père Thomas Landry, qui vient d'accomplir une tournée importante dans plusieurs provinces canadiennes. Je tiens également à présenter mes félicitations à monseigneur Paul-Emile Gosselin, prélat domestique, secrétaire du Conseil, qui a reçu la médaille d'or de l'Ordre de la Fidélité acadienne, lors du congrès de la Société nationale des Acadiens, à Caraquet, le mois dernier. J'ai pris la parole à la soirée d'ouverture de ce congrès et monseigneur Gosselin a reçu sa décoration à la soirée de clôture, alors que

j'avais dû quitter cette sympathique réunion. Je suis donc très heureux, monseigneur, de signaler l'honneur qui vous échoit et que vous méritez certainement.

Mesdames et messieurs, je vous félicite du travail considérable que vous accomplissez avec tant de constance depuis près de trente ans et je vous remercie de votre aimable attention.

S.E. Mgr Aimé Décosse*

Son Excellence est un enfant du Manitoba, né à Somerset le 21 juin, 1903; il fait ses études en lettres et philosophie au collège de St-Boniface, poursuit ses études en théologie et en droit canonique au Grand Séminaire de Québec et obtient le grade de docteur en théologie à l'Université Laval. Il est ordonné prêtre en 1926 par Son Excellence monseigneur Béliveau, archevêque de St-Boniface. Son ministère fut fécond et varié. Il fut successivement chapelain de l'hospice Taché, secrétaire à l'archevêché de St-Boniface et vicaire à la cathédrale, curé fondateur de la paroisse Treherne et desservant des missions dépendantes de 1944 à 1946, curé de la paroisse Ste-Elizabeth de 1946 à 1948 pour devenir supérieur du Grand séminaire de St-Boniface en 1948. Il fut élevé à la prélature romaine en 1952. Vingt-cinq ans d'apostolat signalé et fécond au service de l'église et de la patrie devaient nécessairement l'acheminer vers un poste de premier plan dans l'église canadienne; il était élevé à l'épiscopat comme évêque de Gravelbourg le 11 novembre, 1953 et sacré en sa cathédrale par Son Excellence monseigneur Baudoux le 20 janvier, 1954. La Providence voulut que les grandes étapes de sa vie inspirent en quelque sorte son âme de prêtre et d'apôtre. Vous avez remarqué sans doute qu'il a été ordonné prêtre par le regretté monseigneur Beliveau et sacré évêque par S.E. monseigneur Baudoux, deux des plus ardents apôtres de la survivance et du rayonnement français au Canada.

L'oeuvre patriotique de Son Excellence monseigneur Décosse s'est accomplie sans bruit ni fanfare. Ce qui de tout temps a fait notre force, c'est la conviction profonde de notre peuple, sa foi en l'avenir et son irréductible volonté de garder le dépôt. Son Excellence est sans contredit, dans son humilité et son effacement, l'un

* Allocution prononcée par M. Ernest Desormeaux à l'occasion de la remise des insignes de la Fidélité Française à S.E. Mgr Décosse, le 4 avril à Gravelbourg, en Saskatchewan.

des plus fervents apôtres de la vie française au Canada. Non pas, pour cela, qu'Elle enlève la moindre part de justice à ceux confiés à ses soins qui sont d'autres langues et d'autres nationalités. En ceci, Son Excellence met dans son ministère apostolique le degré de sagesse et de justice qui garantit à toutes ses ouailles leur développement rationnel selon leur langue, leurs antécédents et leur entité propre. Contrairement à ce que l'on croit en certains milieux, notre conception du patriotisme n'implique pas la négation des droits de nos correligionnaires ou encore de nos concitoyens des autres religions. Dans ce domaine nous n'avons jamais oeuvré contre personne. Nous sommes tout simplement pour nous et nos prérogatives comme race en ce pays, sans pour cela disputer aux autres les moyens normaux auxquels ils ont droit comme citoyens pour se conserver et se développer selon leur conception de la vie et de l'éducation.

Mme R.-A. Sauvé-Boult*

Notre décorée appartient à une famille bien connue à Ottawa et au Canada français en général. Le nom de M. le magistrat Joachim Sauvé en particulier est familier à tous ceux qui suivent avec admiration le développement de notre vie franco-ontarienne. Frappée par le deuil après quelques années seulement de bonheur, madame Sauvé-Boult s'est consacrée avec générosité aux tâches sociales et patriotiques qui sollicitaient son intelligence et son coeur.

Elle a été officière du Bien-Etre et auxiliaire sociale au Ministère des Anciens combattants pendant de nombreuses années. Membre du bureau de santé de la ville d'Ottawa depuis 1957, elle en devenait la vice-présidente en 1963. Elle fait partie de la direction de l'Association canadienne pour la santé mentale. Elle est membre auxiliaire des hôpitaux de la ville d'Ottawa et de la Ligue féminine des retraites fermées. Elle s'occupe de l'aide à l'enfance. Cette sèche énumération ne peut vous donner qu'une faible idée de sa contribution aux oeuvres de miséricorde spirituelle et corporelle, de sa charité inlassable parce que profondément surnaturelle, tant dans la vie privée que dans ses charges officielles, pour les déshérités de l'existence.

* Allocution de Mgr Paul-E. Gosselin, recteur de l'Ordre de la Fidélité française d'Amérique à l'occasion de la remise des insignes de l'ordre à madame Rose-Alma Sauvé-Bault, au Chateau Laurier, à Ottawa, le 5 mai 1965. C'était à la clôture du Congrès des Femmes Canadiennes françaises d'Ontario.

Au point de vue national, elle est membre du Conseil canadien du Civisme et de la Commission du centenaire à Ottawa. Elle siège au bureau de votre si méritante fédération de femmes canadiennes françaises dont le Conseil de la Vie française a loué le travail à plusieurs reprises et à laquelle il est heureux de rendre hommage ce soir dans la personne de celle qui incarne si bien ce mouvement patriotique.

La présidence d'une association qui compte 63 sections et plus de six mille membres n'est pas une sinécure. Madame Sauvé-Boult assume cet honneur et ce fardeau avec un allant, avec un doigté, avec une allégresse qui lui gagnent tous les cœurs et qui lui permettent de réaliser de belles oeuvres. Sous le titre "*Le sourire perpétuel qui anime la Fédération féminine canadienne-française*," nous pouvions lire dans le Droit du 24 avril 1964, le portrait suivant: "Esprit étincelant mais pénétrant à la fois, plein de force, elle sait exposer, avec un perpétuel sourire, ses arguments d'une logique impitoyable, d'un jugement sûr, de convictions profondes. Trait particulier à la présidente nationale: elle a le tour de parsemer les réunions les plus arides de l'humour le plus incisif, le plus fin. Elle ajoute de la couleur, du soleil, à la rencontre la plus banale". Je n'ai pas besoin d'identifier le portrait. Vous l'avez fait en m'entendant."

Il y a un an à peine, Rome reconnaissait les singuliers mérites de madame Rose-Alma Sauvé-Boult en lui décernant la médaille Pro Ecclesia et Pontifice. Ce soir, c'est toute la race française au Canada et aux Etats-Unis qui salue en elle une de ses représentantes les plus authentiques et qui, par le truchement du Conseil de la Vie française, rend hommage à l'oeuvre qu'elle accomplit dans le domaine de la culture française au Canada.

Au nom du Chancelier de l'Ordre de la Fidélité française, M. l'abbé Adrien Verrette, malheureusement privé de la joie de présider cette brillante cérémonie, j'ai l'honneur et le très vif plaisir de proclamer madame Rose-Alma Sauvé-Boult membre de cet Ordre, la quatrième femme seulement à y accéder depuis sa fondation. J'invite le président du Conseil de la Vie française à lui remettre la cravate et le diplôme ainsi que le bouton de l'Ordre.

Me Leonidas Bachand*

Mais, c'est bien la personne de Me Léonidas Bachand qui nous réunit et nous fournit l'occasion de revivre ce soir tous ces propos reconfortants. En effet, c'est parce que son long dévouement à nos oeuvres lui a valu l'admiration universelle que nous venons l'en remercier en lui décernant un hommage qui représente les suffrages de toute la famille française d'Amérique.

On a écrit de lui et c'est Mgr O'Bready qui parle dans la préface de la Bio-Bibliographie de Me Bachand, dressée par Soeur Desjardins: *"après plus d'un demi-siècle de productions variées, il tient toujours la plume. Billets, féeries, nouvelles, reportages, carnets, éditoriaux, récits de voyages, manifestes, continuités radiophoniques, fresques d'histoire, discours de circonstances, il a touché presque tous les genres. Qu'il ait pratiqué le culte de la beauté, on s'en convainc non seulement par le souci du fini qu'il met dans ses écrits, mais aussi par le zèle qu'il a déployé pour la pureté du langage, pour la netteté de la diction, pour la propagation du chant et de la musique, pour la présentation au public sherbrookoïs de conférenciers diserts et exquis. Est-il besoin de rappeler que même l'opéra a grâce à lui connu sa vogue dans notre milieu"*.

Pour expliquer cette activité prodigieuse, il faut ajouter que Me Bachand et il est le premier à le reconnaître fut particulièrement favorisé par la Providence. Il naît le 13 octobre 1890 dans le pittoresque village de Coaticook dans un admirable foyer chrétien. Son père Léonide est médecin, musicien et artiste dans l'âme. A 19 ans, sa mère sera la première organiste de la cathédrale St-Michel à Sherbrooke. Les parents aiment le beau, la littérature et les arts. Dans une telle atmosphère familiale, l'enfant reçoit nécessairement une formation exquise. Me Bachand y développera ses talents avec une précocité rare.

En 1901, la famille Bachand s'établit à Sherbrooke. Le père y acquit vite une belle réputation. Notre titulaire à 13 ans entre au séminaire St-Charles Borromée et c'est là qu'il voue son affection aux lettres. C'est bien dans cette même institution, il y a plus d'un demi siècle que nous avons nous-même puisé l'idéal qui ne nous a jamais quitté. Il occupera le fauteuil Buies de l'Académie St-Pierre et déjà sa prose est appréciée. Il contribue des écrits au journal *La Tribune* et déploie un souci marquant pour la pureté de la langue.

* Remise de la médaille du Conseil, dimanche soir le 17 janvier 1965 dans le salon de l'hôtel New Sherbrooke. Présentation du chancelier de l'Ordre de la Fidélité française.

A Montréal, soit à l'université Laval ou à McGill, il travaille sans relâche et fréquente les milieux artistiques. Il obtient sa commission de notaire en 1915 et vient s'établir à Sherbrooke. Son étude devient populaire et de suite ses participations et ses présences se multiplient.

Sur la scène, à la direction de concerts ou d'opéras, dans les cours de diction ou de solfège, dans les soirées musicales et littéraires, nous le voyons toujours accueillant, dévoué et distingué, le véritable type de l'artiste délicat et du gentil-homme parfait.

C'est dans le Livre d'Or de l'Union Musicale que nous pouvons le suivre presque pas à pas au cours de ses nombreuses allocutions et conférences. Durant une trentaine d'années à la présidence de l'Alliance Française, il entoure sa table des conférenciers les plus distingués. Les visiteurs de l'étranger ne refusent jamais l'invitation de Me Bachand, ambassadeurs, académiciens, professeurs, historiens, écrivains et artistes.

Tous ces dévouements attirèrent naturellement des témoignages d'appréciation. La France fut la première à lui adresser des hommages. Il reçoit les Palmes Académiques et en 1947 il devient Officier de l'Instruction Publique. Le ministère français lui présentera encore la médaille d'or de la Société Nationale d'encouragement au bien.

L'Alliance Française voudra honorer ce vaillant serviteur. Il reçoit sa médaille d'or et son grand diplôme d'honneur. Ensuite la Médaille d'or de l'Ordre Latin, la médaille d'argent Jules Massenet, et autres attestations et décorations bien méritées.

Cher maître Bachand, nous assistons ce soir au couronnement de votre longue et brillante carrière, au service des vôtres. Vos efforts ont été nombreux et heureux. Ils ont semé partout le goût pour le bien fait. Soyez-en félicité et remercié.

Malgré une excellente santé, qui doit se prolonger, vous avez dû nécessairement ralentir et diminuer votre travail car les années se sont accumulées sur vos nobles épaules. Vous êtes donc septuagénaire révolu et bien portant. Que vos années soient encore nombreuses et heureuses.

Cet hommage qui vous vient de vos compatriotes doit vous être précieux. Il symbolise tout ce que vous avez été au milieu des

vôtres; un animateur infatigable et un apôtre de tous les instants. Nous remercions vivement l'Union musicale et l'Alliance française d'avoir réuni vos admirateurs autour de cette table exquise.

Au nom des vôtres et du Conseil de la vie française, dont je suis le chancelier, j'ai l'honneur de vous remettre sa médaille de vermeil. Nous associons à cet hommage l'appui constant de votre digne épouse et l'affection de votre famille.

Me Léonidas Bachand, je vous présente officiellement la médaille de vermeil du Conseil de la vie française en Amérique et je vous prie de l'accepter.

Réponse du Me Bachand

Vous ne me reprocherez pas, je présume, d'extérioriser en toute simplicité ma joie qu'on ait épinglé cet insigne à mon revers. Que certains de mes compatriotes reconnaissent ce que j'ai fait ou accompli pour la pensée française m'émeut encore plus que ce que j'ai reçu avant ce jour de la mère-patrie. Je peux donc constater que le sentiment français existe et subsiste en notre coin d'Amérique. Combien de fois au cours de ma carrière me suis-je pris à penser que je luttais contre des moulins à vent, si l'on veut bien m'autoriser à user du mot de Cervantès dans son *Don Quichotte* que j'ai lu à trois reprises dans mes jeunes années

Maintenir avec de faibles moyens, faire valoir en toute occasion le sens de la fierté de l'origine, cela n'est pas facile. Vous vous bûtez à des indifférents, et il s'en trouve; vous avez à convaincre des êtres imbus de prétentions de supériorité personnelle, ah, fasse le ciel qu'ils soient dans le vrai!; d'autres se gaussent de vous, et il y en a; vous tâchez d'entraîner des incompréhensifs que la lâcheté ou la peur des obstacles retiennent en arrière. A la suite de quoi, quelle conception puis-je avoir de la vie française au Canada? Oui, quelle conception me fais-je et à tout le moins puis-je appeler convenable à vous tous?

Serait-ce que pour l'avancement des siens il faille rayer le passé et s'élancer uniquement vers l'avenir, ainsi que je l'ai entendu un soir, ici même à Sherbrooke, par un orateur québécois, et pas des moindres? Ou chaque fois que l'effort l'exige, ne devons-nous pas plutôt nous tourner vers le passé?

Ayez je vous prie la patience d'écouter cette citation que vous déclarerez vieux jeu peut-être, mais qui fut le leitmotiv de ma vie:

“On a souvent dit la vertu de notre histoire française. Il n'est pas de plus fort motif pour nous de croire et d'espérer. Instinctivement, aux heures mauvaises, nous y venons retremper nos volontés; car ceux qui nous ont précédés nous ont laissé la plus belle leçon d'énergie. Il ne tient qu'à nous de les écouter et de les suivre. Pourquoi faut-il que nous lisions si peu ces pages pleines de vie dont est fait notre admirable passé? Nous ignorons cette source abondante! Là pourtant se justifie notre orgueil: l'histoire nous impose sa fierté.”

Ces paroles sont de la plume d'Edouard Montpetit, qui a été mon modèle.

D'abord la langue qui a conquis le monde mais qui subit de nos jours les contrecoups de la révolution universelle. Tout de même, allez aux Nations Unies et vous verrez quelle belle place on lui fait. Il faut donc chez nous avoir le souci constant non seulement de la conserver comme nous l'avons fait jusqu'ici dans une certaine mesure, mais l'épurer à chaque instant. Je veux tant qu'on en ait le souci partout, partout, à l'école primaire, dans les institutions plus hautes, dans toutes les sphères de la vie quotidienne et qu'on en exige la présence quand il y a lieu, non pas par des explosions haineuses mais avec le respect qu'on nous doit et que nous devons à autrui;

“Béni fut son berceau,
Le Ciel a marqué sa carrière
Dans ce monde nouveau.”

Celui qui a écrit ces mots, Routhier, est ce soir avec nous, j'en suis sûr. Son regard se porte partout et se réjouit à la vue du symbole qui a inspiré son poème. Mais quand même il signale le danger. Il est venu alerter les forces qui n'attendent que le mot d'ordre.

“Pour comprendre l'avenir, il faut s'inspirer du passé, revenir aux sources, aux maîtres”, disait dernièrement M. Marrou à une soirée de l'Université.

Pendant toute mon existence, je le dis humblement, je me suis voué à ce genre de vie française et combien je me suis efforcé d'indiquer la route qu'il faut suivre. Me suis-je trompé? Si en

vous-mêmes vous jugez que je suis dans l'erreur, reprenez la médaille car nous ne nous entendons plus.

La vie française telle que je la conçois est remplie des chansons, des poèmes, des traditions, des lettres, du goût, de l'art, de la science, de la mesure, qui nous sont confiés, convergeant avec nos aspirations ouvertes et soumises à l'évolution des temps, et marchant de pair avec l'avenir grand comme notre fleuve qui baigne en passant le roc du Cap Diamant d'où Champlain ne cesse de rêver à ce qu'il apporta avec lui en Canada.

Je ne vous demande pas de me pardonner ce genre d'allocution dans laquelle j'ai mis mon âme. Par elle j'ai tenté de réveiller en vous tous et mes concitoyens ce qui par malheur aurait pu s'y endormir.

Si l'on souhaite à la culture française une moisson de valeur, bêchons et labourons le jardin, extirpons-en les nombreuses mauvaises herbes. Il faut faire valoir la culture française autrement que par des paroles. Et c'est par l'exemple de fermeté dans les actes, de l'usage impeccable du discours, que le rayonnement de la grandeur de cette culture provoquera l'admiration et le respect autour de nous.

Je le répète, nos efforts doivent tendre vers le perfectionnement de ce que nous avons reçu; mais encore faut-il qu'à la fois nous évoquions et invoquions ce que nos ancêtres ont accompli et nous ont légué sous forme du plus précieux héritage.

Nous n'avons pas terminé la bataille; et comme dans toute bataille, il y a des blessés, des morts et parfois aussi des prisonniers qu'on emmène au loin pour qu'ils cessent de voir et même de penser à ceux qui restent debout.

Avons-nous gardé le symbole qui nous rapprocherait du foyer où trouver la chaleur de la vie? Nos sociétés qui se disent patriotiques, nos grandes institutions d'enseignement, notre état provincial lui-même, ne donnent plus aux Trois Couleurs la modeste place qui réveillerait chez le petit peuple le sens de sa descendance et de son appartenance spirituelle à cette nationalité qui nous distingue, nous, en cette Amérique du Nord.

Vous qui êtes présents sous le signe qui synthétise le sang de la vie française, n'avez-vous pas un jour créé une oeuvre magnifique au moyen des Congrès de la Langue Française parce que vous saviez que la défrancisation conduit à la dépersonnalisation, laquelle équivaut à la diminution de l'identité et que cette diminution d'identité équivaut inévitablement à la perte de l'identité?

“Nous sommes nés d'une race fière” chantons-nous dans l'hymne national.

V

Le Comité de Vie Franco-Américaine

VIIIe Congrès

15-17 octobre 1965

Les Franco-Américains tenaient leur 8e congrès à Manchester, N.H. du 15 au 17 octobre sous les auspices du Comité de Vie Franco-Américaine. La Fédération Franco-Américaine du New Hampshire en avait préparé les assises. Les séances eurent lieu dans les salles de l'hôtel Sheraton-Carpenter.

Ce Congrès fut sans doute le plus important dans les annales franco-américaines car il devait traiter d'un sujet capital à la base même de notre survivance française et le thème portait sur "*La crise de l'enseignement du français dans les écoles paroissiales*". Dans l'optique de la situation actuelle et inquiétante faite à nos écoles, le sujet bien que souverainement important exigeait une présentation objective et mesurée.

Les séances furent bien fréquentées, prêtres, religieuses et laïcs se montrèrent très intéressés naturellement ils comprenaient les fervents. Les rapports furent bien charpentés, les discussions sages et les résolutions en conséquence.

En face du relâchement en nombre de milieux, de l'apathie en général dans le clergé et les communautés enseignantes, en face de l'indifférence d'un grand nombre des nôtres, de certaines manœuvres d'administration, le sort de notre enseignement français est voué à la détérioration malgré toutes les techniques proposées.

Le fait que l'enseignement du catéchisme et des prières se donnera en anglais à cause d'un trop grand nombre de nos enfants dont le français n'est plus la langue véhiculaire, le fait que dans un grand nombre de foyers, les parents ne se soucient plus de converser en français, l'influence de nombre de nôtres qui sont opposés au maintien de notre langue, tout cela ne milite pas en faveur d'une amélioration. Il faut ajouter que les tenants du français parlent aussi bien l'anglais que les autres. Les délégués se trouvaient donc en face de plusieurs attitudes négatives.

Les délégués s'accrochèrent en définitive à une planche de salut, en se résignant à un minimum espérant ainsi sauver le navire.

Est-ce un moulin-à-vent contre lequel les vigilants se débattent. Pourtant dans l'esprit de l'écoeménisme les peuples comme les individus ont droit à une certaine latitude de vie.

Le Congrès avait été très bien préparé. La Fédération du New Hampshire y avait déployé un dévouement peu ordinaire. Les séances furent réussies ainsi que les manifestations. Il reste à l'avenir d'apporter des fruits.

Le 30 août 1965, le Comité de Vie Franco-Américaine lançait la proclamation du congrès. On déclarait: "ce huitième congrès est appelé à devenir l'un des plus importants dans l'histoire de notre vie nationale. Nous sollicitons donc l'adhésion des représentants de tous nos organismes franco-américains. Tous auront une voix aux assises."

Dans son invitation au congrès, le docteur Robert Beaudoin, président de la Fédération du New Hampshire disait à son tour "le français diminue chez les nôtres sous l'effet de l'usure qu'apportent le temps et les influences extérieures. C'est à nous de décider, après mûre réflexion, des moyens à prendre pour sauvegarder ce qui nous reste et l'améliorer dans certains cas."

L'inscription des délégués avait lieu durant la soirée du 15 octobre à l'hôtel Sheraton-Carpenter. L'ouverture officielle du congrès fut présidée par le docteur Robert Beaudoin, président de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire. L'abbé Adrien Verrette, curé de la paroisse St. Georges, de Manchester récitait la prière suivante:

Seigneur,

Au moment où commencent les délibérations du 8e Congrès des Franco-Américains en cette ville de Manchester qui nous est si chère, nous sentons le besoin de nous tourner vers vous pour implorer vos lumières, votre sagesse et votre secours. Vos lumières pour éclairer nos esprits alors que nous nous apprêtons à débattre des questions bien complexes, importantes et délicates; votre sagesse, pour que nos options soient le fruit d'intelligences lucides et de coeurs droits; votre secours enfin, pour que tous ensemble nous ayons l'énergie et le courage de nous engager à nouveau dans les voies que Notre Providence nous trace.

Seigneur, au milieu de toutes les variations de ce monde, gardez-nous fidèles à votre Eglise, fidèles à notre patrie, fidèles

les enfin à toutes ces richesses de vie française que nous portons en nous comme une promesse et un germe, qui nous viennent de vous et qui, sous des formes nouvelles ne demandent qu'à fructifier pour notre profit et votre gloire.

Seigneur Jésus, sauvez les Franco-Américains du péché, de la misère, du néant! Et vous Marie, vierge bénie entre toutes, soyez plus que jamais notre mère, en cette heure des grandes mutations et des nouveau départs. Ste Thérèse de l'Enfant Jésus, continuez de veiller sur nous, nos institutions et nos oeuvres avec le sourire qui ne vous a jamais quitté depuis le jour où vous avez commencé du haut du Ciel à faire pleuvoir vos roses sur notre pauvre terre changeante en quête de son éternel repos . . . Notre Père . . .

M. Louis-I. Martel président du Comité de Vie Franco-Américaine après avoir nommé les comités des lettres de créances et des résolutions invitait le R.P. Thomas Landry, o.p., à présenter le thème du Congrès: *"la crise de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales"*.

Dans sa longue étude le P. Landry toucha plusieurs points cherchant à leur donner une solutions acceptable. Il constate que "dans les quinze dernières années, la regression de l'enseignement du français dans nos écoles paroissiales s'est fait remarquer un peu partout en Franco-Américanie avec une constance et une rapidité effrayantes."

Dans ses principes de solution le P. Landry déclare que le franco-américain est un écolier de langue anglaise et que l'école franco-américaine est une école anglaise et que le français n'est plus une langue d'enseignement mais matière d'enseignement.

Dans cette optique croit-il le franco-américain "est un candidat privilégié à la connaissance du français et que l'école paroissiale est une institution privilégiée pour l'enseignement du français et enfin que le français étant langue-seconde privilégiée du franco-américain en conséquence il a droit à cette langue seconde et delà le devoir de l'école de l'enseigner.

Comme projet des solution, le P. Landry demande: "Que dans toutes nos écoles paroissiales franco-américaines, le français actuel soit matière d'enseignement obligatoire, à titre de langue seconde, dans toutes les classes des cours élémentaire et supérieur à raison

d'une période d'au moins 45 pleines minutes d'enseignement par journée complète d'enseignement".

Au sujet de l'enseignement de la religion en français, le P. Landry déclare que désormais "la religion y perd à se faire enseigner en français puisqu'à cause de cela elle risque d'être de moins en moins comprise de moins en moins aimée du jeune franco-américain . . . Chez l'écolier franco-américain d'aujourd'hui, la religion et le français n'y gagnent plus à être mariés . . . "Donc cessons de réclamer que dans nos écoles paroissiales franco-américaines, la langue française soit obligatoirement la langue de l'enseignement pour quelque matière que ce soit . . ."

Enfin le P. Landry demandait au Comité de Vie Franco-Américaine de se charger de provoquer la coalition des énergies et des forces vives dans la poursuite de cet objectif.

Quatre commissions d'études se partagèrent les assises: parents, professeurs, clergé et techniques. Dans sa présentation sur la commission des parents, le docteur Beaudoin dira "pour nous, parents, qui sommes en grande majorité de la deuxième génération aux Etats-Unis, il ne s'agit point de faire un retour en arrière; le français est destiné à prendre une deuxième place dans notre vie et en gens pratiques, nous le réalisons pleinement. Cela ne veut pas dire toutefois que nous voulons ignorer le français et le négliger au point de le laisser disparaître, même si nos constatations nous forcent à admettre que le français chez nos jeunes est en pleine regression . . ."

Des exposés furent présentés également par Sr Marie Amabilis, s.s.c. (Manchester), Sr Raymond de Jésus, F.S.E. (Danielson) et l'abbé Joseph Martineau (New Bedford).

Au compte des vœux et résolutions, le comité composé du R.P. Landry, o.p., du docteur Beaudoin et du professeur François Martineau résumait les décisions du congrès. On demandait "que dans toutes les écoles paroissiales franco-américaines, le français actuel soit matière d'enseignement obligatoire à titre de langue seconde, dans toutes les classes des cours élémentaire et supérieur à raison d'une période d'au moins 45 pleines minutes d'enseignement par journée complète d'enseignement au calendrier scolaire officiel. Vu l'urgence de renouveler cet enseignement, on demandait au Comité de Vie Franco-Américaine de tenir un congrès en

octobre 1966 à Woonsocket sur le même thème pour étudier le travail accompli.

On demanda aux parents de s'efforcer d'établir un climat au foyer favorable au français. Dans nos écoles que les professeurs adoptent des textes modernes, à la page, et autant que possible, des textes équivalents d'une école à l'autre à travers toute la Nouvelle Angleterre . . . Que la section pédagogique de nos collèges franco-américains encourage chez les étudiants de notre élément la carrière de professeur de français. Que les professeurs de français se donnent pour tâche privilégiée de faire aimer le français à tous les niveaux. Que des comités de dialogue soient formés entre la famille, la paroisse et l'école d'une part, et le surintendant diocésain des écoles catholiques de l'autre afin de mener à bon terme la rénovation de l'enseignement du français que nous projetons. Que l'on accepte les procédés et les techniques favorables à l'enseignement du français et que l'on favorise l'entraînement spécial à ces nouvelles techniques chez tous les professeurs de français dans nos écoles . . .

La cérémonie religieuse avait lieu dimanche en l'église St-Antoine. Mgr Alfred Constant saluait l'assistance et l'abbé Doria Desruisseaux célébrait la messe solennelle. M. Georges Ayotte dirigeait le chant. C'est Mgr Paul-Emile Gosselin, P.D., secrétaire du Conseil de la Vie Française en Amérique qui donna le sermon. Il résumait les devoirs de la trinité d'éducateurs que constituent l'Eglise, la famille et l'Etat auprès de l'enfant.

De la famille il dira: "c'est le foyer qui donne la vie à l'enfant, qui oriente les premiers développements de sa vie sensitive et intellectuelle, qui le guide dans l'apprentissage de ses facultés de connaissance et d'appétit. Elle a donc une priorité de nature dans cette oeuvre primordiale de l'éducation.

C'est sa divine maternité "la plus sublime de toutes, qui confère à l'Eglise des droits directs, premiers mais non exclusifs, lorsqu'il s'agira d'éduquer et d'orienter les hommes en vue de leur salut éternel.

L'Etat à son tour joue un rôle supplétif. "C'est surtout à titre de responsable du bien commun que l'Etat doit collaborer à l'éducation de ses sujets. Pour être réalisé, ce bien commun exige de nos jours chez les citoyens une éducation et une instruction de plus en plus poussées."

Le grand banquet dans la salle de bal de l'hôtel Sheraton-Carpenter fut présidé par Louis-I. Martel; Mgr Eugène Guérin bénissait les tables et Gérard Robert était cérémoniaire. Après le repas, M. Antonio Prince, chancelier de l'Ordre du Mérite Franco-Américain remettait les insignes d'officier de l'Ordre à Mgr Paul-Emile Gosselin. M. le docteur Robert Beaudoin terminait le congrès en résumant les espoirs des congressistes.

Au nombre des invités se trouvaient le sénateur Thomas McIntyre, le représentant Ovila Huot, le gouverneur John King, le juge Edouard Lampron, le maire Roland Vallée, Mgr Albert Bérubé, Mgr Joseph Hamel, Mgr Eugène Guérin, MM. les consuls Jacques Massenet, de France et Guy Choquette, du Canada.

Au cours de l'année le Comité avait tenu plusieurs réunions. A celle du 27 janvier, le bureau déplorait le départ de deux collègues Lauré-B. Lussier, de Manville et Philippe-Armand Lajoie, chancelier de l'Ordre du Mérite Franco-Américain. Le bureau traçait les grandes lignes du congrès qui aura lieu à l'automne. Il propose M. Antonio Prince, de Woonsocket au poste de Chancelier de l'Ordre, nomination sujette à l'approbation de la plénière.

La réunion plénière avait lieu le 23 juin à l'hôtel Somerset. Le Dr Auray Fontaine qui préside salue la visite des membres du Conseil, le R.P. Thomas-Marie Landry, o.p., président, Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire, Mgr Maurice O'Bready, MM. Ernest Desormeaux, Alphonse Comeau et Raymond Marcotte directeurs. Les membres confirmaient le programme du 8e congrès tel que préparé par le bureau.

Les membres et les invités assistaient ensuite au diner de la St-Jean-Baptiste dans la Princess Ball Room sous la présidence de M. Louis-I. Martel. Le P. Landry prononçait l'allocution de la fête et les consuls Massenet et Choquette apportaient leur hommage.

Le 27 octobre à Boston, le bureau s'attelait à la mise en action des résolutions du congrès par la publication des actes du congrès, la préparation du congrès de 1966 et la constitution de comités régionaux pour promouvoir l'enseignement du français d'après les vœux du congrès.

De nouveau le 17 novembre le bureau discute les plans du congrès. Le docteur Fontaine demande qu'il soit tenu à Providence au Sheraton-Biltmore. On discute longuement la formation des

comités régionaux pour la mise à exécution du programme de français demandé par le congrès. La tâche sera très très difficile à cause de la difficulté de trouver des mandatés fiables et surtout intéressés, car on avoue que la revalorisation du français dans nos écoles ne sera jamais une affaire finie . . . Le R.P. Landry déploie beaucoup d'efforts pour expliquer et lancer ce projet. Il semble que dans le New Hampshire le Comité soit à peu près assuré grâce au dévouement du Dr Robert Beaudoin.

A la dernière plénière de l'année soit le 4 décembre à l'hôtel Lenox les membres approuvent encore la formation de comités régionaux. Le P. Landry dirige les discussions.

Pour l'exercice 1965-66 le Comité se donne les officiers suivants: M. Adolphe Robert, président d'honneur, Mgr Stephen Grenier et l'abbé Adrien Verrette, vice-présidents honoraires; Louis-Israël Martel (Manchester), président; docteur Auray Fontaine (Woonsocket) et Albert Lamarre (Central Falls), vice-présidents; Bernard Thérout (Fall River), secrétaire trésorier. J.-Henri Goguen (Leominster) Prof. François Martineau (Fall River, Mass.) Adé-lard Janelle (Lewiston) Gérald Robert (Manchester), Mgr Eugène Guerin (Aldenville), et Normand Lachance (Woonsocket), directeurs.

VI

Ordre du Mérite Franco-Américain

17 octobre 1966

*Mgr Paul-Emile Gosselin, P.D.**

Le Comité de Vie Franco-Américaine qui tient aujourd'hui dans cette accueillante et hospitalière ville de Manchester son VIIIème Congrès a voulu saisir cette mémorable occasion pour honorer un fils du Québec, un professeur et théologien éminent, un apôtre de la pensée catholique et française en Amérique du Nord, un ami et conseiller infatigable dans nos luttes pour la survivance en Franco-Américanie, que dis-je, un ami de toujours: Mgr Paul-Emile Gosselin, p.d., à qui le Comité décerne sa décoration de l'Ordre du Mérite franco-américain.

Mgr Gosselin naquit à Saint-Maxime de Scott, Comté de Dorchester, Province de Québec, le 9 mai, 1909, fils de J.-Albert Gosselin et d'Emilienne Perreault. Il fit ses études au Petit Séminaire de Québec, où il obtenait sa maîtrise ès-Arts en 1930, puis au Grand Séminaire de Québec, où il complétait sa philosophie, étant ordonné à la prêtrise le 17 juin, 1934, par Son Eminence le Cardinal J.-M. Rodrigue Villeneuve, alors Archevêque de Québec.

Il fut professeur titulaire de la Chaire de Philosophie de la Nature à la Faculté des Arts de l'Université Laval; chargé de cours au Petit Séminaire de Québec, aux collèges de Bellevue et des Ursulines; préfet des études au Petit Séminaire de Québec jusqu'en 1949; prêtre agrégé au Séminaire et sous-directeur de 1949 à 1953; et directeur de "L'Action Sociale Ltée", depuis 1953 jusqu'en 1962.

Il est secrétaire du Conseil de la Vie Française en Amérique, de la liaison française; directeur du Conseil Supérieur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec; membre de la Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise; directeur de l'Association Canadienne des Educateurs de Langue Française; a été créé membre d'honneur de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, à Woonsocket, R.I., en

* Cérémonie de la remise des insignes d'officier du Mérite Franco-Américain dans la salle de bal de l'hôtel Sheraton-Carpenter à Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire du Conseil de la Vie Française en Amérique. M. le Chancelier Antonio Prince présidait assisté du recteur de l'Ordre, M. Bernard Théroux.

1946; fut pendant plusieurs années aumônier général de la société Saint Jean-Baptiste de Québec.

Parmi les décorations qui lui furent décernées citons: l'Ordre du Mérite Patriotique (1950); l'Ordre du Mérite scolaire franco-ontarien, à titre très méritant (1950); la médaille de membre d'honneur de l'Association Canado-Américaine (1951); Chevalier de la Société du Bon Parler Français (1952); Officier de l'Ordre Académique Honneur et Mérite (1952); Aumônier de l'A.J.C. (1952); Docteur en pédagogie de l'Université Saint Joseph au Nouveau-Brunswick (1957); Commandeur de l'Ordre du Mérite Municipal de la Cité de Québec (1957); Nommé Prélat Domestique de Sa Sainteté Pie XII en 1955.

Auteur de divers opuscules: "Destin de race"; "Louis Ango de Maizereta", "Devoirs et Pratique de l'Education Nationale", "Radio Ouest Française", "Aidons les Nôtres", et tout récemment le "Bottin des Associations Patriotiques Canadiennes françaises et franco-américaines", le Mémoire; "Bilinguisme et Biculturalisme au Canada" et enfin, "L'Avenir du peuple canadien-français", et ajoutons: il collabore aux revues suivantes; "La Revue de l'Université Laval", "l'Enseignement Primaire", "l'Enseignement Secondaire", et il est le directeur de la revue: "Vie Française". Nous pourrions continuer ainsi, car tout récemment encore on lui décernait "L'Ordre de la Fidélité Acadienne", mais disons simplement: Voilà en bref le tableau d'un homme de valeur, qui honore haute-son Eglise, son pays et sa race. Monseigneur, nous vous souhaitons donc de continuer activement votre belle carrière de prêtre et de patriote, et que Dieu vous prête la santé et vous garde pour le plus grand bien de l'Eglise et de vos compatriotes. Nous, de la Nouvelle-Angleterre, avons besoin de votre précieux appui.

Au cours de ce Congrès, où les commissions se sont dévouées à étudier le problème du français dans nos écoles paroissiales, et analyser le rôle des parents, des professeurs et du clergé dans ce domaine, vous êtes venu comme un maître nous apporter la lumière d'une direction sage et éclairée. Espérons que ce Congrès portera ses fruits et qu'il aura un lendemain. Votre passage parmi nous aura de nouveau servi une noble cause.

Le Comité de Vie Franco-Américaine peut, avec une légitime fierté, se piquer d'avoir par le passé fait un choix judicieux des candidats désignés à l'Ordre du Mérite Franco-Américain. Aujourd'hui, il s'honore d'une façon particulière du choix d'un apôtre

de notre survivance en Franco-Américanie, qui devient le récipiendaire.

A titre de Chancelier de l'Ordre et en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par le Comité de Vie Franco-Américaine, je proclame Mgr Paul-Émile Gosselin, p.d., titulaire de l'Ordre du Mérite franco-américain je lui remets la cravate, le médaillon ainsi que le diplôme d'honneur, et je l'invite à signer le Livre d'Or de l'Ordre.

Réponse de Mgr Gosselin

La distinction que vous venez de me conférer au nom du Comité de vie franco-américaine et des compatriotes qu'il représente m'honore grandement. Je la considère comme un honneur si je songe à ce qu'elle symbolise, si je pense aussi à la méritante Association qui en est la dispensatrice, enfin aux personnalités qui m'ont précédé dans cette légion du mérite franco-américain.

Elle me touche profondément pour tout ce qu'elle concrétise et en raison de l'amitié qui a inspiré votre geste et vos paroles. Je me demande si vraiment ces éloges sont tous justifiés ou si je ne dois pas les accepter en un sens collectif, comme s'adressant au Conseil de la vie française dont je suis le secrétaire. Je puis du moins vous assurer que j'ai pratiqué la vertu de fidélité que souligne cette décoration. Je crois n'avoir été absent que d'un seul de vos congrès et j'ai participé à toutes les grandes manifestations de votre vie franco-américaine depuis vingt-ans. Je n'ai pas besoin de vous dire que je reprends toujours avec joie la route de la Nouvelle-Angleterre.

Je vous remercie de ce nouveau et très agréable lien que vous tissez ainsi entre vous et moi. Ce me sera une raison de plus de vous être fidèle et de vous revenir avec des amis dévoués comme le docteur Boulet. Son appartenance au Conseil de la vie française va l'obliger à se tourner vers vous. Je crois que ce lui sera une douce obligation.

Je viens de parler de lien. De façon plus précise ces insignes de la Fidélité franco-américaine me rattachent à votre Comité de vie franco-américaine. C'est un groupement qui m'est familier, au sens propre du mot. En effet nous avons veillé sur son berceau au Conseil de la vie française. Je crois même que nous avons aidé quelque peu ses premiers pas dans la vie et nous suivons son

activité avec cette attention parfois inquiète des parents qui se résignent difficilement à voir grandir leurs enfants, même si, au fond, ils sont à la fois heureux et fiers.

Lorsque s'élabora le projet de fondation de votre Comité de vie franco-américaine, un fait nous avait frappé et quand je dis nous—je songe aux membres du Conseil en particulier à nos distingués collègues franco-américains. Ce fait était la multiplicité de vos associations, la force qu'elles représentent encore, mais aussi leur surprenante dispersion. Nous déplorions et—pour être bien franc—nous déplorons encore ce manque de cohésion dans les pensées, dans les attitudes et dans les efforts. Il y avait et il y a encore à cet émiettement de vos forces vives bien des raisons que vous connaissez comme moi pour les avoir scrutées souvent. Mais des explications n'ont de valeur dans l'ordre pratique que dans la mesure où elles appellent, provoquent et informent des redressements.

La fondation du Comité de vie franco-américaine était et demeure un moyen de remédier à cette dispersion. Vos congrès devaient faire l'unité des pensées et assurer ainsi l'union des intelligences et des coeurs. Votre Comité lui-même et tous les groupements qui lui sont affiliés au moins moralement étaient appelés à prolonger cette unité dans l'ordre de l'action elle-même.

Le projet pouvait réussir, le groupement nouveau pouvait atteindre la fin qui lui était assignée dans la mesure d'abord où les dirigeants de la Franco-Américanie, religieux et laïcs, lui accordaient leur appui, dans la mesure où les multiples sociétés franco-américaines acceptaient de travailler avec lui à l'élaboration d'une philosophie de la vie franco-américaine et à la mise à exécution, dans chaque secteur de cette vie des consignes précisées et décidées en commun. Ajoutons à cet ensemble un exécutif et un secrétariat en état constant d'alerte et en incessante activité.

Revenant sur ces années remplies d'espérance, de dévouements admirables, de labeurs obstinés, aussi de déceptions et de revers, nous pouvons reconnaître qu'une oeuvre s'est accomplie, qu'une certaine unité de pensée s'est réalisée autour de synthèses doctrinales comme celle du R.P. Landry, que des hommes venus de tous les points de la Nouvelle Angleterre ont travaillé ensemble au maintien de votre vie franco-américaine et à la diffusion de leurs idées et de leur idéal dans leurs milieux d'existence. Songeant à ce

qui était il y a un demi siècle, je mesure la route parcourue et sans nier à vos prédécesseurs le mérite très grand qui est le leur, je crois de reconnaître que le Comité de vie franco-américaine a justifié une bonne partie des espoirs que nous avons fondés sur lui.

Mais le comité de vie franco-américaine n'est pas un groupement d'historiens. C'est l'avenir qui l'intéresse formellement, non le passé. Je n'ignore pas que chez vous-mêmes, certaines gens posent brutalement la question: Y a-t-il un avenir pour le peuple franco-américain? J'ai employé à dessein le mot peuple en formulant la question. Cet emploi vous laisse pressentir ma réponse. Lorsque je considère les profonds éléments d'homogénéité qui constituent le groupe franco-américain et aussi l'organisation de votre vie collective sur les plans familiaux, paroissiaux, sociaux, scolaires, religieux, économiques et même culturels, j'estime que vous constituez toujours un peuple, une collectivité nationale jouissant d'une vie organique et je continue de croire à l'avenir de ce peuple.

A mon humble avis le problème n'est pas de savoir s'il sera mais comment il sera et par quels moyens. Cela pourrait faire l'objet de tout un congrès comme celui que nous vivons en ce moment. Je me bornerai à deux ou trois réflexions. Vous me permettrez de les faire très franchement en songeant que la franchise est la garantie de la sincérité dans l'amitié.

L'avenir du groupe franco-américain comme tel dépend d'abord de la foi de ses membres, en particulier, de ses dirigeants dans cet avenir. Aussi du désintéressement de chacun, individus et groupes, et de la confiance de chacun dans le désintéressement des autres. On ne saurait édifier quoi que ce soit sur le pessimisme, sur la suspicion et le dénigrement. Il dépend de l'unité de l'action, unité fondée sur la foi en l'avenir et sur la confiance mutuelle. Le principe de cette unité d'action ne peut se trouver, au niveau de la pensée et de l'exécution, que dans un organisme central comme le Comité de vie franco-américaine mais à deux conditions: c'est que cet organisme soit représentatif de tous les secteurs de la vie franco-américaine et qu'il soit actif dans tous les secteurs de la vie franco-américaine.

Cet avenir doit se fonder sur le passé, sur ce passé qui est aussi un présent, qui est fait d'abord de votre vitalité religieuse, de votre personnalité franco-américaine, aussi des institutions qui incarnent, encadrent, protègent et développent vos vies person-

nelles. Adaptez, innovez même selon ces lignes de force, mais n'allez pas mépriser et rejetez ce qui est pour atteindre une utopique perfection. Vous me permettez de préciser ici ma pensée en vous disant que l'enseignement de notre langue française chez vous doit continuer à se faire selon l'idéal qui l'inspire depuis un siècle, même si les méthodes doivent changer. Et encore là les méthodes doivent être appliquées aux étudiants selon ce qu'ils sont: des Franco-Américains, pour qui le français n'est ni une langue étrangère ni une langue purement de culture.

Votre avenir doit aussi s'appuyer sur les communautés culturelles françaises à travers le monde, je me permettais de vous le rappeler ce matin à la messe. Sur deux communautés principalement: la France et le Canada français. Ici il faut appliquer le principe énoncé par saint Thomas d'Aquin: estimer davantage ce qui est le plus parfait en soi et se rattacher plus étroitement à ce qui est le plus près de soi. Le plus parfait dans l'ordre culturel pour nous tous, c'est la France. Le plus près de vous et le plus en plus près de vous, c'est le Canada français. Il viendra vers vous très officiellement dans quelques jours. Puissiez-vous tirer de cette visite qui sera plus qu'une visite, j'en suis convaincu, des motifs de confiance et des plans d'action.

Monsieur le président, j'ai essayé de vous dire merci d'une façon concrète et pratique. A ce merci je veux ajouter le témoignage de mon admiration et l'assurance de mon humble appui dans les efforts que vous déployez pour le rayonnement de la culture française en Nouvelle-Angleterre. Je prie Dieu de bénir ces efforts et je fais cette prière avec la conviction que l'avenir des groupes comme celui des individus est entre les mains de Dieu et donc dépend de la fidélité de chacun d'entre nous à sa loi et à ses desseins providentiels.

VII

Fête Patronale

Il n'est pas facile de résumer toutes les manifestations à l'occasion de la fête patronale car beaucoup d'endroits qui continuent la tradition ne font pas rapport. Il est certain cependant que la Saint-Jean-Baptiste est encore à l'honneur en Franco-Américanie ce qui atteste que nos populations gardent toujours la fierté de leurs origines et n'hésitent pas à se confier à leur céleste patron pour continuer à persévérer.

A *Manchester*, c'était la 97^e manifestation au sein de la population franco-américaine. Elle eut lieu samedi le 26 juin avec messe en l'église St-Jean-Baptiste le soir suivie d'un concert au parc Gossler par l'union des musiciens. Le feu géant de la St-Jean était sous la direction de Louis-I. Martel.

La fête était sous la direction du docteur Robert Beaudoin président de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire. Le journal *L'Action* publiait son édition de fête.

Lewiston se donnait encore une belle fête patronale. La manifestation avait lieu le 20 juin en la paroisse St-Louis. Une parade avec éclat sous les auspices de la Ligue des Sociétés françaises se répandait dans les rues de la ville avec fanfare et les groupes organisés.

La messe fut célébrée à la paroisse St-Louis, d'Auburn. La messe fut célébrée par l'abbé Proulx et le sermon donné par l'abbé Poulin. Le curé l'abbé Wilfrid Ouellette saluait les convives au banquet traditionnel. Le maire Roland Couturier était l'orateur de la fête présidée par Joseph-O. Raymond et Rosaire-L. Hallé qui avait été maréchal de la parade avec le concours de MM. Leo Chabot, Antonio Blanchard, Amédée Courtemanche, Lionel Dugal et Adélar Janelle.

Woonsocket, la Fédération Française du Rhode Island tient son banquet annuel le 27 juin à l'occasion de la fête patronale sous la présidence de M. Eugène Lachapelle. Plusieurs orateurs sont écoutés, Mgr Donat Fagnant, le R.P. Roméo Murphy, o.m.i., Théophile Martin et Adrien Lussier.

A *Boston*, à l'occasion de sa réunion plénière, le 23 juin, le Comité qui recevait les officiers du Conseil de la Vie Française d'Amérique en profitait pour convier les compatriotes à un banquet de la St-Jean-Baptiste dans la salle Empress de l'hôtel Somerset sous la présidence de M. Louis Martel. Les invités étaient le R.P.

Thomas-Marie Landry, o.p., président du Conseil de la Vie Française en Amérique, Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire, l'abbé Adrien Verrette, chancelier, Mgr Maurice O'Bready, P.D., de Sherbrooke, Raymond Marcotte, Saskatchewan, Alphonse Comeau, Nouvelle Ecosse et Gérard Robert, tous directeurs.

A *Biddeford*, les compatriotes s'unissaient aux membres du Conseil Chagnon de l'Union qui célébrait ses 60 ans. Cet anniversaire coïncida avec la célébration de la fête patronale le 27 juin. Le défilé se rendait à l'église St-Joseph pour la cérémonie religieuse suivi du banquet avec M. J.-Henri Goguen, orateur invité.

A *Amesbury*, la fête comporte une messe en l'église du Sacré-Coeur le 25 juin, défilé et banquet.

A *Barre, Vt.*, messe le soir du 24 juin, banquet au restaurant Country House et soirée présidée par M. Philippe Leblond. Les orateurs se succédèrent Mgr Charles Marcoux, de Burlington, M. J.-Henri Goguen et Mgr William Cain, curé de la paroisse Ste Monique.

A *New London, Conn.*, le 24 juin, messe solennelle dans le rite byzantin en l'église Ste-Anne avec soirée présidée par M. Henri Dery.

A *Watertown, Conn.*, la fête est célébrée le 20 juin, avec messe et banquet. Discours par les abbés Laurent Doucette et Richard Guerette et MM. Lucien Angers, J.-Bernard Quesnel et J.-Henri Goguen.

A *Bellingham, Mass.* Messe le soir du 24 juin et ralliement à la salle paroissiale avec le concours de l'abbé Albert Bergeron, curé de la paroisse de l'Assomption.

A *Lowell*, messe solennelle en l'église St-Jean-Baptiste. Durant la soirée les membres des trois conseils de l'Union St-Jean-Baptiste avec leurs invités assistent à un dîner.

La fête nationale des Canadiens Français fut encore célébrée avec éclat dans la vieille capitale du Québec. La messe avait lieu dans la basilique et le Cardinal Roy célébrait et prononçait l'homélie disant: "Saint-Jean-Baptiste bien que le dernier et le plus grands des prophètes, n'a pas essayé de se replier sur sa gloire. L'Eglise propose cet enseignement pour nous montrer comment Dieu a travaillé parmi son peuple et nous propose aussi un modèle à nous, les fils de Dieu . . . Le ministre Bona Arseneault avait allumé le feu de la St-Jean la veille et durant la soirée un magnifique défilé attirait une foule immense dans les rues de Québec.

VIII

Faits et Gestes

Le 4 octobre 1965, le Pape Paul VI accomplit une mission historique à New York alors qu'il prononce son message de paix devant les membres de l'ONU. Sa Sainteté célèbre la messe dans le stadium et reprend l'avion le soir même pour Rome après un accueil triomphal. Sa visite dura 13 heures.

S.E. Mgr André Ouellette, originaire de Salem, Mass. et évêque auxiliaire de Mont Laurier devient évêque de ce même diocèse à la mort de S.E. Mgr Limoges.

Dans le diocèse de Manchester Mgr Henri Blanchard, de Nashua, Mgr Adrien Verrette, de Manchester, Mgr Eugène Dumas, de Dover, Mgr Arthur Dufour, de Nashua, Mgr Ernest Gagnon, de Suncook, élevés à la prélature le 17 décembre.

M. Adolphe Robert, de Manchester, Me Fortunat Normandin, de Laconia, M. Laurent Chalifour, de Manchester, nommés chevaliers de l'Ordre de St-Grégoire le Grand, le 17 décembre.

Remise des insignes de l'Ordre des Palmes Académiques au consulat général de Boston, le 19 mai par . Jean Savelli à Mme Pauline Moll Tougas, de Manchester, à Me Pierre Belliveau, de Boston, à M. Romeo Boisvert, de Lewiston et à M. Normand Lachance, de Woonsocket.

Le R.P. Louis-G. Bachand, o.m.i., ancien provincial des Oblats célèbre à Lowell son cinquantenaire sacerdotal le 16 mai en l'église St-Jean-Baptiste.

Le 30 mai, M. J.-Henri Goguen, président de l'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique reçoit un doctorat honorifique du collège St-François de Biddeford, Maine.

Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire du Conseil de Vie Française en Amérique devient titulaire de l'Ordre de la Fidélité Acadienne.

M. Jacques Habert, directeur du journal France-Amérique de New York reçoit de l'Académie Française le prix "Bouquette-Bonin" pour son ouvrage *"La Vie et les Voyages de Jean de Verrazane"*.

La ACS (American Cancer Society) du Rhode Island présente une plaque de bronze au chirurgien le Dr Henri-E. Gauthier, de Woonsocket pour ses services distingués à la cause de la lutte contre le cancer.

Des amis de Lorenzo De Nevers, âgé de 88 ans, notre peintre national, organisent une exposition de ses nombreux tableaux dans la Woonsocket Institution for Savings.

S.H. le juge Guillaume Myette de la cour du district de Central Falls est honoré par un grand banquet le 15 mars. La Cie American Universal Insurance dont il fut le premier secrétaire avait préparé cet hommage. Le juge Myette très connu dans nos milieux après ses études à l'université de Boston avait été admis au barreau du Rhode Island en 1913. Il fut représentant à Providence, puis juge de la cour du district de Woonsocket, sa ville natale de 1922-29. C'est en 1946 qu'il fut élevé à la magistrature du district de Central Falls.

A un deuxième tour de scrutin en France, le 19 décembre le Général Charles de Gaulle est réélu président de son pays avec 54.4% des suffrages. Le grand journal Le Figaro déclare: "Le bon sens l'a emporté . . .

La ville de New York rend hommage à l'ambassadeur et à Madame Hervé Alphan à l'occasion de leur départ pour la France. Plus de 1200 convives assistent au banquet à l'Americana. Dans son allocution, M. Alphan déclare "Quelles que soient les péripéties auxquelles nous assisterons dans les années qui viennent, nous n'oublierons pas en France l'ancienneté de notre amitié, la concordance de nos intérêts, les sentiments populaires qui nous rapprochent même si l'océan nous sépare."

Décès le 27 août à l'âge de 77 ans du plus grand architecte du monde Le Corbusier, de son vrai nom Charles-Edouard Jeanneret-Gris. Il fut des premiers à préconiser l'habitation, ouverte en terrasse, éclairée horizontalement de mur à mur et montée sur des potences en béton. Il avait été au nombre des cinq experts internationaux chargés de contrôler le palais de l'UNESCO à Paris et de l'ONU à New York.

Le 25 mai, les citoyens du petit village de Prairie du Rocher, Illinois célébraient le bicentenaire de la fondation de leur village,

soulignant la présence pendant deux siècles de la foi et de la culture française.

Semaine française à Boston 15-23 mai à l'occasion des vols inauguraux d'Air France de Boston à Paris.

Le 17 mai un Boeing 707 d'Air France inaugure son nouveau vol Boston-Paris sans escale en 6 heures et 30.

La Floride célèbre le 4e centenaire de la fondation de sa première mission St-Augustin, la plus ancienne du pays en 1565.

Bicentenaire de la naissance de Joseph Nicéphore Niepce né à Châlon (France) en 1765 et inventeur de la photographie.

M. Edouard Fecteau, de Lawrence publie son 7e livret "*Sur les Traces des Pionniers français*".

Le Travailleur, hebdomadaire publié sous la direction de Wilfrid Beaulieu compte maintenant 35 ans d'existence.

A.-Edgar Lussier est élu maire de Woonsocket en avril.

Le maire Roland Couturier de Lewiston est réélu pour un deuxième terme le 29 novembre.

M. Hector-J. Fontaine succède à M. Antonio Prince, comme maître de poste de la ville de Woonsocket.

S.H. le juge Armand Dufresne de Lewiston est élevé au banc de la Cour Suprême du Maine.

M. Antonio Prince ancien maître de poste de Woonsocket est élu chancelier de l'Ordre du Mérite Franco-Américain en remplacement de feu Philippe-Armand Lajoie.

IX

Concerts - Festivals - Concours

Festival de la Chanson Française. (Manchester, N. H.). Le 8e Festival des écoles paroissiales de Manchester obtient encore un beau succès, le 15 mai sous les auspices de la Fédération Franco-Américaine du New Hampshire. M. le docteur Robert Beaudoin présidait avec Armand Verrette, secrétaire. Le Festival au manège militaire réunissait encore plus de 3000 personnes.

Les pièces au programme: "*Oui, Oui, Oui, Oui*", de Pierre-Cour (St-Augustin); "*Rêves de Printemps*" de Strauss-Wilder, (Ste-Marie); "*Variétés Orientales*" (St-Georges); "*En mer*", de Boissière-Lambert, (St-Antoine); "*Floréal*", de Dezèle-Lafrique, (Sacré-Coeur); "*Chanson du petit Voilier*", de Marcel Gauthier, (St-Jean-Baptiste); "*Le Joyeux Promeneur*", de Mazy-Moller, (St-Edmond); "*Le Printemps*", de Gilis, (Ste-Thérèse) et "*Le Vieux Sapin*", de Hector Nadeau (Orphelinat St-Pierre). Au cours du concert il y eut hommage à Mlle Geneviève Racine, Miss Visit France, vedette de la société Air France.

Le premier Festival international des chorales universitaires débute au Philharmonic Hall de New York, le 26 décembre. Vingt chorales venues de 14 pays sont aux programmes. La chorale mixte de l'université de Lyon fondée en 1936 est de grande réputation.

La Chorale Universitaire de Caen (France) donne un concert à Lewiston le 16 juillet. Elle comprend 32 étudiants et fut invitée par le maire Couturier.

Les Petits Chanteurs de Lewiston conjointement avec les Petits Chanteurs de Grandby, donnent avec succès un grand concert le 4 décembre à l'auditorium du High School.

La Troupe française "Le Tetreau de Paris", le 3 mai donne au Théâtre Johnson de l'Université du New Hampshire la représentation de Paul Claudel "L'Annonce faite à Marie".

La jeune pianiste française Evelyne Crochet donne un beau concert, le 4 avril à la Currier Art Gallery, de Manchester.

Les membres du Glee Club du Collège Rivier et de la Chorale Universitaire de Boston sous la direction du professeur Alexandre Pélouin donnent un concert le 11 avril en l'auditorium du collège Rivier à Nashua.

L'abbé Antoine Bouchard, organiste de grande réputation et professeur d'orgue à l'université Laval donne un concert sur les orgues de Notre Dame des Canadiens à Worcester le 25 avril.

Le 3 mai au théâtre Schubert, de Boston, Maurice Chevalier est l'artiste invité à une soirée de gala des Amis de l'Ecole bilingue à Boston.

La Société des concours de français de Fall River tient son concours annuel le 16 mai en l'auditorium Ste-Anne sous la présidence de M. Bernard Théroux.

La Fédération des Chorales F.-A. donnait son deuxième concert à Manchester le 6 juin sous les auspices de l'Association Canado-Américaine, dans la salle Practical Arts.

Les accompagnateurs étaient MM. Paul-Emile Letendre et Raymond Dion. Les chorales: Chorale F.-A. (Fall River), Raymond Picard directeur; Chorale St-Jean-Baptiste (Manchester), Bruno Therrien, directeur; Chorale F.-A. (Lowell), Georges Ayotte, directeur; Chorale St-Jean-Baptiste (Lynn, Mass.), Albert Gingras, directeur; Chorale St-Antoine (Manchester), Georges Ayotte, directeur; Les Chevaliers de l'Harmonie (Biddeford), Lorenzo Beaudoin, directeur et Les Chanteurs Débonaires (Hartford), F.-Henri Ledoux, directeur.

Les pièces au programme: "L'Immigrant" (Newman), "Pater Noster" (Lajoie), "L'Orphéon en Voyage" (L. de Rillé), "Mes Jeunes Années", (Trenet), "Au clair de la lune", (Stickels), "Choeur des Buveurs", L. de Rillé, "France, France", (Thomas), "Les Martyrs aux Arènes", L. de Rillé, "Chantons Amis", thème, (Lajoie), "Venez saints de Dieu" (Letendre), "Les refrains du Hameau, (Philie), "Pro Pontifice", (Lajoie), "Les Enfants de Paris", (Adam), "Salve Regina" (Grégorien), "Elégie" (Lajoie), "Le Choeur des Soldats" (Gounod), Les Hymnes Nationaux.

La Fédération rendait hommage à la mémoire de Philippe-Armand Lajoie, lun des fondateurs et auteur du chant thème et de plusieurs pièces.

X

Vie Franco-Américaine

Association Canado-Américaine. Dans ses souhaits du nouvel an, Me Ernest D'Amours invitait tous ses co-sociétaires à un travail soutenu pour l'expansion de la société. Depuis son élévation à la présidence en septembre 1964, Me D'Amours avait déployé un vif intérêt pour la société et caréssait plusieurs projets qui auraient augmenté son influence et son rayonnement, mais la maladie allait l'emporter le 4 mai à l'âge de 61 ans. C'était le deuxième président de la société qui décédait en fonction. La société et les compatriotes lui firent des obsèques imposantes.

Le 14 juin à sa réunion semi-annuelle, la Haute Cour élisait M. Gérald Robert, ci-devant secrétaire général, à la présidence et il déclarait: "Etre élu président général ce n'est pas une arrivée, mais un départ; ce n'est pas l'oeuvre accomplie, mais l'oeuvre à accomplir; ce n'est pas une fin, c'est un commencement." M. Waldon Gélinas devenait secrétaire-général.

Le 31 octobre plus de 400 convives honoraient les nouveaux officiers au motel Sheraton-Carpenter et le juge Edouard Lampron présidait. Le 3 octobre à l'occasion de son cinquantenaire sacerdotal Mgr Félix Martin, de Lewiston était nommé Membre d'Honneur de la société. Le 1er novembre dans les salons de l'ACA au cours d'un dîner intime le président remettait à l'abbé Adrien Verrette la plaque de bronze de Membre d'Honneur.

Avec une évaluation portée à 111.22%, au 31 décembre, la société compte 29,652 membres et un actif de \$9,010,604.31.

L'Union St-Jean-Baptiste d'Amérique. Nos grandes sociétés mutuelles demeurent toujours le principal appui de nos oeuvres de vie franco-américaine. En autant que le permet leur condition financière nous les voyons constamment encourager nos oeuvres. Dans sa 66e année d'existence, l'Union sous la direction de son président J.-Henri Goguen a continué son travail d'expansion auprès de ses milliers de membres. Son encouragement aux oeuvres culturelles a encore au cours de l'année joui de la générosité de ses membres et la liste est imposante de ses dons.

Ses réunions semi annuelles ont permis à ses officiers de surveiller le progrès de son expansion. À ses fêtes patronales, jubilai-

res et réceptions elle a réuni d'imposantes assistances. Son bulletin toujours exquisement rédigé par Gabriel Crevier fournit continuellement à nos populations des récits qui sont versés aux archives de notre vie commune. Pour récompenser l'un de ses vaillants officiers, la France par son Ministère de l'Education Nationale créait son secrétaire général Normand Lachance, chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques.

Au tableau des finances l'année fut encore prospère. Son actif de l'année s'élevait à \$17,563,282.36. Son évaluation était fixée à 116.29 après avoir versé \$1,855,693.87 en bénéfices et en opérations.

Société des Artisans. La plus importante des mutuelles françaises en Amérique terminait encore une autre année de grand progrès. Pour enregistrer le bilan de ses affaires, la société en novembre se procurait le plus récent ordinateur électronique au coût d'un demi million soit une des merveilles de la cie IBM. Elle célébrait à la maison Montorency à Québec le 15e anniversaire de son Action Sociale sous la direction de M. Armand Godin. Dans le 70e volume de son journal "*L'Artisan*" on rapporte que l'augmentation des assurances pour l'année 1965 s'est élevé à \$2,175,000.

La Société L'Assomption. La société continue sa marche progressive. Avec ses milliers de membres en Nouvelle-Angleterre durant l'année ses revenus dépassent 5 millions. Son actif pour l'année atteint \$181,107,800.04 en assurance dont \$47,452,822.22 pour la Nouvelle Angleterre. L'actif de sa caisse universitaire s'élevait à \$177,985.42 avec des bénéfices payés s'élevant à \$2,110.00 et un rendement de 5.51% sur les placements.

La caisse écolière a versé durant l'année \$48,000.00 soit un total de \$1,052,700 à 1,114 bourgeois.

Société Richelieu. Avec des délégués de ses 144 clubs, le Richelieu International tenait son 18e congrès à Chicopee, Mass. les 8, 9 et 10 octobre au Motel Schine sous la présidence d'honneur d'Armand Beaupré, président général et Roland Fleury en était le président actif.

Les réunions se succédèrent avec les gouverneurs, les ex-présidents et les directeurs. L'ouverture du congrès était présidée par Wilfrid Forbes, président du club Holyoke, Springfield et Chicopee avec la réunion de la grande famille Richelieu durant la soirée. Les

forums se succédaient avec animateurs, participants et la réunion des congressistes. Samedi au Lycée de la Cathédrale il y a convocation avec banquet et conférence de l'honorable John-Davis Lodge, ancien gouverneur du Connecticut.

Mgr Roger Larivière, conseiller moral de la société célèbre la messe et le sermon est prononcé par l'abbé Gérald Beauregard en la cathédrale de Springfield. Le banquet est sous la présidence du docteur Eugène-M. Beauchamps.

La chaine franco-américaine de la Société Richelieu a continué ses activités avec ses 13 succursales bien actives. Avec la publicité de son bulletin "Le Richelieu" et les mensuels des clubs, nos unités ont enregistré de multiples activités.

A Manchester les réunions se continuent fidèlement. Le 16 janvier c'est la remise de la charte au Club Richelieu Salem. La région nord de la Nouvelle Angleterre comprend les clubs Lewiston-Auburn, Manchester, Boston, Salem, Lowell. Benjamin Lambert est élu gouverneur pour la région et Louis Martel, membre du collège permanent.

Le 29 mai, à l'hôtel Sheraton-Carpenter, le Richelieu Manchester, l'ainé de la chaine franco-américaine célébrait ses dix ans sous la présidence conjointe de MM. Emile Couture, président du Richelieu Montréal et Albert Poisson. Le conférencier était le président général Armand Beaupré.

La Fédération Féminine Franco-Américaine tient son 7e congrès le 21 mai à l'hôtel Sheraton-Plaza, de Boston sous la présidence de Mme Leo Lévesque, de Springfield. Le Thème du congrès: "*La contribution de la Fédération à l'avenir de la langue française*". Les conférencières: Sr M. Louis de Gonzague, p.m., docteur ès lettres du Collège Rivier, Mme William Potvin, de Springfield et Mme Gertrude Rhéaume, de Mohegan, R.I. Le R.P. Thomas-Marie Landry, o.p. apportait le message du Conseil de la Vie Française. Mme Rosario Pelletier était portée à la présidence avec Mlle Lucille Mailhiot au secrétariat et 51 directrices. La messe du congrès fut célébrée en l'église Notre Dame des Victoires par le Père Landry.

L'Association Médicale Franco-Américaine tenait son 27e congrès annuel à l'hôtel Kenmore, de Boston le 30 octobre sous la présidence du Dr Gerard Coté, de Salem, Mass., avec Dr Pierre

Aucoin, de Rumford, vice-président, Robert Beaudoin, de Manchester, secrétaire perpétuel et Jérôme L'Heureux, de Meriden, trésorier.

La Fédération des Chorales F.-A. tient son 7e congrès annuel à St-Jean-Baptiste, de Central Falls, R.I., sous la présidence de Normand Ouellette. Les invités sont Gabriel Crevier, le Docteur Armand Picard, l'abbé Henri Laliberté et M. Houle président des Jacques Cartier.

Après les assises on fit l'élection du bureau MM. Hervé Lemieux, président, Henri Ledoux, Lorenzo Beaudoin et Albert Gingras, vice-présidents; Georges Ayotte, secrétaire et Bruno Therrien, trésorier.

Un court concert est donné aux membres et le congrès se termine par un salut à l'église et un banquet à la salle paroissiale.

Congrès International de la Raquette. Sous les auspices de l'Union Régionale du New Hampshire, Massachusetts et Connecticut, les raquetteurs tenaient leur 41e congrès international à Manchester les 4, 5, 6, 7, février.

Plus de 2000 raquetteurs du Canada et de la Nouvelle Angleterre tenaient leurs assises au Sheraton-Carpenter Motor Hotel. Le congrès s'ouvrait avec la parade des "hobos" jeudi soir suivie du spectacle sur la glace au Colisée. Vendredi amenait le couronnement de la reine, samedi se terminait après les assises par la grande parade traditionnelle. Dimanche la messe avait lieu à St-Georges avec banquet à l'hôtel et distribution des trophées.

Union des Franco-Américains du Connecticut. Fondée en 1885 cette fédération tenait son 44e congrès du 23 au 25 avril à Taftville sous la présidence de Louis Martel. C'était aussi le 80e anniversaire d'existence de cet organisme qui groupe toutes les énergies franco-américaines du Connecticut.

Les assises furent intéressantes. Les délégués se réunissaient à la salle paroissiale vendredi soir. S.E. Mgr Vincent Hines, évêque de Norwich présidait la messe. Le Thème de la convention: "La jeunesse franco-américaine". On élisait un nouvel exécutif avec Rosario Pelletier comme président, Paul Richard, vice-président, Armand St-Germain, secrétaire, Philippe Corbeil, trésorier.

Le grand banquet de clôture eut lieu à la salle Shyma avec des centaines de convives sous la présidence d'honneur de Mgr Henri Laurion, curé du Sacré Coeur. Des allocutions furent prononcées par MM. Théophile Martin, J.-Henri Goguen, Gérard Robert, et William St-Onge, M. Josaphat Benoit, de Manchester était l'orateur invité.

Les délégués applaudissaient aux hommages rendus à trois dévoués serviteurs de l'Union depuis plusieurs années, Mme Marie Morin, de Bristol, Mme Rosario Pelletier, de Waterbury et M. Arthur Lambert de Bristol. La convention attestait encore la vitalité de cet organisme, qui, malgré les problèmes continue sont travail de persévérance et de fidélité dans le Connecticut.

L'Association Commerciale Notre Dame fondée à Manchester en 1932 tient sa réunion annuelle sous la présidence de son nouveau président Jean Chrétien le 27 janvier.

Le Comité Franco-Américain du Rhode Island fondé en 1956 tient sa réunion annuelle au Club Marquette, de Woonsocket pour porter à la présidence Henri-A. Melançon, délégué du Club Frontenac avec Jean-L. Riendeau, secrétaire et Armand Tetreault, trésorier.

Le Cercle Social Français de Hartford célèbre ses 40 ans le 15 mai. Fondé en mai 1925, il compte plus de 600 membres.

Association des Professeurs F.-A. Elle tient sa réunion au collège St-Anselme le 24 avril sous la présidence de M. Elphège Roy. Elle compte environ 210 membres.

L'Orphelinat St-Joseph, fondé par Mgr J.-Alfred Prévost, curé de Notre Dame de Fall River célèbre ses 75 ans par un banquet et M. Antonio Prince est l'orateur invité. La messe pontificale fut célébrée en l'église Notre Dame. Cette institution est sous la direction des Soeurs Grises de Québec.

L'Orphéon de Lewiston fondé en 1912 et toujours actif tient sa réunion annuelle le 8 décembre sous la présidence de M. Léo Fortin. Le professeur Bernard Piché, organiste de l'église St-Pierre depuis 1945 est nommé professeur d'orgue au Conservatoire de Musique de la Province de Québec.

Paroisse Saint-Georges (Manchester, N.H.) 1890-1965. La troisième des huit paroisses franco-américaines de Manchester fut établie en avril 1890 à la suite de Saint Augustin (1871) et Sainte Marie (1880). Le 5 septembre elle célébrait ses 75 ans par des fêtes imposantes présidées par S.E. Mgr Ernest Primeau, évêque de Manchester. L'abbé Adrien Verrette, curé célébrait la messe jubilaire et Mgr Wilfrid Paradis, c.s.s. prononçait le sermon. Le banquet était présidé par le juge Alfred-J. Chrétien.

La Caisse Populaire Ste-Marie termine l'année avec un actif de \$13,940,141.89.

L'Ange Gardien Credit Union, de Berlin, N.H. termine l'année avec un actif de \$4,537,612.10.

L'Union de Credit St-Pierre et St-Paul, de Lewiston à sa 19^e réunion annuelle accuse un actif de \$2,250,000.00 et celle de Ste-Famille établie en 1927 montre un actif qui dépasse \$2,000,000.00.

Credit Union Franco-Américain (Suncook, N.H.) Fondé en 1955 son actif au 13 juillet est de \$674,093.08.

XI

Généalogie

Comme on l'a écrit l'arrivée de tout être humain dans la vie ouvre la première page de sa vie. La généalogie est donc le livre de la vie et de l'identité de chacun et c'est dans ce livre que l'on peut retracer les faits documentaires de toute vie . . .

Dans ses mémoires la Société Généalogique Canadienne française qui en est à son XVI^e volume rend d'incalculables services à tous ceux qui veulent retracer les origines de leurs ancêtres et la continuité de leur famille en Amérique.

La Société Historique Franco-Américaine qui compte nombre de ses membres dans la Société Généalogique est heureuse de collaborer avec celle-ci car de chaque côté de la frontière les origines sont communes et se complètent.

La société tient ses réunions mensuelles à la bibliothèque municipale de Montréal sous la présidence du R.P. Julien Déziel, o.f.m. pour entasser dans ses archives des masses de documents qui se prêtent à l'oeuvre de la généalogie française en Amérique.

Mgr Cyprien Tanguay. Centenaire de la nomination du grand initiateur de la généalogie au Canada français comme archiviste au Bureau des Statistiques à Ottawa.

Il était né en 1819 à Québec et après ses études au séminaire à Ste-Anne de la Pocatière il était ordonné en 1843. Curé en trois paroisses c'est en 1865 qu'il occupe son poste d'archiviste. Décédé le 28 avril 1902 et inhumé au séminaire de Québec.

On a corrigé souvent son Dictionnaire Généalogique des familles canadiennes et avec raison. Il était un précurseur et ne jouissait pas de toutes les découvertes depuis. Il reste cependant l'inspirateur de cette science et l'histoire lui devra l'existence de la Généalogie Canadienne Française.

Familles Angers. L'Ancêtre Simon Lefebvre d'Angers et de Plainval arrive à Québec en 1665, le 30 juin sur le navire Saint-Sébastien. La population de Québec était alors de 500 habitants. Le 10 janvier 1667 il épouse Marie-Charlotte de Pothier.

Familles Brisson. L'ancêtre René Brisson originaire d'Aunis en France. Le 27 septembre les familles Brisson se réunissent à Ste-Anne de Beaupré, à l'Ange Gardien et à Beauport sous la présidence du chanoine Ludger Brisson pour célébrer le tricentenaire du mariage de René Brisson et d'Anne Vézina.

Familles Campagna. Le 5 juillet 1964 des centaines de descendants des familles Campagna se réunissaient à St-François de l'Île d'Orléans pour le dévoilement d'un monument en l'honneur de l'ancêtre.

Familles Choquette-Choquet. Plus de 450 représentants des familles Choquette en Amérique se réunissent le 14 septembre à Varennes pour célébrer le tricentenaire de l'arrivée de l'Ancêtre au Canada.

Familles Gallant. L'une des plus nombreuses familles acadiennes en Amérique est bien celle des descendants de Michel Haché-Gallant qui compte plus de 20,000 descendants en Amérique. L'ancêtre s'établissait en l'Île du Prince Edouard. Une généalogie fut préparée en 1958 par l'abbé Patrice Gallant, de Rimouski.

Michel Gallant débarquait dans l'Île Saint-Jean (Île du Prince Edouard) en 1720, secrétaire de Michel Le Neuf de La Vallière, gouverneur de l'Acadie.

La réunion eut lieu à Charlottetown en août avec messe, excursion à Rocky Point (Port La Joye). Michel toutefois était né en 1663 aux Trois Rivières et en 1720 il est maître du port et capitaine de milice à Port Lajoie.

Paul Gallant président de la société Réunion Famille Gallant est président de la Eastern Packing dont bon nombre des Gallant sont intéressés à cette firme du homard.

Un héros des fêtes fut le professeur J.-Henri Blanchard dont la mère est une Gallant et qui depuis plus de 50 ans se dévoue au sort de la vie française en l'Île de Prince Edouard.

Familles Gauvin. Le 31 juillet des centaines de membres des familles Gauvin en Amérique se réunissaient à l'Ancienne Lorette, Québec sous la présidence de Dominique Gauvin, pour commémorer le troisième centenaire du mariage de l'ancêtre Jean Gauvin. On assistait à l'inauguration du parc Cyrille où on érigea un monu-

ment aux ancêtres. Il y eut encore messe par les abbés Gauvin, soirée au patronage Roc-Amadour, un pèlerinage à Ste Anne et la publication d'un album de famille.

Familles Huard. Jean Huard, l'ancêtre serait arrivé à Québec en 1665 avec M. de Tracy. Il était originaire de Chartres. Mais on lit que le 5 novembre 1666 il prenait possession de la ferme de Charles Amiot, côte de Lévis. Le 30 avril 1670 il épouse à Québec Marie-Anne Amiot, fille de Mathieu Amiot.

Familles Labbé. L'ancêtre Pierre Labbé né au Mans en 1643 arrive en Nouvelle France en 1665 avec M. de Tracy. Le 31 juillet 1672 il épouse la veuve de Jacques De Launay puis devenu veuf il épouse Marguerite Meunier en avril 1674 à Ste-Anne de Beaupré. Décédé en 1709 sa veuve se marie à Jean Grégoire-Deblois en 1710.

Familles Vacher-Lacerte. Jean Guillaume Vacher-Lacerte arrivé à Québec après le recensement de 1681. Une branche, celle d'Elie Lacerte s'établit à Lowell, Mass. Roger Lacerte, fils d'Arthur Lacerte et professeur de français au Lowell High School dressa la généalogie des Lacerte.

Familles Lamontagne. L'ancêtre François Bacquet dit Lamontagne arrivait en Nouvelle France en 1665. Le 17 octobre 1965 on célébrait ce troisième centenaire à St-Michel de Bellechasse et des centaines de membres de la famille répondaient à l'appel.

La manifestation se déroulait en face du dominicle de Valère Lamontagne où un monument fut dévoilé pour honorer François Bacquet dit Lamontagne et son épouse Anne Philippe.

L'honorable Maurice Lamontagne, secrétaire d'Etat à Ottawa disait: "ils ont su avec tant d'autres s'emparer du sol, ce qui devait plus tard, lors de la conquête, assurer la survivance des canadiens-français, ce qui devait encore plus tard servir de tremplin et de fondement économique à la vitalité démographique et à l'épanouissement culturel de tout un peuple nouveau, qui commence maintenant à manifester son influence à travers le monde entier."

Familles Péloquin. L'ancêtre François, soldat de carrière arrive en Nouvelle France en 1666 avec le dernier contingent du régiment de Carignan. Le 20 juillet il épouse à Trois Rivières Marie Niquet pour inaugurer la famille Péloquin dit Crédit.

XII

Echos de Sociétés

Société Nationale des Acadiens. Le 12 août 1965 avait lieu à Caraquet, Nouveau Brunswick, le deuxième congrès de la Société Nationale des Acadiens alors que le docteur Leon Richard, de Moncton, N.B., était maintenu à la présidence.

A la vérité c'était le 15e congrès du peuple acadien, depuis celui de Memramcook en 1881. La convention avait pour thème "*Nos forces vives en face de l'avenir*". Le docteur Richard inaugurait les assises et l'honorable Pierre Laporte était l'hôte d'honneur. Le président remettait la médaille d'or de la Fidélité Acadienne à six personnalités: Le juge Aubin Arsenault, ancien premier ministre, juge en chef de la cour suprême et procureur général de l'Île du Prince Edouard; Willie Belliveau, de la Pointe de l'Eglise, Mgr Livain Chiasson, vicaire général du diocèse de Bathurst; M. le juge Enoil Michaud, ancien ministre fédéral et juge en chef de la cour suprême du Nouveau Brunswick, Mgr Paul-Emile Gosselin, secrétaire du Conseil de la vie française en Amérique et le juge Louis Lebel, d'Edmunston.

L'ACELF tenait son congrès annuel à Halifax, Nouvelle Ecosse du 15 au 19 août avec la ré-élection de Me Adélarde Savoie à la présidence. Le thème était "*Sens international et solidarité humaine*". Les grands responsables des assises étaient M. Alphonse Comeau et Mlle Cécile Rouleau. Plus de 400 personnes assistaient aux réunions. Les hôtes d'honneur étaient S.E. Mgr Maurice Baudoux, archevêque de Saint Boniface, l'honorable Maurice Lamontagne, S.E. monsieur Paul Tremblay, ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies et M. Enrico Castaldi, président du Bureau international catholique de l'enfance.

L'Association Catholique Franco-Albertaine tient un fructueux congrès à Bonnyville les 5 et 6 novembre sous la présidence de Me Lucien Maynard. Le thème était "L'enseignement du français et l'enseignement en français dans nos écoles."

Société du Bon Parler Français (Montréal). En plus de ses multiples activités dans l'intérêt du parler français, la société tenait son 30e Gala National au théâtre St-Denis le 26 mai sous la présidence de Me Paul Massé. Comme d'habitude des artistes se succédèrent sur la scène sous la direction de Manuel Maître. On applau-

dissait Le Choeur Vaudreuil-Soulanges, Pierre Calvé et Les Elèves du Conservatoire de Québec dans la pièce de Molière "Les Précieuses Ridicules".

Académie Canadienne Française. Elle publie son 9e Cahier sur le Folklore par Marius Barbeau sous la direction du président Victor Barbeau. Un abrégé de tout ce qu'il importe de connaître du folklore, l'ornement et la distinction du Canada français.

Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Avec ses fiducies et ses réserves accumulées, cette doyenne des sociétés nationales du Québec continue sous la présidence de Me Yvon Groulx à semer dans la métropole des initiatives utiles et des générosités substantielles. Elle décernait sa médaille d'argent "*bene merenti de patria*" à M. Lionel Daunais, à Mme Hector Perrier et à M. Claude Champagne.

Société Historique de Boucherville. Sous la présidence de M. Charles Desmarteaux la société fait rééditer de Pierre de Boucherville son ouvrage "*L'Histoire véritable et naturelle des moeurs et productions du pays de la Nouvelle France vulgairement dit le Canada, 1664*".

Société des Dix. Elle publie son 30e cahier. Louis-Philippe Audet, éditeur délégué rend hommage à Mgr Olivier Maurault éditeur délégué durant 25 ans soit depuis 1940, qui, avec Gérard Malchelosse sont les deux seuls membres fondateurs actifs depuis 1935. La société décernait sa médaille à Mgr Victor Tremblay, fondateur de la Société historique du Saguenay. Le cahier comprend encore une série d'études fort intéressantes "*Les aumôniers de troupes pendant les campagnes du Canada sous le régime français*", Mgr Olivier Maurault, s.s., p.a.; "*Fort Orange (Albany) à l'époque des guerres indiennes*", Leo-Paul Desrosiers; "*Naissance d'une seigneurie, Saint-Charles-des-Roches (Grondines)*", Raymond Douville; "*La dernière session de l'Union*", Jean-Charles Bonenfant; "*Le pacte fédératif et les catholiques de l'Ontario*", Séraphin Marion; "*Le champ du diable*", Robert-Lionel Séguin; "*Un Montréalais du siècle dernier: l'immigrant juif Louis Marchand*", Leon Trépanier; "*La fondation de l'Ecole Polytechnique de Montréal*", Louis-Philippe Audet; "*Champlain, Du Vignau et les Nipissiriniens*", Gérard Malchelosse; "*Caravane vers l'Oregon*", Jacques Rousseau et l'index général par Gérard Malchelosse.

Société Historique de Québec. Sous la présidence de Mme Reine Malouin, la société inaugurait l'année le 20 janvier au cercle

universitaire avec la remise d'un diplôme à Mgr Paul-Emile Gosse-
lin, fondateur et ancien président de la société en témoignage de
son dévouement à la société. Elle honorait encore la Compagnie de
l'Ascenseur qui a acquis et restauré la Maison Joliette.

L'assemblée annuelle avait lieu dans les salons du Conseil de
la Vie Française, rue d'Auteuil pour élire à la présidence l'abbé
Honorius Provost et Mme Marcelle Gingras au secrétariat.

Le 8 novembre, le président l'abbé Honorius Provost présentait
le 17e cahier d'histoire de la société, *"La ville de Québec, histoire
municipale II Régime anglais jusqu'à l'incorporation (1759-1833)"*,
par Antonio Drolet. Vol. in-8, 144p, Québec, 1965.

Société Canadienne d'Histoire de l'Eglise Catholique. Fondée
le 3 juin 1933, cette société tenait son 32e congrès, les 16 et 17 octo-
bre 1965 à l'Auditorium Beauchamp de l'Hôtel-Dieu Saint Vallier
à Chicoutimi, Québec sous la présidence de Mgr Victor Tremblay,
p.d. Le congrès était patronné par S.E. Mgr Marius Paré, évêque
de Chicoutimi.

Dans le rapport, le secrétaire Conrad Charlebois publiait la
liste des travaux importants qui furent soumis durant les assises:
*"Le cardinal Ignace Persico, capucin, curé de Sillery et sa mission
secrète au Canada"*, Gabriel Dumas, o.f.m.; cap; *"Les soeurs du
Bon Pasteur au Saguenay"*, Sr Imelda Coté s.c.i.m.; *"Les débuts du
Séminaire de Chicoutimi"* (1873-1888), Jean Claude Drolet; *"En
feuilletant les registres des Postes du Roi"*, Mgr René Bélanger;
*"Mgr Antoine Racine, premier évêque de Sherbrooke, en 1874 et la
question universitaire canadienne"* abbé Germain Lavallée; *"Le
père Joseph-Etienne Guinard, missionnaire centenaire"* (1864-1965),
Raymond Douville; *"Un grand éducateur: Monseigneur François-
Xavier Ross, premier évêque de Gaspé"*, abbé Michel Le Moignan;
"La bibliothèque du chevalier Clément Vincelette" (1830-1894),
Pierre Savard; *"L'Ecole Ménagère de Roberval, oeuvre de Mère
Saint-Raphaël"*, Mère Marie de la Nativité, O.S.U.; *"Un jésuite am-
bassadeur"* abbé Honorias Provost.

La section française élisait dans son exécutif: Mgr Maurice
O'Bready, p.d., Sherbrooke, président; Mme Reine Malouin, Qué-
bec, vice-présidente; Conrad Charlebois, secrétaire et R.P. Gaston
Carrière, o.m.i., trésorier. La société décidait de tenir son 33e con-
grès à Sherbrooke en juin 1966

Société Historique de Saint Boniface. Elle publie les "Essais Historiques" de feu Mgr Antoine d'Eschambault qui fut son président durant plusieurs années et aussi une réédition de la biographie de Marie-Anne Gaboury (première canadienne-française au Nord-Ouest, écrite par l'abbé G. Dugas.

Fédération des Sociétés d'Histoire du Québec. A sa réunion de fondation le 30 avril, l'une des décisions de la fédération fut de constituer un comité en vue de participer au Congrès International des Sociétés francophones d'histoire régionale qui aura lieu à l'occasion de l'EXPO en 1967. Le Comité comprend MM. Emile La Trémouille, président, Lucien Thériault, Charles Desmarteau, Dr Gérald Aumont, l'abbé François Beaudin et Mlle Marcelle Brossard.

Société Historique de Montréal. La réunion annuelle avait lieu le 27 janvier à la bibliothèque des Hautes Etudes Commerciales sous la présidence du Dr A.-D. Archambault, qui fut maintenu à son poste avec le concours de Eugène Lapierre, vice-président, Philippe LaFerrière, secrétaire, Ernest Audet, trésorier et Mme Marthe Bellefleur, bibliothécaire.

Avec la Fédération des Sociétés Historiques du Québec, la société se prête à l'organisation, probablement en 1967, d'un congrès international des sociétés historiques francophones.

Le 18 mai, la fête traditionnelle de Maisonneuve était sous la direction de Raymond Denault.

Société Historique de la Gaspésie. Fondée en 1962 à Gaspé, cette société sous la présidence de l'abbé Michel Lemoignan publie son 3e volume de "Revue d'histoire de la Gaspésie", publication très bien ordonnée et illustrée qui s'applique à faire revivre l'histoire de ce beau pays. La société possède aussi son musée qui s'enrichit rapidement.

Institut d'Histoire de l'Amérique Française. La réunion générale avait lieu le 1er mai au collège des Clercs de Saint-Viateur, Outremont sous la présidence du chanoine Lionel Groulx. Deux études furent présentées: "André Siegfried au Canada" par l'abbé Armand Yon et "Cabot et la découverte de l'Amérique du Nord" par Lucien Campeau, s.j.

Le banquet traditionnel offert par le maire de Montréal, Jean Drapeau a lieu au chalet de l'Île Sainte-Hélène. On y entend une

conférence de Charles Bonenfant sur "*La lutte contre la confédération de juin 1864 à la fin de 1867.*" M. le chanoine Groulx présente le problème de manuel unique qui revient tous les dix ou quinze ans et qui ne rallie pas les suffrages.

Au mois de juin, la Revue d'Histoire de l'Amérique Française entre dans sa 19^e année et bien que les frais d'impression augmentent continuellement, la revue tient le coup. La fondation Lionel Groulx également recrute chaque année des membres bienfaiteurs.

Société Historique Acadienne. Fondée depuis cinq ans à peine cette société compte déjà près de 300 membres et suscite un vif intérêt autour de l'histoire d'Acadie.

Avec ses réunions mensuelles, pèlerinages et conférences elle publie trois cahiers au cours de l'année. 7^e: "Les noms de familles en Acadie", Geneviève Massilon; "Liste des Acadiens prisonniers au fort Beauséjour en 1763; "Vêtements acadiens d'autrefois", Mme William Deveau; "Instituteurs et Ecoles au de Cap Pelé" Dr Ulysse Bourgeois. 8^e: "La nomination des premiers évêque acadiens", Dr Albert Sormany; "Complément de Belle-île-en-mer sur la famille Haché", Marguerite Daligaut; "Les Malenfant des Maritimes", Anselme Chiasson, o.f.m.; "Je journal "Maître Guillaume", René Beaudry, c.s.c.; "Marc Lescarbot et son Théâtre de Neptune", Robert Pichette 9^e: "Deux Martyres Acadiennes", Abbé Clarence d'Entremont; "Maître Guillaume", Antoine Bernard, c.s.v.; "Louise-Elisabeth de Joybert", Dr Ulysse Bourgeois; "L'histoire de 23 familles acadiennes prisonnières au fort Beauséjour", Régis Brun.

La Société Historique du Nouvel Ontario. Fondée en 1942 avec son centre à Sudbury, la société malgré les hauts frais d'impression publie son 46-47 Documents Historiques soit "*Le Règlement XVII et ses répercussions sur le Nouvel-Ontario*" par André Lalonde. Le comité directeur de la société comprend: M. le juge Maurice Lacourcière, président, R.P. Lorenzo Cadieux, s.j., directeur, Leo-Paul Demers, vice-président, R.P. Guy Courteau, sj., secrétaire et Paul-Emile Litalien, trésorier.

Société Historique du Saguenay. L'infatigable président fondateur de cette société, Mgr Victor Tremblay continue son travail à la direction de cet organisme. La revue "*Saguenaysensia*" publie son 7^e Volume toujours rempli de rubriques qui racontent des faits et gestes précieux du Saguenay. Avec ses nombreuses illustrations, cartes, biographies, mariages de la région, mémoires d'anciens, découvertes, centenaires et le musée, la revue s'impose par sa tenue et sa technique pour multiplier les documents et les belles attestations de l'histoire du Saguenay.

XIII

Etudes

Les premiers Français dans le Michigan

par Antoine-J. Jobin

Si l'on jette un coup d'oeil sur la carte du Michigan, on y relève un nombre considérable de noms français, tels que Détroit, Rivière ou River Rouge, Grosse-Pointe, Grosse Ile, Au Sable Pointe, Au Sable River (région de la baie de Saginaw), Cadillac, Charlevoix (ville qui rappelle les voyages et les récits du célèbre historien du 18e siècle), auteur de *l'Histoire de la Nouvelle-France* (1744), et professeur au Collège Jésuite de Québec et au Lycée Louis-le-Grand à Paris. Et l'on note encore d'autres noms au nord tels que la Pointe-aux-Chênes, Bois Blanc Island (près du Détroit de Mackinac); les Chêneaux Islands, Marquette, Grand Marais et le Sault-Ste-Marie, ceux-ci situés dans la péninsule supérieure, dite *Upper Penninsula*, Tous ces noms géographiques sont, en effet, des symboles, signes d'un des chapitres les plus brillants et captivants des annales si riches, colorées, et étoffées de la France. Certains historiens ont intitulé ce chapitre "l'Epopée de l'Amérique du Nord".

On sait que l'histoire de la Nouvelle-France est un récit captivant et romanesque, récit d'exploits inouïs, de dévouement et de sacrifices indicibles de la part d'un petit groupe de Français qui s'engagèrent dans une lutte sans trêve pour la possession d'un continent. Cependant, on ne se rend pas toujours compte, ou bien on oublie, que le Michigan fut la scène de l'activité d'un grand nombre des principaux personnages de l'Epopée de l'Amérique du Nord. Au cours de la seconde moitié du dix-septième siècle jusqu'à la perte des colonies françaises, le Michigan fut non seulement un centre très important de postes fortifiés et de missions, mais il fut également le point de départ des découvreurs, tels que Joliet, et Marquette, La Salle et du Lhut, lesquels étendirent la sphère de l'influence française vers le sud aussi bien que vers l'ouest, même à l'ouest des Grands Lacs.

Pour ce qui est des motifs à la base de la colonisation de la Nouvelle-France, il convient de noter le mariage des intérêts spirituels et matériels dans l'esprit des chefs français. Deux puissantes forces motrices donnèrent l'impulsion au mouvement de colonisation vers l'Ouest et le Sud. En premier lieu, il faut citer le désir d'expansion territoriale, ce qui comprenait le désir de tirer profit

des relations amicales avec les peaux-rouges. Peu nombreux en comparaison des Anglais et des Hollandais, les Français comptaient sur le concours des sauvages pour réaliser leur vaste projet d'expansion coloniale. Le commerce de pelleteries devait fournir les fonds nécessaires à la réalisation de ces grands desseins. De plus, le commerce devait vivre la colonie française. Afin de développer ce commerce, il fallait toujours étendre dans la forêt le rayon d'activité. Cela explique l'étendue immense du territoire français—région habitée par un nombre infime de Français, éparpillés ça et là dans des postes et des missions isolés.

La seconde force motrice, le zèle évangélique des missionnaires représente un grand idéal qui fait honneur à ces porte-étendard de l'Eglise. L'intérêt personnel ne fut pour rien dans l'action sublime de ces héros qui s'exposèrent sans armes, jour et nuit, aux rigueurs ainsi qu'aux dangers d'une vie de sacrifice et de misères physiques et morales. Tout en reconnaissant les avantages matériels provenant du commerce de pelleteries, Champlain et ses successeurs semblent avoir été inspirés du désir sincère de transmettre le flambeau de la foi et de la civilisation aux enfants de la forêt qui vivaient, selon le mot du fondateur de Québec: "dans les ténèbres, sans religion et sans loi".

Trois étapes distinctes marquent l'expansion française vers l'Ouest. D'abord l'initiative des découvreurs, tels que Joliet, La Salle et du Lhut, et des missionnaires, tels que les pères Dablon, Brébeuf, Daniel et Marquette. Ceux-ci donnèrent la première impulsion au développement de la colonisation. Vinrent ensuite les coureurs des bois cherchant à tirer parti des avantages qu'offrait un vaste territoire vierge au commerce de pelleteries. En dernier lieu, signalons l'effort sérieux des grands fondateurs de centres permanents de colonisation. Dans cette dernière catégorie on peut inclure Antoine de la Mothe Cadillac, fondateur de Détroit, et les frères Le Moyne d'Iberville et Le Moyne de Bienville, fondateurs de colonies en Louisiane.

Bien que le projet grandiose de porter la bannière de Rome et le drapeau fleurdelisé vers l'Ouest ne prit son plein essor qu'après 1650, la première moitié du dix-septième siècle vit quelques tentatives d'exploration de la région inconnue et lointaine. En 1615, l'intrépide Champlain, accompagné de deux Français et de dix peaux-rouges, se rendit à baie Georgienne par la route de la rivière Ottawa et du lac Nipissing. C'est cette route que suivirent les explorateurs jusqu'à la fin du siècle, c.a.d., jusqu'à la fondation

de Détroit (1701), parce que celle des Grands Lacs était fermée aux voyageurs par les féroces tribus des Iroquois. Il est regrettable de ne pouvoir citer le récit de Champlain qui contient sa description de "Thunder Bay", des villages hurons protégés par leurs palissades et entourés de jardins potagers.

En 1634 les pères Brébeuf et Daniel réalisèrent le projet conçu dès les premières années de la colonisation française, de fonder une mission parmi les sauvages de l'Ouest. Ils s'établirent à Georgian Bay où quelques années plus tard ils devaient trouver une mort glorieuse aux mains des Iroquois qui avaient mis les villages hurons à sang et à feu. A cette occasion, le père Brébeuf, ayant fait preuve d'une force d'âme indomptable au cours de plusieurs heures de tortures savantes et raffinées, les sauvages mangèrent son cœur afin d'infuser une partie du sang généreux de ce héros dans leurs propres veines.

En 1634 Jean Nicolet, le premier homme blanc à mettre pied sur le sol du Michigan, fraya la route conduisant au Mississippi. Ce jeune homme qui représente le type accompli du coureur des bois, rivalisait d'adresse et de science de la forêt avec les sauvages eux-mêmes. Il avait vécu dix ans parmi les sauvages, apprenant leurs dialectes et s'instruisant de tout ce qui avait trait à leurs moeurs et à la vie rigoureuse de la forêt. Ainsi furent entraînés Louis Joliet, Daniel du Lhut, explorateur de la région à l'ouest des Grands Lacs, et une foule d'autres jeunes gens, la plupart sortant de bonnes familles pour céder à l'appel de la forêt.

En juillet 1634 Jean Nicolet envoyé par Champlain passa par le détroit de MacKinac à la recherche de la "Grande Eau" (Mississippi) que l'on croyait à ce moment être la route vers l'Orient. Traversant le lac Michigan, il se rendit à Green Bay, (Baie Verte) Wisconsin, où il trouva des Indiens au lieu des Chinois de la légende qu'il espérait voir. Il se vêtit, néanmoins, de sa superbe robe brodée de dessins d'oiseaux et de fleurs qu'il avait apportée pour faire une impression favorable sur les mandarins chinois. En l'honneur de cet étranger si chic et si puissant également, car il portait dans chaque main la foudre fumante, les sauvages organisèrent un grand festin où cent-vingt castors furent dévorés.

Ces premiers explorateurs intrépides avaient bien rempli leur rôle d'éclaireurs, traçant la route que devaient suivre plus tard leurs successeurs, Marquette, Joliet, Du Lhut et La Salle. Cependant, le plan grandiose de Champlain ayant pour objet l'éta-

blissement de missions et de postes fortifiés parmi les sauvages de l'ouest ne fut réalisé que sous Louis Quatorze. Ni Richelieu, ni Mazarin ne s'étaient intéressés vivement au développement de leur petite colonie d'outre-mer. Mais la France, sous Louis XIV, prééminente en Europe, aussi bien que riche et puissante, demanda de voir la clause dans le testament d'Adam qui légua le Nouveau-Monde à l'Espagne, au Portugal ou même à l'Angleterre. Louis XIV, non seulement témoigna d'un intérêt sincère, mais il fit preuve d'un excellent jugement lorsqu'il s'agit de désigner les chefs de la nouvelle colonie. Du choix de l'admirable Frontenac résulta l'expansion française vers l'ouest et le sud-ouest.

Peu à peu la chaîne des missions et des postes fortifiés s'étendit vers l'ouest, si bien que les Français gagnèrent sur leurs rivaux séculaires, les Anglais, la suprématie géographique sur ce continent. Pendant cet âge d'or d'expansion les postes dans le nord du Michigan—le Sault-Sainte-Marie, Michillimackinac ("Mackinac Island"), et Saint-Ignace—furent le rendez-vous ainsi que le point de départ des coureurs des bois, des missionnaires et des grands explorateurs.

En 1668 les pères jésuites, Claude Dablon et Jacques Marquette, établirent la première mission permanente au Sault-Sainte-Marie. Ce poste, un des grands centres du commerce de pelleteries et le rendez-vous de six tribus de sauvages qui s'y réunissaient tous les étés pour la pêche du poisson blanc, offrait aux missionnaires un champ d'activité idéal pour l'exercice de leur ministère.

Dans une petite chapelle bâtie de rondins et dont l'intérieur était orné de quelques feuillages verts et d'images apportées de Québec, le père Marquette prêcha, fit l'école à ses petits élèves sauvages et baptisa quatre-vingts enfants de la forêt.

Vers 1672, le père Marquette fut chargé d'une mission à Saint-Ignace, en face de l'île de Mackinac. Le 8 décembre Louis Joliet arriva à Saint-Ignace apportant un ordre du comte Frontenac. Le père Marquette devait accompagner Joliet dans un voyage d'exploration ayant pour but la découverte du grand fleuve appelé par les sauvages "Mitchi-Sipi" ou "Grande Eau".

Je n'insisterai pas sur les détails de la grande aventure de ces héros si intéressants par le fait qu'ils formèrent un contraste si frappant. Le Canadien, Joliet, de douze ans moins âgé que

Marquette (il n'avait que 23 ans) était doué d'un corps d'athlète. Guide et explorateur audacieux, il s'était déjà acquis la réputation de coureur des bois expérimenté dans la science de la forêt. Instruit, intelligent et musicien accompli, (organiste à la chapelle du Collège des Jésuites), il avait cédé comme tant d'autres à l'appel de la forêt. De son côté, le père Marquette, quoique son corps délicat renfermât une âme de héros légendaire, représentait l'homme de vie intérieure. Depuis longtemps cet homme doux et bon jouissait d'un grand renom pour sa faculté rare de concilier les sauvages et de gagner leur confiance et leur affection. Il devait contribuer à l'expédition ses connaissances approfondies des moeurs et des dialectes indiens et ce qui était d'une importance capitale, sa connaissance de leur psychologie.

Le voyage de découverte des sept explorateurs (Joliet et Marquette étaient accompagnés de cinq bateliers canadiens) est bien connu. On sait que les voyageurs atteignirent l'embouchure de la rivière Arkansas avant de rebrousser chemin et que de retour, à Green Bay, Wisconsin, à la suite d'un voyage de quatre mois, ils avaient parcouru 2500 milles dans leurs petites barques fragiles.

Certains détails de ce voyage épique sont intéressants et il est regrettable de ne pas pouvoir reproduire en entier, par exemple, le discours poétique et fleuri d'un chef des Illinois en l'honneur des étrangers. Répondant à l'allocution du père Marquette, ce chef s'exprima comme suit :

“Je te remercie, Robe Noire et toi également, Français, dit-il, en s'adressant au père Marquette et ensuite à Louis Joliet—de vous être donné tant de mal pour venir nous voir. Jamais la terre n'a été si belle ou le soleil si brillant qu'aujourd'hui; jamais notre fleuve n'a été si calme ou si peu obstrué de roches que vos canots ont enlevées en passant; jamais notre tabac n'a été si bon ou notre maïs si beau qu'à ce moment où nous jetons notre regard sur toutes ces choses”.

Suivant ce discours, les Français furent conviés à un grand festin auquel ils furent nourris à la cuillerée comme on fait manger les bébés. Vers la fin du repas on servit aux voyageurs un beau gros chien rôti—mets délicat apprêté pour l'occasion. Ensuite on fuma le calumet.

Malheureusement la santé délicate du père Marquette supporta mal les misères de ce long voyage d'exploration. Deux ans

plus tard il mourut tout près de Ludington, Michigan, lorsqu'il s'efforçait de gagner sa mission de Saint-Ignace à la suite d'un bref séjour parmi les Illinois.

Je quitte ce récit bien trop bref de l'exploit de Joliet et de Marquette pour revoir une autre phase de l'histoire des Français dans le Michigan. Ce sont les premiers établissements du nord—ceux du Sault-Sainte-Marie et de (Michillimackinac) qui virent l'exploitation la plus complète du commerce de pelleteries. Ces avant-postes de la Nouvelle-France servaient de rendez-vous où se dirigeaient les Sauvages tous les printemps apportant leurs pelleteries, fruits d'un hiver de chasse. Pendant l'hiver les coureurs des bois s'étaient occupés de réunir les Indiens à une date fixée d'avance. On peut se figurer la scène pittoresque et animée à laquelle assistaient les premiers Français du Michigan qui séjournaient à Mackinac vers la fin du dix-septième siècle. Parfois mille commerçants, coureurs des bois, missionnaires, trappeurs, aventuriers de toute sorte, ajoutaient leur nombre ainsi que leurs costumes pittoresques à la foule des sauvages. A un moment donné, la flottille de canots se mettaient en route pour Montréal, les Trois-Rivières ou Québec. Les Coureurs des bois accompagnaient les sauvages et se tenaient prêts à les défendre contre les attaques. De plus, ils servaient de pilotes à ces Indiens de l'Ouest qui, en certain cas, n'avaient pas encore navigué sur le Saint-Laurent. La flottille de l'an 1693 compta 400 canots, environ 200 coureurs des bois et 1200 sauvages apportant à la grande foire de Montréal des pelleteries dont la valeur s'élevait à plus de 800,000 livres. Arrivés à un des grands centres comme Ville-Marie, (ancien nom de Montréal) à la suite d'un trajet de mille milles par les cours d'eau, les Indiens avaient l'habitude d'établir leurs camps provisoires. Alors commençait l'échange des pelleteries contre les articles utiles ou plutôt, tout à fait inutiles, aux sauvages. Du succès de ces foires dépendait la prospérité de la Nouvelle-France, fondée et maintenue sur la base fragile du commerce de fourrures aussi bien que sur l'amitié peu sûre des sauvages.

La vie libre et aventureuse du coureur des bois exerçait un tel charme sur l'imagination des jeunes Français de l'époque que les mieux doués ainsi que les plus courageux d'entre eux quittèrent les grands centres de l'Est où la vie était relativement tranquille, pour prendre part au commerce de pelleteries ou bien pour se lancer dans des voyages d'exploration. On estime que sur une population d'environ 10,000 en 1680, plus de 800 s'étaient engagés dans cette vie aventureuse. Parmi les plus célèbres de ces décou-

vresseurs qui ont gravé leur nom sur la carte du continent, on peut compter Jean Nicolet et Louis Joliet dont il a été question; Radisson et de Groseillers, qui passèrent par le Sault-Sainte-Marie en 1659 pour se rendre dans la région du lac Supérieur qu'ils explorèrent; Tonti, le fidèle lieutenant de la Salle; enfin Daniel Du Lhut, explorateur extraordinaire et pionnier audacieux et intelligent de qui la ville de Duluth, Minn., "Zenith City of the unsalted seas" selon ses citoyens, a reçu son nom. C'est Du Lhut qui devança les Anglais et les Espagnols lorsqu'il explora la région à l'Ouest des Grands Lacs en 1679 et prit possession de ce territoire au nom du roi de France. Grâce aux exploits de ce jeune homme de petite noblesse, qui avait quitté une très belle situation en France pour céder à l'appel de la vie aventureuse de ses prédécesseurs, grâce également à son influence, remarquable qu'il sut exercer sur les tribus indiennes de la région ouverte par lui, la France put étendre davantage le rayon de son activité dans l'Ouest.

Du Lhut avait passé l'hiver de 1678-79 dans la forêt aux environs du Sault-Sainte-Marie. Ce poste fut le point de départ de son expédition vers le pays lointain des Sioux. De retour à Mackinac en 1681 Du Lhut y passa l'hiver. De 1683 à 1686 il fut commandant du poste fortifié de Mackinac.

Ainsi, se suivant de près, tous les grands personnages de l'épopée française passèrent par le Michigan ou bien y séjournèrent quelque temps avant de se lancer dans leurs entreprises d'exploration ou de colonisation. Entre les années 1669 et 1687 les missions et les postes du Michigan virent le plus grand de tous les explorateurs français, Cavelier de La Salle—celui que l'on a surnommé à juste titre "Le Prince des Explorateurs". On ne saurait trouver dans l'histoire un explorateur dont l'imagination et les vastes desseins aient eu la même portée. Se rendant compte des ressources presque sans bornes de la vallée du Mississippi il conçut le rêve grandiose d'un vaste empire colonial (wilderness empire) consolidé par des colonies établies en permanence et renforcé d'alliances avec les tribus de sauvages (les Français étant peu nombreux). Au moment où il mourut misérablement de la main d'un assassin avant qu'il pût établir sa colonie à l'embouchure du Mississippi, La Salle avait néanmoins posé les fondements de l'empire de l'Ouest, et donné l'impulsion nécessaire à la réalisation de son rêve splendide. Il est impossible de suivre les traces de cet infatigable voyageur qui passa par le Détroit (Detroit river) dans son voilier, "Le Griffon", le premier à naviguer les Grands Lacs, le 10 août 1679. Le père Hennepin, chroniqueur enthousiaste de La Salle, décrit

les îles à l'entrée du Détroit et le grand village Huron qui occupait le site de la ville moderne. Plus tard en route pour le pays des Illinois, La Salle établit un poste fortifié à l'embouchure de la rivière St-Joseph. Donc le véritable fondateur de la ville de St-Joseph fut l'illustre explorateur français.

Il reste à dire un mot à propos d'un pionnier qui, à l'exception du père Marquette, mérite le plus du Michigan, Antoine de la Mothe Cadillac, fondateur de Détroit. La vie de ce Gascon, né en 1658 à Saint-Nicolas de la Grave, village situé dans les Pyrénées, formerait la matière d'un roman d'aventures incroyables dans les forêts du Nouveau-Monde, de combats contre les Indiens et, lorsque ceux-ci ne suffisaient plus et qu'il avait envie de se battre, de duels avec ses semblables. On a comparé Cadillac à Cyrano de Bergerac—même origine et même taille, mais sans le même nez. Tous les deux amateurs d'escrime et de caractère fier et hautain propre à se créer une foule d'ennemis.

De 1695 à 1699 Cadillac fut commandant à Mackinac. La route des Grands Lacs, fermée pendant des années par la menace des Iroquois, était alors ouverte. Cadillac conçut le plan d'établir un poste important sur le Détroit lequel servirait de centre au commerce provenant non seulement du nord et de l'ouest, mais du sud également. On sait qu'il obtint de Pontchartrain, ministre de la Marine du roi de France, l'autorisation d'une concession à Détroit. Le 23 juillet 1701, Cadillac campa avec sa compagnie de 150 hommes à Grosse Ile. Le lendemain on fit le choix définitif de l'emplacement et l'on s'engagea dans la construction du nouveau fort qui devait porter le nom de Pontchartrain en l'honneur du protecteur de Cadillac à la cour de Louis XIV.

En peu de temps on avait construit les cabanes en rondins au bord du Détroit. Mmes Cadillac et Touti: (les premières citoyennes de Détroit) avaient fait le long voyage en canot de Montréal pour rejoindre leurs maris. Cadillac, secondé de sa femme, dont la famille de treize enfants ne paraît pas avoir été une charge trop lourde, assista au développement d'une colonie forte et riche—une colonie dont la population augmenta d'année en année. Vers 1710 les revenus de Cadillac, qui certes ne manquait pas de flair pour le commerce, s'élevèrent à la somme considérable de \$25,000 par an. Cette prospérité semble avoir donné lieu à l'organisation d'un parti de jaloux qui s'allièrent aux Jésuites, ennemis de Cadillac. En définitive, Cadillac fut décapité, c.a.d., il fut nommé gouverneur de la Louisiane, le 13 septembre 1710. Cependant

Cadillac avait posé les fondements d'une colonie permanente. Le poste de Détroit survécut aux désordres qui suivirent le départ de Cadillac et dépassa ceux du Nord. Cadillac fut gouverneur de la Louisiane de 1713 à 1717. En 1717 il retourna en France où il habita jusqu'à sa mort en 1730. En 1760 le drapeau fleurdelisé fut remplacé dans le Michigan par la croix de Saint-George. Le projet grandiose des fiers personnages de l'Epopée de l'Amérique du Nord avait échoué et la grande aventure était terminée.

(Le Travailleur)

XIV

Bibliographie

M. le chanoine Lionel Groulx a été le maître de deux générations d'hommes. Ses disciples en nombre imposant sont devenues l'élite actuelle et marquent à leur tour, dans les différentes sphères de la vie nationale, notre évolution collective. Prêtre, historien, éveilleur d'énergies, éducateur populaire, le Chanoine Groulx n'a cessé toute sa vie de prêcher l'espoir en notre survivance.

A la fin d'une carrière consacrée à ses compatriotes, il se penche maintenant sur nos problèmes actuels. Dans son ouvrage "Chemins de l'Avenir" il s'adresse à la jeunesse d'aujourd'hui, il pose des interrogations, émet des solutions, espère encore en l'avenir . . .

Chemins de l'Avenir, \$2.00, Chez Fides, 245 est, boulevard Dorchester, Montréal, Canada.

Walt Whitman. Ses meilleures pages traduites de l'anglais par notre poète Rosaire Dion-Lévesque. 2e édition, in-8, 237p, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1965.

Une première édition avait été publiée en 1933. Dans la préface Louis Dantin avait écrit: 'une interprétation lumineuse de tout Whitman (poète) dans un langage nouveau qui lui garde sa voix et son âme. M. Dion-Lévesque est plus qu'un traducteur: c'est un disciple en communion avec l'esprit du maître, qui l'a pénétré et fait sien. Il a mis dans son oeuvre de l'admiration et de l'amour: c'est pourquoi elle est chaleureuse, spontanée comme une création originale. Ce recueil de poèmes ranime les traits d'une grande figure humaine, étonnante d'envergure, de force, admirable d'élan et de sympathie, et rassemble un faisceau de leçons de symboles, de chants qui forme après tout un grand livre.'

Histoire et Généalogie des Acadiens. Bona Arsenault. Tome I, in-8, 526 pages; Tome II, in-8, 600 Pages, Conseil de la Vie Française en Amérique, Québec, 1965.

Envolées. (Poèmes) Abbé Maurice Trottier. in-8, 52p, Beauchemin, Montréal, 1965. Rosaire Dion-Lévesque écrit: "l'abbé Maurice Trottier nous avait laissé entrevoir ses dons de poète en traduisant magistralement "L'Évangéline" de Longfellow, comme seul un poète peut en interpréter un autre. Ses "Envolées" prouvent qu'il peut maintenant y aller dès ses propres ailes et qu'il saura avec d'autres oeuvres encore plus fournies et plus personnelles, aider au maintien de cette "petite flamme française qui tremble à tous les vents en Nouvelle Angleterre".

XV

Nécrologie

Ernest-J. Audet (1887-1965). Né à St-Samuel, Québec, le 19 juin 1887, fils d'Octave Audet et de Célanire Rousseau. A Lewiston depuis 61 ans où il fut percepteur des taxes. Décédé le 3 novembre à l'âge de 78 ans.

R.P. Louis-G. Bachand, O.M.I. (1888-1965) Né à Clyde, Kansas, fils de Joseph Bachand et de Lumina Corneau le 27 août 1888. Ordonné le 28 mai 1915. Il fut tour à tour professeur, prédicateur, curé, supérieur et deuxième provincial. Les Oblats de la province St-Jean-Baptiste doivent beaucoup à ce religieux énergique qui contribua énormément au développement de leurs oeuvres. Il avait refusé son élévation à l'épiscopat comme évêque du diocèse Les Cayes. Décédé le 12 août quelques semaines après les fêtes de son cinquantenaire sacerdotal.

Juge Raoul-H. Beaudreau. (1882-1965). Né à Marlborough, Mass, le 2 juillet 1882, fils d'Evangeliste Beaudreau et de Marie Grégoire. Admis au barreau du Massachusetts en 1906 il établit son étude à Marlborough. En 1929 il est élevé au banc de la cour supérieure du Massachusetts. Titulaire de la médaille "Grand Prix" en mai 1957. Il prenait sa retraite en 1956. Décédé le 28 mai 1965 à l'âge de 83 ans.

Mgr J.-Adrien Béchard, P.D. (1896-1965). Cohoes, N.Y. Né le 1er septembre 1896 à Napierville, Québec, études aux séminaires de Montréal, de Baltimore et de Washington. Ordonné le 10 juin 1922. Nommé curé de la paroisse Ste-Marie, de Cohoes, New York, diocèse d'Albany en 1941 et élevé à la prélature en mars 1961. Décédé le 12 février à l'âge de 68 ans.

J.-E. Alcide Bilodeau (1881-1965). Cornetiste accompli et durant plus de 50 ans directeur de la fanfare de Rochester, N.H. Décédé en avril à l'âge de 81 ans.

Abbé Emile Boucher. (1905-1965). Originaire de Manchester. Prêtre de la Compagnie de Saint-Sulpice. Il avait été professeur de philosophie durant 20 ans à Montréal, puis recteur du collège canadien à Rome puis de nouveau professeur d'histoire au Grand Séminaire. Décédé le 3 mai.

Edmond-Joseph Boufford (1898-1965), morticien. Né à Somersworth, N.H. le 21 mars 1898, fils de Joseph-Nazaire Boufford et de Clara Talbot. Affilié avec son père dans la maison funéraire N.J. Boufford, il en prend la direction en 1934. Décédé le 17 juillet à l'âge de 67 ans.

Damase Brochu (1894-1965). Né le 6 mai 1894 à St-Leon de Stanton, Québec, fils de Napoléon Brochu et de Wilhelmine Bélanger. Il s'établit à Boston pour devenir propriétaire directeur de la firme Huntington Funeral Home. Titulaire de la Médaille des Affaires Etrangères de France, il fut militaire durant la première guerre. Membre très dévoué de la Société historique. Décédé le 7 décembre 1965 à l'âge de 71 ans.

Abbé Albert Burque. (1893-1965). Dover, New Hampshire. Né à Nashua le 27 mai 1893, fils d'Alphonse Burque et de Marie-Louise Dutilly. Etudes à Marienville, St-Laurent, Montréal et Baltimore. Ordonné le 31 août 1919 à Manchester. Curé des paroisses de Woodsville, de Salmon Falls, de Troy et de la paroisse St-Charles, de Dover depuis 1960. Décédé le 19 janvier à la l'âge de 72 ans.

Dr Bertrand Chabot, dentiste (1911-1965). Né à Auburn, Maine, le 23 avril 1911. Après ses études à l'université de Montréal, il s'établissait à Lewiston. Membre du bureau d'éducation de la ville pendant 20 ans. Décédé le 30 novembre à l'âge de 54 ans.

Me Ernest D'Amours. (1904-1965). Né à Holyoke, Mass. le 24 avril 1904, fils de Joseph D'Amours et de Laura Germain. Diplômé du Collège de l'Assomption et de l'université Harvard. Admis à la pratique du droit en 1929. Il s'établit à Manchester en 1930.

Il avait été procureur général du New Hampshire et occupa plusieurs postes. Ecrivain, il contribua à plusieurs revues. Avant son élection à la présidence de l'ACA en 1964 il avait été avocat conseil de cette institution durant plusieurs années.

Décédé le 4 mai 1965 à l'âge de 61 ans.

Dr Antonio Desautels (1901-1965). Né à Adams, Mass., le 24 mai 1901. Après ses études médicales à Montréal, il s'établissait à Pittsfield en 1928. Décédé le 14 août.

Donat Dubois (1894-1965). Organiste. Né à Somersworth, New Hampshire le 31 août 1894. Après ses études il enseigne chez

les Frères Maristes pour se consacrer ensuite à la musique. Il compose plusieurs pièces religieuses. Organiste à l'église Ste-Anne de Lawrence durant plusieurs années, il occupait le poste d'organiste et de maître de chapelle à l'église St-Louis de France, de Lowell, Mass. Décédé le 24 octobre à l'âge de 71 ans.

Jean-Charles Durette (1905-1965). Percepteur de la ville de Manchester depuis 23 ans, M. Durette est décédé à la suite d'un accident de la circulation à Montréal. Originaire de Manchester M. Durette était un diplômé de la North Eastern University. Décédé le 25 mai.

Juge Arthur-L. Eno (1892-1965). Né à Lowell, Mass., le 20 mars 1892, fils de William Eno et d'Odile Chenail. Après ses études de droit à l'université Harvard, il s'établit à Lowell pour jouer un rôle important au milieu de ses compatriotes. En 1917 il est en service durant la première guerre mondiale. Il occupera plusieurs postes; il deviendra juge de la cour de district de Lowell en 1944. Membre et officier de la Société Historique durant une trentaine d'année. Doctorat "honoris causa" de l'Université de Montréal en 1943, titulaire de la médaille "Grand Prix" de notre société historique et Chevalier des Palmes Académiques de France. Décédé le 1er mai à l'âge de 72 ans.

Mgr Pierre-Calixte Gamache, P.D. (1883-1965). Né à Manchester, New Hampshire, le 18 juin 1883. Etudes aux séminaires de Nicolet, Montréal et Brighton, Mass. Ordonné le 18 septembre 1909 à Manchester. Vicaire en plusieurs endroits. En 1918 devient aumônier de la 2e Yankee Division durant 18 mois en France avec le grade de capitaine.

Fondateur de la paroisse St-Pierre de Farmington, N. H. le 6 janvier 1920, curé de St-Edmond, Manchester en 1926 et de St-François-Xavier, Nashua en 1928 pour prendre sa retraite en 1960. En 1951 il avait été élevé à la prélature. Décédé le 6 juin à l'âge de 81 ans dont 56 ans de prêtrise.

Roméo Gosselin. (1903-1965). Né à Disraeli, Québec le 20 juin 1903 fils d'Hubert Gosselin et de Lumina Goulet. Il s'établit en Nouvelle-Angleterre en 1928. Il devient un des officiers de la firme Roger Sherman à Hartford, Conn. Très actif dans les milieux franco-américains de cet Etat, il sera trois fois élu président de l'Union des Franco-Américains du Connecticut. Il était chevalier de l'Ordre de St-Grégoire le Grand. Décédé le 25 juin à l'âge de 63 ans.

Mgr Georges Gratton, P.D. (1879-1965). Né à Troy, New York le 20 août 1879. Études au séminaire de Montréal et ordonné le 23 décembre 1905. Il avait été curé à Waterford et de l'Assomption à Albany, N.Y. depuis 1925. Sa paroisse ayant disparu en 1963 à cause du renouveau urbain, il prenait sa retraite. Il était le doyen du diocèse d'Albany décédé le 14 février à l'âge de 85 ans dont 59 de prêtrise.

R.P. Polyeucte Guissard, A.A. (1891-1965). Né le 17 septembre 1891 à Ortho, au Luxembourg en Belgique, il est ordonné prêtre le 7 août 1921 à Louvain, membre de la congrégation des Augustins de l'Assomption. Il vient enseigner la philosophie au collège de l'Assomption de 1921-1929. Il retourne en Europe, en plus d'être conférencier en Belgique et en Hollande il est au service de la Bonne Presse à Paris. Il revint à l'Assomption en 1950 comme professeur de littérature française. Professeur brillant et conférencier très apprécié. Décédé le 19 décembre à l'âge de 74 ans.

Antonio Laperrière (1894-1965). Né le 16 décembre 1894 à Shawinigan, Québec, fils de Jean-Baptiste Laperrière et de Léontine St-Onge. Il s'établit à Manchester en 1923 pour organiser une firme de construction. Décédé le 26 août à l'âge de 70 ans.

J.-Aimé Lavallée (1896-1965). Né le 14 décembre 1896 à Sorel, Québec, fils de Joseph Lavallée et de Cécile Cardin. Il s'établit à Springfield en 1918 où rapidement il devient industriel très prospère. Durant la première guerre il s'engage dans la Canadian Royal Air Force. Chevalier de Malte en 1957. Très intéressé à nos oeuvres il s'en fait un bienfaiteur constant. Décédé le 9 septembre à l'âge de 69 ans.

Raymond Leglaive. (1884-1965). Né à Paris le 6 septembre 1884, tout jeune il s'établissait à Boston où il demeura toute sa vie surtout au service culinaire. Chef il laisse un souvenir au sein de la colonie française de Boston. Décédé le 24 septembre à l'âge de 81 ans.

Ulysses-J. Lupien (1883-1965). Né à Wayland, Mass., le 12 décembre 1883 fils de Frank Lupien et de Laura Brousseau. Directeur du Service Civil dans le Massachusetts, gérant municipal de Lowell, professeur et diplômé de l'université Harvard. Décédé le 15 août à Chelmsford à l'âge de 81 ans.

Abbé Arthur-L. Massicotte (1905-1965). Né à Manchester en 1905, études à Nicolet et à Montréal. Ordonné le 14 juin 1930 à Manchester. Curé fondateur de la paroisse St-Joseph, de Belmont, N.H., le 19 février 1949. Décédé le 14 novembre à l'âge de 60 ans.

Joseph Nerbonne. (1891-1965), Pharmacien. Né à Manchester en 1891. Après ses études au séminaire St-Charles Borromée de Sherbrooke, il devient pharmacien. Décédé le 27 octobre à l'âge de 74 ans. Il était le fils d'Alfred Nerbonne et de Marie Lefebvre.

Mgr Joseph Papillon, P.D. (1866-1965). Né à Ste-Anne de la Pérade le 4 juillet 1866 et ordonné à Nicolet le 17 août 1890. Dans le diocèse de Hartford depuis 1892, il était curé de la paroisse Ste-Marie de Willimantic depuis 1910 jusqu'à sa retraite en 1958. Il avait été élevé à la prélature en 1939. Doyen du clergé du diocèse de Norwich, il décédait le 1er mars à l'âge de 98 ans dont 75 ans de prêtrise.

Mgr Omer Paquin, P.D. (1899-1965). Né le 31 janvier 1899 et ordonné le 14 juin 1924. Il était curé de la paroisse St-Mathieu de Central Falls. Décédé le 1er février à l'âge de 66 ans.

Alexandre-Philippon, Lewiston (1887-1965). Né à St-Evariste, Québec, fils d'Alphonse Philippon et d'Emélie Cloutier. Président de l'Institut Jacques Cartier pendant onze ans il avait été l'un des fondateurs du Credit Union Ste-Famille. Décédé le 11 février à l'âge de 78 ans.

Dr Louis Piette (1882-1965). Né le 7 avril 1882 il était diplômé de l'Université du Vermont en médecine. Il pratiqua à Newport, Vermont toute sa vie. Décédé le 21 octobre à l'âge de 83 ans.

William Richard. (1876-1965), Lewiston, Me. Né à Worcester le 22 mars 1876, fils de Henri Richard et de Josephine Tourigny. Négociant bien connu. Il parut dans plusieurs séances dramatiques. Décédé le 24 mai.

Paul-G. Rivet. (1910-1965). Né à Cohoes, N.Y., le 18 janvier 1910 Il était fonctionnaire à Albany, N.Y. Directeur général de l'Union depuis 1954. Décédé le 26 mai à Champlain, N.Y.

Abbé Leo Thibault. (1909-1965). Né à Church Point, N.E., le 6 juin 1909 et ordonné le 9 juin 1935. Incardiné dans le diocèse de Worcester et décédé à Leominster le 4 janvier.

R.P. Raphael Turgeon, o.p. (1894-1965). Prédicateur général, né à Arthabaska, Québec le 12 avril 1894 Ordonné le 21 mai 1921 il fut professeur à Rome et passa plusieurs années à Lewiston comme prier. Décédé en novembre à l'âge de 71 ans.

Mgr Camille Villiard, P.D. (1875-1965). Né à Yamaska le 19 avril 1875, fils de Joseph Villiard et de Delphine Vanasse. Etudes à Marieville et à Brighton. Ordonné le 29 juin 1904. Curé de Ste-Anne à Woonsocket et de la paroisse Notre Dame du Sacré-Coeur, Central Falls, depuis 1929. Elevé à la prélature en 1950 il prenait sa retraite en 1962. Décédé le 7 mars à l'âge de 90 ans dont 61 de prêtrise.

Table des Matières

Les Amis du Bulletin	5
Présentation	6
Avis	7
I Réunions de la Société	9
II Eloges des Disparus	31
III Conseil de la Vie Française en Amérique	55
IV * Ordre de la Fidélité Française	63
V Comité de Vie Franco-Américaine	85
VI Ordre du Mérite Franco-Américain	92
VII Fête Patronale	98
VIII Faits et Gestes	100
IX Concours - Concerts - Festivals	103
X Vie Franco-Américaine	105
XI Généalogie	111
XII Echos de Sociétés	114
XIII Etudes	119
XIV Bibliographie	128
XV Nécrologie	129

BOSTON PUBLIC LIBRARY



3 9999 06438 073 4

